



## CHAPITRE 35

### Loi des poursuites sommaires

#### SECTION I

##### DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

Interprétation :

« circonscription territoriale » ;

« cour » ;

« district », « district électoral » ;

« prison commune », « prison » ;

« juges de paix ».

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente, l'expression :

1° « circonscription territoriale » signifie tout district judiciaire, district électoral, municipalité de comté, cité, ville, municipalité de village, de paroisse ou de canton ou autre division ou circonscription judiciaire ;

2° « cour » dans les dispositions de la deuxième partie de la présente loi qui ont trait à l'appel, à la préparation ou à la signature d'un exposé de la cause, signifie et comprend la Cour du banc de la reine siégeant en première instance en matière criminelle ;

3° « district » ou « district électoral » comprend toute division ou circonscription territoriale ou judiciaire dans et pour laquelle se trouve quelque juge de paix, officier ou prison mentionnés dans le contexte ;

4° « prison commune » ou « prison », pour les fins de la présente loi, signifie tout lieu, autre qu'un pénitencier, où les personnes accusées d'infractions sont ordinairement renfermées et détenues sous garde ;

5° « juges de paix » comprend également, pour les fins de la présente loi, les juges des sessions et les juges de district. S. R. 1941, c. 29, a. 2; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

## CHAPTER 35

### Summary Convictions Act

#### DIVISION I

##### DECLARATORY AND INTERPRETATIVE PROVISIONS

1. In this act, unless the context otherwise requires, the expression: Interpretation:

(1) "territorial division" means any "territorial division"; judicial district, electoral district, county municipality, city, town, village municipality, parish municipality, township municipality or other judicial division or place;

(2) "court" in the provisions of Part II of this act relating to appeal, or to the stating or signing of a case, means and includes the Court of Queen's Bench, Crown side; "court";

(3) "district" or "electoral district" includes any territorial or judicial division or place in and for which there is such justice of the peace, officer or prison as is mentioned in the context; "district", "electoral district";

(4) "common gaol" or "prison", for the purposes of this act, means any place, other than a penitentiary, in which persons charged with offences are usually kept and detained in custody; "common gaol", "prison";

(5) "justices of the peace" includes also, for the purposes of this act, judges of the sessions and district judges. R. S. 1941, c. 29, s. 2; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20. "justices of the peace".

## SECTION II

## DE L'APPLICATION DE LA PRÉSENTE LOI

Application de la loi. 2. 1. Sujet aux dispositions de l'article 71, la présente loi s'applique:

a) À toute loi générale ou spéciale de cette province, mise en vigueur après le 21 mars 1922, qui décrète une pénalité ou autorise l'émission d'un ordre pour le paiement d'une somme d'argent, ou pour un autre objet, sur poursuite sommaire;

b) À toute loi générale ou spéciale de cette province et à tout règlement édicté sous leur autorité, en vigueur le 21 mars 1922, dans lesquels ils est décrété que la poursuite des pénalités, amendes ou emprisonnements encourus pour infraction à quelques-unes de leurs dispositions, ou l'obtention des ordres pour le paiement d'une somme d'argent, ou pour un autre objet, seront faites par voie sommaire ou par conviction sommaire;

c) À toute loi générale ou spéciale de cette province, en vigueur le 21 mars 1922, dans laquelle il n'existe aucune disposition relative à la poursuite des pénalités, amendes ou emprisonnements, pour infraction à quelqu'une de leurs dispositions ou de celles des règlements édictés sous leur autorité, ou à l'émission d'un ordre pour le paiement d'une somme d'argent, ou pour un autre objet;

d) À toute loi générale ou spéciale de cette province, en vigueur le 21 mars 1922, dans laquelle il est décrété que la procédure qui régit la poursuite des pénalités, amendes ou emprisonnements pour les infractions à leurs dispositions ou aux règlements édictés sous leur autorité, ou l'obtention des ordres pour le paiement d'une somme d'argent, ou pour un autre objet, est celle prescrite par la partie XV du Code criminel du Canada ou par toute loi antérieure à laquelle ladite partie XV a été substituée.

Déroga-tions.

2. Néanmoins, si un statut en vigueur le 21 mars 1922 contient des dérogations à la partie XV du Code criminel ou aux lois qui l'ont précédée et auxquelles cette partie a été substituée, ces dérogations, si elles sont aussi des dérogations à la présente loi, continuent à être en vigueur et à

## DIVISION II

## APPLICATION OF THE ACT

2. (1) Subject to the provisions of section 71, this act shall apply: Application of act.

(a) To every general or special act or law of the Province, coming into force after March 21st, 1922, which enacts a penalty or authorizes the issuing of an order for the payment of a sum of money, or for any other object, upon summary proceeding;

(b) To any general or special act or law of the Province and to every regulation or by-law passed thereunder, in force on March 21st, 1922, in which it is enacted that any prosecution for a penalty, fine or imprisonment, incurred for contravention of any provision thereof, or the obtaining of an order for the payment of a sum of money, or for any other object, be made in a summary way or by summary conviction;

(c) To every general or special act or law of the Province, in force on March 21st, 1922, in which there is no provision for the prosecution for penalties, fines or imprisonment for contravention of any of the provisions thereof or of those of the regulations or by-laws enacted thereunder, or for the issuing of an order for the payment of a sum of money, or for any other object;

(d) To every general or special act or law of the Province, in force on March 21st, 1922, in which it is enacted that the procedure governing the prosecution for penalties, fines or imprisonment for contravention of any provisions thereof or of the regulations or by-laws enacted thereunder, or the obtaining of orders for the payment of a sum of money or for any other object, is that prescribed by Part XV of the Criminal Code of Canada or by any act or law previous thereto for which the said Part XV has been substituted.

(2) Nevertheless, if a statute in force on March 21st, 1922, contains derogations from Part XV of the Criminal Code or from the acts or laws previous thereto and for which such Part XV was substituted, such derogations, if they are also derogations from this act, shall continue

Deroga-tions.

s'appliquer, nonobstant les dispositions de la présente loi. S. R. 1941, c. 29, a. 3. in force, and apply, notwithstanding the provisions of this act. R. S. 1941, c. 29, s. 3.

## PREMIÈRE PARTIE

### SECTION I

#### DE LA JURIDICTION

Règle générale.

3. Chaque plainte ou dénonciation est entendue, instruite, décidée et jugée par un juge de paix, à moins que la loi sur laquelle cette plainte ou cette dénonciation est basée, ou toute autre loi, ne décrète que la plainte ou la dénonciation doit être entendue, instruite, décidée et jugée par deux juges de paix ou plus. S. R. 1941, c. 29, a. 4, parag. 1.

Lieu de l'audition.

4. La plainte ou dénonciation doit être entendue, instruite, décidée et jugée par le juge de paix de la circonscription territoriale où la cause de la plainte ou de la dénonciation a pris naissance et dans cette circonscription. S. R. 1941, c. 29, a. 4, parag. 2.

Pouvoir d'un juge de paix.

5. 1. Tout juge de paix peut recevoir la dénonciation ou la plainte et émettre une sommation ou un mandat contre l'accusé, et aussi une assignation ou un mandat pour contraindre un témoin à comparaître pour l'une ou pour l'autre partie, et faire les actes et choses nécessaires préliminairement à l'audition, même si, par le statut, il est prescrit que la dénonciation ou plainte doit être entendue et décidée par deux juges de paix ou plus.

Idem.

2. Après que la cause a été entendue et décidée, un seul juge de paix peut émettre les mandats de saisie-exécution ou d'emprisonnement y relatifs.

Idem.

3. Il n'est pas nécessaire que le juge de paix qui agit avant ou après l'audition soit celui ou l'un de ceux par qui la cause doit être ou a été entendue et décidée.

Deux juges de paix.

4. S'il est prescrit par une loi qu'une dénonciation ou plainte doit être entendue et décidée par deux juges de paix ou plus, ou qu'une condamnation doit être prononcée ou un ordre émis par deux

## PART I

### DIVISION I

#### JURISDICTION

3. Every complaint or information shall be heard, tried, determined and adjudged by one justice of the peace unless the act or law upon which such complaint or information is framed or any other act or law in that behalf directs that the complaint or information be heard, tried, determined and adjudged by two or more justices of the peace. R. S. 1941, c. 29, s. 4, subsec. 1. General rule.

4. The complaint or information shall be heard, tried, determined and adjudged by the justice of the peace for the territorial division where the matter of the complaint or information arose, and in such territorial division. R. S. 1941, c. 29, s. 4, subsec. 2. Place of hearing.

5. (1) Any one justice of the peace may receive the information or complaint and grant a summons or warrant thereon, against the accused, and issue his summons or warrant to compel the attendance of witnesses for either party, and do other preliminary acts and matters necessary to the hearing, even if by the statute it is provided that the information or complaint shall be heard and determined by two or more justices of the peace. Powers of one justice.

(2) After a case has been heard and determined, one justice of the peace may issue warrants of distress or commitment thereon. Idem.

(3) It shall not be necessary for the justice of the peace who acts before or after the hearing to be the justice or one of the justices by whom the case is to be or has been heard and determined. Idem.

(4) If it is required by any act or law that an information or complaint shall be heard and determined by two or more justices of the peace, or that a conviction or order shall be made by two or more Two justices.

juges de paix ou plus, ces juges de paix doivent être présents et agir ensemble pendant toute la durée de l'audition et lors de la décision de la cause. S. R. 1941, c. 29, a. 5.

justices of the peace, such justices shall be present and acting together during the whole of the hearing and determination of the case. R. S. 1941, c. 29, s. 5.

Magis-  
trat.

6. Tout juge des sessions, juge de district ou juge municipal nommé pour une circonscription territoriale, et tout magistrat autorisé à accomplir des actes qui doivent d'ordinaire être accomplis par deux juges de paix ou plus, peuvent faire seuls ce que deux juges de paix ou plus sont autorisés à faire par une loi de cette province. S. R. 1941, c. 29, a. 6; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20, et c. 52, a. 3.

6. Any judge of the sessions, district judge or municipal judge, appointed for any territorial division, and any magistrate authorized to perform acts usually required to be done by two or more justices of the peace, may do alone whatever is authorized by an act of this Province to be done by any two or more justices of the peace. R. S. 1941, c. 29, s. 6; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20, and c. 52, s. 3.

Single  
magis-  
trate.

## SECTION II

### DE LA JURIDICTION SPÉCIALE

Juridic-  
tion:  
Entre  
deux dis-  
tricts;

7. Pour les fins de la présente loi,—

1° Si l'infraction est commise dans ou sur des eaux ou sur un pont situé entre deux circonscriptions territoriales ou plus, cette infraction peut être considérée comme ayant été commise dans l'une ou dans l'autre de ces circonscriptions;

Fron-  
tière ;

2° Si l'infraction est commise sur la frontière de deux circonscriptions territoriales ou plus, ou dans un rayon de cinq cents verges de cette frontière, ou si elle est commencée dans l'une de ces circonscriptions et consommée dans une autre, cette infraction peut être considérée comme ayant été commise dans n'importe laquelle de ces circonscriptions;

Trans-  
port.

3° Si l'infraction est commise sur une personne, ou au sujet d'effets transportés dans une voiture employée à faire un trajet, ou à bord d'un navire employé sur une eau navigable, un canal ou autre voie de navigation intérieure, l'accusé est considéré comme ayant commis cette infraction dans toute circonscription territoriale à travers laquelle a passé la voiture ou le navire dans le cours du trajet ou voyage pendant lequel l'infraction a été commise; et si le centre ou toute autre partie de la route, de l'eau navigable, du canal ou de la voie de navigation intérieure qu'a suivi cette voiture ou ce navire dans le cours de ce trajet ou voyage forme la délimitation de deux circonscriptions ter-

## DIVISION II

### SPECIAL JURISDICTION

7. For the purposes of this act,—

(1) where the offence is committed in or upon any water, or upon any bridge, between two or more territorial divisions, such offence may be considered as having been committed in either of such divisions;

(2) where the offence is committed on the boundary of two or more territorial divisions, or within the distance of five hundred yards from any such boundary, or is begun within one such division and completed within another, such offence may be considered as having been committed in any one of such divisions;

(3) where the offence is committed on any person, or in respect of any property, in or upon any vehicle employed in a journey, or on board any vessel employed on any navigable river, canal or other inland navigation, the person accused shall be considered as having committed such offence in any territorial division through which such vehicle or vessel passed in the course of the journey or voyage during which the offence was committed; and where the centre or other part of the road, or any navigable river, canal or other inland navigation, along which the vehicle or vessel passed in the course of such journey or voyage, is the boundary of two or more territorial

Jurisdic-  
tion:  
Between  
terr. divs.;

Near  
bound-  
ary;

In vehicle,  
etc.

ritoriales. Jou plus, la personne accusée d'avoir commis l'infraction peut être considérée comme l'ayant commise dans n'importe laquelle de ces juridictions. S. R. 1941, c. 29, a. 7.

divisions, the person accused of having committed the offence may be considered as having committed it in any one of such divisions. R. S. 1941, c. 29, s. 7.

## SECTION III

## DES PERQUISITIONS

Dénon-  
ciation.

8. Tout juge de paix qui est convaincu, à la suite d'une dénonciation faite sous serment suivant la formule 1, énonçant qu'il y a un motif raisonnable de croire qu'il y a dans un bâtiment, réceptacle ou lieu,—

1° quelque chose sur laquelle ou à l'égard de laquelle une infraction pour-suivable sur conviction sommaire suivant la présente loi a été commise ou est soupçonnée avoir été commise; ou,

2° quelque chose que l'on croit, pour un motif raisonnable, pouvoir offrir la preuve que cette infraction a été com-mise ;"ou,

3° quelque chose que l'on croit, pour un motif raisonnable, être destinée à ser-vir à commettre cette infraction,—

Mandat.

peut, en tout temps, émettre un man-dat sous son seing autorisant un const-able ou une autre personne y nommée à faire une perquisition dans ce bâtiment, réceptacle ou lieu, et de rechercher cette chose, de la saisir et de la porter devant le juge de paix qui émet le mandat ou devant quelque autre juge de paix de la même circonscription territoriale, pour qu'il en soit disposé conformément à la loi. S. R. 1941, c. 29, a. 8.

Visa.

9. Si le bâtiment, le réceptacle, ou le lieu où des choses susdites sont réputées être, se trouve dans un autre district ou une autre circonscription territoriale, le juge de paix peut néanmoins émettre son mandat dans la même forme appropriée aux circonstances, et ce mandat peut être exécuté dans cet autre district ou dans cette autre circonscription territo-riale, s'il a été visé par un juge de paix de ce district ou de cette circonscription territoriale; ce visa est rédigé suivant la formule 2. S. R. 1941, c. 29, a. 9.

## DIVISION III

## SEARCH WARRANTS

8. Any justice of the peace who is satisfied by information upon oath, as in the form 1, that there is reasonable ground for believing that there is in any building, receptacle, or place,—

(1) anything upon or in respect of which any offence punishable on summary conviction under this act has been or is suspected to have been committed; or,

(2) anything which there is reasonable ground to believe will afford evidence as to the commission of any such offence; or,

(3) anything which there is reasonable ground to believe is intended to be used for the purpose of committing any such offence,—

may at any time issue a warrant under his hand authorizing a constable or any other person, named therein, to search such building, receptacle or place, for any such thing, and to seize and carry it before the justice of the peace issuing the warrant, or some other justice of the peace for the same territorial division, to be by him dealt with according to law. R. S. 1941, c. 29, s. 8.

9. If the building, receptacle or place, in which such thing as aforesaid is reputed to be, is in some other district or territorial division, the justice of the peace may nevertheless issue his warrant in like form modified according to the circumstances, and such warrant may be executed in such other district or territorial division upon being endorsed by some justice of the peace of that district or territorial division, such endorsement to be as in form 2. R. S. 1941, c. 29, s. 9.

- Exécution.** 10. 1. Tout mandat de perquisition est exécuté de jour, à moins que le juge de paix n'autorise par son mandat le constable ou une autre personne à l'exécuter de nuit.
- Formule.** 2. Le mandat de perquisition est rédigé suivant la formule 3. S. R. 1941, c. 29, a. 10.
- Objets saisis.** 11. 1. Lorsqu'une chose a été saisie et portée devant le juge de paix, il peut la retenir, en ayant soin de la conserver pour qu'elle serve de pièce à conviction au procès.
- Restitution.** 2. Si personne n'est arrêté, le juge de paix ordonne que la chose soit restituée à la personne à laquelle elle a été enlevée, à moins que la loi ne l'autorise ou ne lui ordonne d'en disposer autrement. S. R. 1941, c. 29, a. 11.
- 10.** (1) Every search warrant shall be executed by day, unless the justice of the peace shall by the warrant authorize the constable or other person to execute it at night.
- (2) The search warrant may be as in form 3. R. S. 1941, c. 29, s. 10.
- 11.** (1) When any such thing is seized and brought before a justice of the peace, he may retain it, taking reasonable care to preserve it for the purpose of evidence on the trial.
- (2) If no one is arrested, the justice of the peace shall direct such thing to be restored to the person from whom it was taken, unless he is authorized or required by law to dispose of it otherwise. R. S. 1941, c. 29, s. 11.
- SECTION IV**
- DE LA DÉNONCIATION ET DE LA PLAINTÉ
- Forme.** 12. 1. La dénonciation doit toujours être faite par écrit, mais il n'est pas nécessaire qu'une plainte à la suite de laquelle un juge de paix peut émettre un ordre pour le paiement d'une somme d'argent, ou pour un autre objet soit écrite, à moins d'une prescription spéciale à cet effet.
- Serment.** 2. Toute plainte à la suite de laquelle un juge de paix est autorisé par la loi à émettre un ordre, et toute dénonciation relative à une infraction ou à un acte punissable sur conviction sommaire, à moins d'une prescription spéciale au contraire, peut être portée ou faite sans être appuyée d'aucun serment ni d'aucune affirmation, sauf lorsqu'un mandat est émis en premier lieu à la suite d'une dénonciation.
- Une seule infraction.** 3. Chaque plainte ne se rapporte qu'à une seule matière, et non à deux ou à un plus grand nombre, et chaque dénonciation à une seule infraction, et non à deux ou à un plus grand nombre.
- Par qui la plainte est faite.** 4. Toute plainte ou dénonciation peut être faite ou portée par le plaignant ou par le dénonciateur en personne, ou par son avocat, ou par toute autre personne autorisée à cet effet, ou par une personne quel-
- 12.** (1) The information shall always be taken down in writing, but it shall not be necessary that any complaint, upon which a justice of the peace may issue an order for the payment of money, or for any other object, be in writing, unless there be a special provision to that effect.
- (2) Every complaint upon which a justice of the peace is authorized by law to issue an order, and every information respecting any offence or act punishable on summary conviction, unless there be a special provision to the contrary, may be made or had without any oath or affirmation as to the truth thereof, except when a warrant is issued in the first instance upon an information.
- (3) Every complaint shall be for one matter of complaint only, and not for two or more, and every information shall be for one offence only, and not for two or more.
- (4) Every complaint or information may be laid or made by the complainant or informant in person or by his counsel or other person authorized in that behalf, or by any person whatsoever when it is

conque dans les cas où il n'est pas requis par la loi que le plaignant ou dénonciateur doit avoir un intérêt particulier. Toutefois, une disposition législative attribuant à un ministre de la Couronne l'administration, l'application ou l'exécution d'une loi ne confère pas à ce ministre un intérêt particulier au sens du présent paragraphe.

Conviction antérieure.

5. Lorsqu'en vertu d'une loi ou d'un règlement adopté sous son empire, un contrevenant est passible de peines distinctes selon qu'il s'agit d'une première infraction ou d'une infraction subséquente, on peut alléguer, dans une plainte ou une dénonciation, et prouver toute conviction antérieure pour infraction à la même disposition de cette loi ou de ce règlement. S. R. 1941, c. 29, a. 12; 1-2 Eliz. II, c. 42, a. 1; 5-6 Eliz. II, c. 60, a. 1.

Réception.

13. 1. La plainte ou dénonciation doit être basée sur des motifs raisonnables ou plausibles et elle doit être portée,

a) devant un juge de paix et alléguer que quelqu'un a commis ou est soupçonné avoir commis, dans les limites de la juridiction de ce juge de paix, une infraction qui le rend passible d'après la loi, sur poursuite sommaire, d'un emprisonnement, d'une amende ou de toute autre punition; ou

b) devant ce juge de paix et être relative à toute matière au sujet de laquelle la loi autorise le plaignant à exiger le paiement d'une somme de deniers ou à obtenir un autre ordre.

Autre district.

2. La plainte ou dénonciation basée sur des motifs raisonnables ou plausibles peut, nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, être portée devant un juge de paix de la circonscription territoriale dans laquelle le prévenu est ou est soupçonné être, si cette plainte ou dénonciation allègue que ce dernier a commis ou est soupçonné avoir commis, dans les limites d'une autre juridiction territoriale de juge de paix, une infraction,

a) qui le rend passible, sur conviction sommaire, d'un emprisonnement, d'une amende ou de toute autre punition; ou

b) relative à toute matière au sujet de laquelle la loi autorise le plaignant à exiger le paiement d'une somme de deniers ou à obtenir un autre ordre.

not required by law that the complainant or informant must have a personal interest therein. Nevertheless a legislative provision assigning to a Minister of the Crown the administration, application or carrying out of an act shall not confer on such Minister a personal interest within the meaning of this subsection.

(5) When under a law or a by-law made under its authority, an offender is liable to different penalties depending on whether the offence is a first or a subsequent one, any previous conviction for an infringement of the same provision of such law or by-law may be alleged in a complaint or information, and proved. R. S. 1941, c. 29, s. 12; 1-2 Eliz. II, c. 42, s. 1; 5-6 Eliz. II, c. 60, s. 1.

Previous conviction.

13. (1) The complaint or information must be based upon reasonable and probable cause, and must be brought,

Before whom brought.

(a) before a justice of the peace, and must allege that some person has committed or is suspected of having committed, within the limits over which such justice has jurisdiction, any offence or act for which he is liable by law, on summary conviction, to be imprisoned, fined or otherwise punished; or

(b) before any such justice of the peace, and be relative to any matter respecting which the complainant is authorized by law to exact the payment of money or to obtain any other order.

(2) The complaint or information on reasonable or probable cause may, notwithstanding the provisions of subsection 1 of this section, be brought before a justice of the peace of the territorial division in which the accused is or is suspected of being, if such complaint or information alleges that the latter has committed or is suspected of having committed, within the limits of any other territorial jurisdiction of a justice of the peace, an offence,

Other territorial division.

(a) which renders him liable upon summary conviction, to imprisonment, fine or any other penalty; or

(b) relating to any other matter respecting which the complainant is authorized by law to exact the payment of a sum of money or to obtain any other order.

Jurisdiction.

Dans l'un ou l'autre de ces cas, notwithstanding l'article 4, la cause peut être entendue, instruite, décidée et jugée par le juge de paix ou tout autre juge de paix de la circonscription territoriale où la personne est arrêtée ou assignée, si elle y donne son consentement par écrit, sinon, le juge note au dos du mandat ou de l'assignation le refus du prévenu de subir son procès devant lui et la cause est alors entendue, instruite, décidée et jugée dans la circonscription territoriale mentionnée dans l'article 4; et le juge rend pour cet objet, tant pour le transfert du dossier que pour la comparution du prévenu, y compris son admission à caution ou son renvoi en prison dans la circonscription en dernier lieu mentionnée, les ordonnances qu'il juge nécessaires.

In either the one or the other of such cases, notwithstanding section 4, the case may be heard, tried, determined and adjudged by the justice of the peace or any other justice of the peace for the territorial division where the person is arrested or served, if the latter consents thereto in writing; if not, the justice shall note on the back of the warrant or of the summons the refusal of the accused to submit to trial before him, and the case shall be then heard, tried, determined and adjudged in the territorial division mentioned in section 4; and the justice shall issue for such purpose, as well for the transfer of the record as for the appearance of the accused, including therein admission to bail or his committal to gaol in the last-mentioned division, such orders as he deems necessary.

Formule.

3. Cette dénonciation ou plainte peut être suivant la formule 4. S. R. 1941, c. 29, a. 13.

(3) Such information or complaint may be as in form 4. R. S. 1941, c. 29, s. 13.

## SECTION V

## DE LA SOMMATION ET DU MANDAT

Émission.

14. 1. En recevant une plainte ou dénonciation, le juge de paix entend et pèse les allégations du plaignant et, s'il le croit désirable ou nécessaire, les dépositions du ou des témoins, et, s'il est d'avis qu'il y a lieu de le faire, il émet une assignation ou un mandat, selon le cas, en la manière ci-après prescrite.

14. 1. Upon receiving any such complaint or information, the justice of the peace shall hear and consider the allegations of the complainant, and, if the justice consider it desirable or necessary, the evidence of any witness or witnesses; and, if the justice be of opinion that a case for so doing is made out, he shall issue a summons, or warrant, as the case may be, in the manner hereinafter provided.

Témoins.

2. Le juge de paix a, relativement à cette audition, le même pouvoir pour forcer les témoins à se présenter et à rendre témoignage, que pour l'assignation et la comparution des témoins à l'enquête.

(2) The justice of the peace shall, in connection with such hearing, have the same power of procuring the attendance of witnesses and of compelling them to testify as that with respect to the summoning and appearance of witnesses at the trial.

Serment.

3. Le témoignage des témoins, s'il en est entendu, doit être donné sous serment.

(3) The evidence of witnesses, if any, at such hearing, shall be given upon oath.

Mandat compulsore.

4. Le juge de paix ne doit pas refuser d'émettre cette sommation ou ce mandat pour le seul motif que l'infraction imputée à l'accusé en est une pour laquelle il peut être arrêté sans mandat. S. R. 1941, c. 29, a. 14.

(4) Such justice of the peace shall not refuse to issue such summons or warrant only because the alleged offence is one for which an offender may be arrested without warrant. R. S. 1941, c. 29, s. 14.

Somma-tion.

15. 1. Toute sommation émise par un juge de paix, en vertu de la présente loi,

15. (1) Every summons issued by a justice of the peace under this act shall

est adressée au prévenu et lui enjoint de comparaître aux temps et lieu qui y sont indiqués.

Formule. 2. Cette sommation peut être rédigée suivant la formule 5.

Blanc seing. 3. Aucune sommation ne peut être rédigée sous forme de blanc seing.

Signification. 4. Chaque sommation de ce genre est signifiée par un constable ou autre agent de la paix ou par un huissier de la Cour supérieure à la personne à qui elle est adressée, soit en la lui remettant personnellement, soit, si cette personne ne peut être facilement trouvée, en la remettant pour elle à sa dernière résidence ou à sa résidence la plus ordinaire, entre les mains de quelque personne habitant cette résidence et apparemment âgée de seize ans au moins.

Preuve. 5. La signification d'une assignation peut être prouvée par le témoignage verbal, sous serment ou affirmation, de celui qui l'a faite ou par sa déclaration soit sous serment devant un juge de paix, soit sous serment d'office. S. R. 1941, c. 29, a. 15.

Corporation. 16. 1. Quand une corporation municipale est défenderesse, la sommation peut être signifiée au maire ou principal officier ou au greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité, et, s'il s'agit d'une autre corporation, au président, au secrétaire ou au gérant, et elle peut être dans la même forme que pour le cas d'un défendeur ou prévenu ordinaire.

Comparution. 2. Une corporation comparaît par avocat et, s'il n'y a pas de comparution, le juge de paix peut procéder comme dans les autres cas. S. R. 1941, c. 29, a. 16.

Copies de mandats. 17. Lorsque c'est un mandat qui est émis en premier lieu contre une personne accusée d'une infraction punissable en vertu de la présente loi, le juge de paix qui l'émet doit en fournir une ou plusieurs copies; l'une de ces copies est remise à la personne arrêtée, lors de son arrestation. S. R. 1941, c. 29, a. 17.

Formule. 18. 1. Le mandat émis par un juge de paix pour l'arrestation de la personne contre laquelle il a été fait une plainte ou une dénonciation, ainsi qu'il est prévu à l'article 13, peut être rédigé suivant la formule 6.

be directed to the accused, and shall require him to appear at a time and place to be therein mentioned.

(2) Such summons may be as in form 5. Form.

(3) No summons shall be signed in blank.

(4) Every summons shall be served by a constable or other peace officer or by a bailiff of the Superior Court upon the person to whom it is directed, either by delivering it to him personally or, if such person cannot conveniently be met with, by leaving it for him at his last or most usual place of abode with some inmate thereof apparently not under sixteen years of age.

(5) The service of any such summons may be proved by the oral testimony, under oath or affirmation, of the person effecting the same, or by the declaration of such person made either under oath before a justice of the peace, or under his oath of office. R. S. 1941, c. 29, s. 15.

16. (1) When the defendant is a municipal corporation, the summons may be served on the mayor or chief officer of the corporation, or upon the clerk or secretary-treasurer of the municipality, and in the case of any other corporation, on the president, secretary or manager, and it may be in the same form as if the defendant were a natural person.

(2) A corporation shall appear by attorney, and if it does not appear, the justice may proceed as in other cases. R. S. 1941, c. 29, s. 16.

17. Whenever a warrant is issued in the first instance against a person charged with an offence punishable under the provisions of this act, the justice of the peace issuing it shall furnish a copy or copies thereof; one of such copies shall be given to the person arrested at the time of such arrest. R. S. 1941, c. 29, s. 17.

18. (1) The warrant issued by a justice of the peace for the apprehension of the person against whom an information or complaint has been laid, as provided in section 13, may be as in form 6.

Blanc seing.	2. Aucun mandat ne peut être rédigé sous forme de blanc seing. S. R. 1941, c. 29, a. 18.	(2) No such warrant shall be signed in blank. R. S. 1941, c. 29, s. 18.
Formalités du mandat.	19. 1. Tout mandat est signé par le juge de paix ou les juges de paix qui l'émettent et peut être adressé, soit à un constable et à tous autres constables dans la circonscription territoriale du juge de paix ou des juges de paix qui l'émettent, ou généralement à tous les constables de leur ressort ou encore à toutes autres personnes autorisées par une loi à l'exécuter.	<b>19.</b> (1) Every warrant shall be signed by the justice or justices of the peace issuing the same, and may be directed either to any constable by name, or to such constable and all other constables within the territorial jurisdiction of the justice or justices of the peace issuing it, or generally to all constables within such jurisdiction, or to all other persons authorized by any act or law to execute it. Formalities of warrant.
Contenu.	2. Ce mandat indique succinctement l'infraction pour laquelle il est émis, ainsi que le nom ou la désignation du prévenu; et il enjoint à l'officier ou aux officiers à qui il est adressé d'arrêter le prévenu et de le conduire devant le juge de paix ou les juges de paix par qui le mandat a été signé, ou devant tout autre juge de paix ou tous autres juges de paix ayant juridiction pour entendre, instruire, décider et juger l'accusation portée dans la plainte ou dans la dénonciation, pour qu'il soit ultérieurement traité selon la loi.	(2) The warrant shall state shortly the offence for which it is issued, and shall name or otherwise describe the accused; and it shall order the officer or officers to whom it is directed to apprehend the accused and bring him before the justice or justices of the peace issuing the warrant, or before some other justice or other justices of the peace having jurisdiction to hear, try, determine and adjudge the charge contained in the information or complaint, to be further dealt with according to law. Contents.
Rapport.	3. Il n'est pas nécessaire que le mandat soit rapportable à une époque précise et déterminée, et il reste en vigueur jusqu'à ce qu'il soit exécuté.	(3) It shall not be necessary to make such warrant returnable at any particular time, but the same shall remain in force until it is executed. No return day.
Mandat après sommation.	4. Le fait qu'une sommation a été émise n'empêche pas un juge de paix d'émettre un mandat d'arrestation en tout temps avant ou après la date mentionnée dans la sommation pour la comparution du prévenu.	(4) The fact that a summons has been issued shall not prevent any justice of the peace from issuing a warrant at any time before or after the time mentioned in the summons for the appearance of the accused. Warrant after.
Mandat au cas de défaut.	5. Lorsque la signification de la sommation est prouvée et que le prévenu ne comparait pas, ou lorsqu'il apparaît que la sommation ne peut être signifiée, un mandat rédigé suivant la formule 7 peut être émis. S. R. 1941, c. 29, a. 19.	(5) In case the service of the summons has been proved and the accused does not appear, or when it appears that the summons cannot be served, a warrant as in form 7 may issue. R. S. 1941, c. 29, s. 19. Warrant in default.
Arrestation.	20. 1. Un mandat de ce genre peut être mis à exécution par l'arrestation du prévenu en tout lieu de la circonscription territoriale du ressort du juge de paix qui l'a émis, ou, dans le cas d'une poursuite continue, en tout lieu dans une circonscription territoriale voisine jusqu'à sept milles des limites de la circonscription en premier lieu mentionnée.	<b>20.</b> (1) Every such warrant may be executed by arresting the accused wherever he is found in the territorial jurisdiction of the justice of the peace who has issued it, or, in the case of fresh pursuit, at any place in an adjoining territorial division within seven miles of the border of the first mentioned division. Arrest.
Constable.	2. Ce mandat peut être mis à exécution par tout constable y dénommé, ou par	(2) Every such warrant may be executed by any constable named therein or Constable.

tout constable à qui il est adressé, que l'endroit où il doit être exécuté soit ou non compris dans la circonscription pour laquelle il est constable.

Jours  
fériés.

3. Tout mandat émis en vertu de la présente loi peut être émis et exécuté le dimanche ou un jour férié. S. R. 1941, c. 29, a. 20.

by any one of the constables to whom it is directed, whether or not the place in which it is to be executed be within the place for which he is a constable.

(3) Every warrant authorized by this act may be issued and executed on a Sunday or legal holiday. R. S. 1941, c. 29, s. 20.

Visa du  
mandat.

21. 1. Si la personne contre laquelle un mandat a été émis ne peut être trouvée dans le ressort du juge de paix par lequel il est émis, mais est ou est soupçonné être dans quelque autre partie de la province, tout juge de paix dans le ressort duquel cette personne se trouve ou est soupçonnée se trouver, sur preuve, faite sous serment ou affirmation, que la signature du mandat est celle du juge de paix qui l'a émis, peut apposer son visa au mandat sous son seing, autorisant l'exécution du mandat dans son ressort.

**21.** (1) If the person against whom any warrant has been issued cannot be found within the jurisdiction of the justice of the peace by whom the same was issued, but is or is suspected to be in any other part of the Province, any justice of the peace within whose jurisdiction he is or is suspected to be, upon proof being made on oath or affirmation of the handwriting of the justice of the peace who issued the same, shall make an endorsement on the warrant, signed with his name, authorizing the execution thereof within his jurisdiction.

Endorse-  
ment of  
warrant.

Effet.

2. Ce visa du mandat suffit pour autoriser la personne chargée de son exécution, ainsi que toutes personnes auxquelles il était adressé en premier lieu, et aussi tous constables de la circonscription territoriale où le mandat a été ainsi visé, à le mettre à exécution dans cette autre circonscription territoriale, et à conduire la personne contre laquelle il est exécutoire devant le juge de paix qui l'a émis, ou devant quelque autre juge de paix de la même circonscription territoriale.

(2) Such endorsement shall be sufficient authority to the person bringing such warrant, and to all other persons to whom the same was originally directed, and also to all constables of the territorial division where the warrant has been so endorsed, to execute the same therein and to carry the person against whom the warrant issued, when apprehended, before the justice who issued the warrant or before some other justice for the same territorial division.

Effect.

Formule.

3. Le visa peut être rédigé suivant la formule 8.

(3) Such endorsement may be as in form 8.

Mandat  
contre  
prison-  
nier.

4. Si la personne contre laquelle le mandat a été émis est à ce moment, pour quelque autre cause, détenue dans une prison dans la province, alors, sur demande faite à un juge de la Cour supérieure, à un juge des sessions ou à un juge de district, et, sur production du mandat, ce juge peut, s'il croit que l'intérêt de la justice l'exige, adresser un ordre par écrit au directeur ou gardien de cette prison, ou au shérif ou autre personne qui a la garde du prisonnier, enjoignant de conduire la dite personne devant un juge de paix ayant juridiction, pour l'instruction de la cause, et de la faire comparaître devant ce juge de paix, de jour en jour, selon qu'il est nécessaire pour cette instruction; et le dit directeur, gardien,

(4) If the person against whom such warrant has been issued is then confined for some other cause in any prison within the Province, then, upon application to a judge of the Superior Court, to a judge of the sessions or to a district judge, and upon production to him of the warrant, such judge may, if he be satisfied that the ends of justice require it, make an order in writing addressed to the warden or keeper of such prison, or to the sheriff or other person having the custody of the prisoner, to bring up the body of such person before a justice of the peace having jurisdiction to try the case, and to produce him before such justice of the peace, from day to day, as may be necessary for the purposes of such trial;

Warrant  
against  
prisoner.

shérif ou la dite autre personne, sur paiement de ses frais, doit se conformer à cet ordre.

Visa de  
ces man-  
dats.

5. Les dispositions du présent article concernant le visa des mandats, s'appliquent à tout mandat émis en vertu des dispositions de la présente loi contre le prévenu, soit avant, soit après conviction, et soit pour l'arrestation, ou pour l'emprisonnement de telle personne. S. R. 1941, c. 29, a. 21; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

and such warden, keeper, sheriff or other person, upon being paid his charges in that behalf, shall obey such order.

(5) The provisions of this section relating to the endorsement of warrants shall apply to the case of any warrant issued under the provisions of this act against the accused, whether before or after conviction, and whether for the apprehension or imprisonment of any such person. R. S. 1941, c. 29, s. 21; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

#### SECTION VI

##### DE L'ASSIGNATION DES TÉMOINS

Assigna-  
tion.

22. 1. Si le juge de paix est convaincu que quelqu'un qui est ou réside dans la province est en mesure de fournir quelque preuve essentielle à l'appui de la poursuite ou en faveur du prévenu, il peut adresser sous son seing une assignation enjoignant à cette personne de comparaître aux temps et lieu qu'il y fixe pour rendre témoignage et d'apporter tous documents en sa possession ou sous son contrôle se rattachant à cette accusation.

Les pouvoirs attribués à un juge de paix par le présent paragraphe peuvent être exercés, au chef-lieu du district, par le greffier de la paix.

Formule.

2. Cette assignation peut être rédigée suivant la formule 9.

Copies.

3. Les copies de cette assignation peuvent être certifiées par le greffier du juge de paix. S. R. 1941, c. 29, a. 22.

Significa-  
tion.

23. Toute assignation de ce genre est signifiée par un constable ou un autre agent de la paix à la personne à qui elle est adressée, soit personnellement, soit, si cette personne ne peut être facilement trouvée, en la laissant pour elle à sa dernière résidence ou à sa résidence la plus ordinaire, entre les mains de quelque personne habitant cette résidence et paraissant âgée de seize ans au moins. S. R. 1941, c. 29, a. 23.

Mandat  
d'amener.

24. 1. Si la personne à laquelle cette assignation a été adressée ne comparaît pas aux temps et lieu fixés dans l'assignation, et n'apporte aucune excuse valable de sa conduite, sur preuve verbale sous serment ou affirmation par celui qui a fait

#### DIVISION VI

##### PROCURING ATTENDANCE OF WITNESSES

22. (1) If it appear to the justice of the peace that any person being or residing within the Province is likely to give material evidence either for the prosecution or for the accused, he may issue a summons under his hand, requiring such person to appear before him at a time and place mentioned therein, to give evidence and to bring with him any documents in his possession or under his control relating thereto.

The powers attributed to a justice of the peace by this subsection may, at the chief place of the district, be exercised by the clerk of the peace.

(2) Such summons may be as in form 9.

(3) The copies of such summons may be certified by the clerk of the justice of the peace. R. S. 1941, c. 29, s. 22.

23. Every such summons shall be served by a constable or other peace officer upon the person to whom it is directed, either by delivering it to him personally, or, if such person cannot conveniently be met with, by leaving it for him at his last or most usual place of abode with some inmate thereof apparently not under sixteen years of age. R. S. 1941, c. 29, s. 23.

24. (1) If any one to whom such last-mentioned summons is directed does not appear at the time and place appointed thereby, and no just excuse is offered for such non-appearance, then, after verbal proof, upon oath or affirmation, by the

la signification, ou sur production de sa déclaration sous serment (*affidavit*) attestant que l'assignation a été signifiée comme susdit, ou que la personne à qui l'assignation est adressée se cache afin de l'éviter, le juge de paix devant lequel cette personne devait comparaître étant convaincu, sur preuve attestée sous serment, qu'elle est probablement en mesure de donner un témoignage essentiel, peut émettre un mandat d'amener, sous seing, pour la contraindre à comparaître devant lui ou devant tout autre juge de paix aux temps et lieu indiqués, afin qu'elle rende témoignage.

person who has made the service, or on the production of his affidavit attesting that such summons has been served as aforesaid, or that the person to whom the summons is directed is keeping out of the way to avoid service, and if the justice of the peace, before whom such person ought to have appeared, be satisfied by proof on oath that such person is likely to give material evidence, he may issue a warrant, under his hand, to bring such person at a time and place, to be therein mentioned, to testify before him or any other justice of the peace.

Formule. 2. Ce mandat peut être rédigé suivant la formule 10.

(2) The warrant may be as in form 10. Form.

Exécution. 3. Ce mandat peut être exécuté en tout lieu dans la circonscription territoriale du ressort du juge de paix qui l'a émis, ou dans toute la province après avoir été revêtu du visa, suivant l'article 21. S. R. 1941, c. 29, a. 24.

(3) Such warrant may be executed anywhere within the territorial jurisdiction of the justice of the peace by whom it is issued, or anywhere in the Province after having been endorsed in conformity with section 21. R. S. 1941, c. 29, s. 24.

Témoin en défaut. 25. 1. La personne assignée comme témoin et conduite devant un juge de paix en vertu d'un mandat émis à la suite de son refus d'obéir à l'assignation, peut être détenue en vertu de ce mandat devant le juge de paix qui a décerné l'assignation ou devant tout autre juge de paix de la même circonscription territoriale alors présent, ou être détenue dans la prison commune, ou dans tout autre lieu de détention, ou sous la garde de la personne qui en a charge, afin d'assurer sa comparution comme témoin au jour fixé pour le procès; ou, à la discrétion du juge de paix, cette personne peut être remise en liberté en souscrivant une obligation, avec ou sans cautions, portant comme condition qu'elle comparaitra pour rendre témoignage, ainsi qu'il y est mentionné, et répondra de sa faute en n'obéissant pas à la dite assignation, comme d'une résistance aux injonctions de la cour.

25. (1) If any person summoned as a witness be brought before a justice of the peace on a warrant issued in consequence of refusal to obey the summons, such person may be detained on such warrant before the justice of the peace who issued the summons, or before any other justice of the peace in and for the same territorial division, who shall then be there, or in the common gaol, or any other place of confinement, or in the custody of the person having him in charge, with a view to secure his presence as a witness on the day fixed for the trial; or, in the discretion of the justice of the peace, released on recognizance, with or without sureties, conditioned for his appearance to give evidence as therein mentioned, and to answer as for contempt for his default in not attending upon the said summons.

Mépris de cour. 2. Le juge de paix peut, d'une manière sommaire, s'enquérir de l'accusation de résistance portée contre cette personne et en disposer, et, si elle en est trouvée coupable, la condamner à une amende n'excédant pas vingt dollars ou à un emprisonnement n'excédant pas un mois, dans la prison commune, ou à ces deux peines à la fois. Il peut aussi la condamner à payer

(2) The justice may, in a summary manner, examine into and dispose of the charge of contempt brought against such person, who, if found guilty, shall be liable to a fine of not more than twenty dollars, or to imprisonment in the common gaol, for a term of not more than one month, or to both such fine and imprisonment. He may also be ordered to pay the costs

les frais occasionnés par la signification et par l'exécution de la dite assignation et du mandat, et par sa détention.

Formule. 3. La condamnation en vertu du présent article peut être suivant la formule 11. S. R. 1941, c. 29, a. 25.

En. pre-  
mier lieu. 26. 1. Si le juge de paix est convaincu, sur preuve attestée sous serment, que quelque personne dans la province, en mesure de rendre un témoignage essentiel à la poursuite ou à la défense, ne comparaitra pour rendre témoignage que si elle y est contrainte, ce juge de paix peut, au lieu de l'assigner, émettre immédiatement contre elle un mandat d'amener.

Témoin  
incarcéré. 2. Si cette personne est détenue dans une prison ou une école de protection de la jeunesse, le juge de paix peut émettre un mandat enjoignant au shérif ou au directeur de l'école de protection de la jeunesse d'amener cette personne pour la contraindre à comparaître devant lui ou devant tout autre juge de paix, aux temps et lieu indiqués, pour rendre témoignage.

Exécution. 3. Ce mandat peut être rédigé suivant la formule 12 et être exécuté partout dans le ressort de ce juge de paix, ou, s'il est nécessaire, visé suivant l'article 21 et exécuté partout dans la province, en dehors de ce ressort. S. R. 1941, c. 29, a. 26; 14 Geo. VI, c. 11, a. 2.

incident to the service and execution of the said summons and warrant and of his detention.

(3) The conviction under this section may be as in form 11. R. S. 1941, c. 29, s. 25. Form.

26. (1) If the justice of the peace be satisfied by evidence on oath that any person within the Province, likely to give material evidence either for the prosecution or for the defence, will not attend to give evidence without being compelled so to do, then instead of issuing a summons, he may issue a warrant for such person in the first instance. Warrant, in first instance.

(2) If such person is confined in a prison or a youth protection school, the justice of the peace may issue a warrant ordering the sheriff or the director of the youth protection school to bring such person to enforce his appearance before him or before any other justice of the peace, at the time and at the place indicated, to give evidence. Witness in prison.

(3) Such warrant may be as in form 12, and may be executed anywhere within the jurisdiction of such justice of the peace, or, if necessary, endorsed as in section 21, and executed anywhere in the Province out of such jurisdiction. R. S. 1941, c. 29, s. 26; 14 Geo. VI, c. 11, s. 2. Form, etc.

## SECTION VII

## DE L'AUDITION

Cour  
publique. 27. La salle ou le local où siège le juge de paix pour entendre et juger une plainte ou une dénonciation est censé être une cour publique, accessible au public, eu égard au nombre de personnes qu'elle peut contenir commodément.

Huis clos. Le juge peut cependant ordonner le huis clos, s'il le croit opportun. S. R. 1941, c. 29, a. 27.

Défense. 28. 1. La personne contre laquelle la plainte est portée ou la dénonciation faite est admise à y faire une réponse et défense pleine et entière, et à interroger et à contre-interroger les témoins, personnellement ou par l'entremise d'un avocat.

## DIVISION VII

## TRIAL

27. The room or place in which the justice of the peace sits to hear and try any complaint or information shall be deemed an open and public court, to which the public generally may have access so far as the same can conveniently contain them. Open court.

Nevertheless, the justice of the peace may order a hearing *in camera*, if he thinks proper. R. S. 1941, c. 29, s. 27. In camera.

28. (1) The person against whom the complaint is made or information laid shall be admitted to make his full answer and defence thereto, and to have the witnesses examined and cross-examined personally, or by counsel on his behalf. Defence.

- Pour-suite.** 2. Le plaignant ou dénonciateur a pleine liberté de conduire la poursuite sur la plainte ou dénonciation, et d'interroger et contre-interroger les témoins, personnellement ou par l'entremise d'un avocat. S. R. 1941, c. 29, a. 28. (2) The complainant or informant shall be at liberty to conduct the prosecution upon the complaint or information, and to examine and cross-examine the witnesses, personally or by counsel on his behalf. R. S. 1941, c. 29, s. 28. **Prosecution.**
- Serment.** 29. 1. Le juge de paix devant lequel un témoin comparaît peut interroger ce témoin sous serment. 2. Ce juge de paix a le pouvoir et l'autorité nécessaires pour faire prêter le serment aux témoins. S. R. 1941, c. 29, a. 29. **29.** (1) The justice of the peace before whom a witness appears may examine such witness upon oath. (2) Such justice of the peace shall have full power and authority to administer the oath to witnesses. R. S. 1941, c. 29, s. 29. **Oath.**
- Preuve d'exception.** 30. 1. Le défendeur ou prévenu peut faire la preuve de toute exception, exemption, restriction, excuse ou limitation, soit qu'elle accompagne ou non la description de l'infraction dans la disposition qui crée l'infraction, mais il n'est pas nécessaire que le dénonciateur ou le plaignant l'énonce ou la nie dans la dénonciation ou la plainte, et, si elle est ou non énoncée ou niée, le dénonciateur ou le plaignant n'est pas tenu d'en faire la preuve. **30.** (1) Any exception, exemption, restriction, excuse or limitation, whether it does or does not accompany the description of the offence in the enactment creating the offence, may be proved by the defendant or the accused, but need not be specified or negated in the information or complaint, and whether it be or be not so specified or negated, no proof in relation to the matter so specified or negated shall be required on the part of the informant or complainant. **Exception, etc.**
- Fardeau de la preuve.** 2. Lorsqu'un prévenu a fait ou est coupable d'avoir omis de faire un acte qui rend une personne, non munie d'une licence l'y autorisant, passible de quelque pénalité, la preuve qu'il est dûment licencié incombe à ce prévenu. S. R. 1941, c. 29, a. 30. (2) Whenever it appears that the accused has done any act or been guilty of any omission in respect of which, were he not duly licensed, he would be liable to some penalty, it shall be incumbent upon the accused to prove that he is duly licensed. R. S. 1941, c. 29, s. 30. **Burden of proof.**
- Instruction ex parte.** 31. Si le prévenu ne comparaît pas aux jour et lieu fixés dans la sommation, et s'il appert, à la satisfaction du juge de paix, que la sommation a été régulièrement signifiée dans un délai raisonnable ayant le temps fixé pour sa comparution, ce juge de paix peut procéder *ex parte* à l'instruction et à la décision de la cause en l'absence du prévenu, d'une façon aussi complète et efficace que s'il eût comparu personnellement; ou ce juge de paix peut, s'il le juge à propos, émettre un mandat d'amener en la manière prescrite par les articles 18 et 19, et ajourner l'audition de la plainte ou dénonciation jusqu'à ce que le prévenu soit arrêté. S. R. 1941, c. 29, a. 31. **31.** If the accused does not appear at the time and place fixed in the summons, and if it appears to the satisfaction of the justice of the peace that the summons was duly served a reasonable time before the time appointed for appearance, such justice of the peace may proceed *ex parte* to hear and determine the case in the absence of the accused as fully and effectually as if the accused had personally appeared; or the justice of the peace may, if he thinks fit, issue his warrant as provided by sections 18 and 19, and adjourn the hearing of the complaint or information until the accused is apprehended. R. S. 1941, c. 29, s. 31. **Ex parte hearing.**
- Mandat.** 32. Si, aux jour et lieu ainsi fixés, le prévenu comparaît volontairement en obéissance à la sommation qui lui a été **32.** If, upon the day and at the place so appointed, the accused appears voluntarily in obedience to the summons in **Warrant.**
- Non-comparution du plaignant.** 32. Si, aux jour et lieu ainsi fixés, le prévenu comparaît volontairement en obéissance à la sommation qui lui a été **Non-appearance of prosecutor.**

signifiée, ou s'il est conduit devant le juge de paix en vertu d'un mandat, et que le plaignant ou dénonciateur, après avoir été dûment averti, ne comparaît pas personnellement ou par avocat, le juge de paix renvoie la plainte ou dénonciation, à moins qu'il ne juge utile, pour quelque raison, d'en ajourner l'audition à un jour ultérieur, aux conditions qu'il croit à propos de fixer. S. R. 1941, c. 29, a. 32.

that behalf served upon him, or is brought before the justice of the peace by virtue of a warrant, and if the complainant or informant, having had due notice, does not appear personally or by counsel, the justice of the peace shall dismiss the complaint or information, unless for any reason he thinks proper to adjourn the hearing of the same until some other day, upon such conditions as he thinks fit. R. S. 1941, c. 29, s. 32.

**Audition.** 33. Si les deux parties comparaissent devant le juge de paix qui doit entendre et juger la plainte ou dénonciation, soit personnellement, soit par leurs avocats respectifs, le juge de paix procède à l'audition de la cause. S. R. 1941, c. 29, a. 33.

**33.** If both parties appear, either personally or by their respective counsel, before the justice of the peace who is to hear and determine the complaint or information, such justice shall proceed to hear and determine the same. R. S. 1941, c. 29, s. 33. Hearing.

**Exposé de la plainte.** 34. 1. Si le prévenu est présent à l'audition, on lui expose la substance de la plainte ou dénonciation, et on lui demande s'il a quelque raison à faire valoir pour laquelle il ne serait pas condamné, ou pour laquelle il ne serait pas décerné un ordre contre lui, suivant le cas.

**34.** (1) If the accused be personally present at the hearing, the substance of the information or complaint shall be stated to him, and he shall be asked if he has any cause to show why he should not be convicted, or why an order should not be made against him, as the case may be. Statement of complaint.

**Culpabilité.** 2. Si le prévenu admet que la plainte ou dénonciation est fondée, et s'il ne fait valoir aucune raison suffisante pour empêcher qu'il ne soit condamné, ou qu'un ordre ne soit décerné contre lui, suivant le cas, le juge de paix présent à l'audition le condamne ou décerne un ordre contre lui en conséquence.

(2) If the accused thereupon admits the truth of the information or complaint, and shows no sufficient cause why he should not be convicted, or why an order should not be made against him, as the case may be, the justice present at the hearing shall convict him or make an order against him accordingly. Plea of guilty.

**Autorisation.** 3. Si le prévenu n'est pas présent personnellement devant le juge de paix, ce dernier doit exiger, de l'avocat du prévenu qui demande l'enregistrement d'un plaidoyer de culpabilité, un écrit de son client l'y autorisant. S. R. 1941, c. 29, a. 34.

(3) If the accused be not personally present before the justice of the peace, the latter must require, from the counsel of the accused who enters a plea of guilty, a writing from his client authorizing the same. R. S. 1941, c. 29, s. 34. Authorization.

**Instruction.** 35. 1. Si le prévenu nie que la plainte ou dénonciation soit bien fondée, le juge de paix procède à instruire l'accusation, et, aux fins de cette instruction, il entend les témoins, tant à charge qu'à décharge, en la manière ci-après prescrite.

**35.** (1) If the accused does not admit the truth of the information or complaint, the justice of the peace shall proceed to inquire into the charge, and for the purposes of such inquiry shall hear the evidence of witnesses both for the complainant and accused in the manner hereinafter provided. Hearing.

**Témoignages.** 2. Les dépositions de ces témoins sont données sous serment et en présence du prévenu, ou, s'il est absent, en présence de son avocat. S. R. 1941, c. 29, a. 35.

(2) The evidence of the said witnesses shall be given upon oath, and in the presence of the accused, or, if he be absent, in the presence of his counsel. R. S. 1941, c. 29, s. 35. Evidence.

- Dépositions.** 36. Les dépositions ne sont pas prises par écrit; cependant elles doivent l'être si le procureur général ou son substitut le demande, et, dans ce cas, les frais occasionnés de ce chef n'entrent pas en taxe.
- Sténographie.** Sur demande de la poursuite ou de la défense, le juge peut faire prendre les dépositions par écrit ou à la sténographie si la partie qui fait cette demande prend à sa charge les frais occasionnés de ce chef, et ces frais n'entrent pas en taxe.
- Attestation.** Il n'est pas nécessaire que les dépositions soient signées par les témoins; il suffit que le juge de paix les signe ou que le sténographe en atteste l'exactitude sous le serment qu'il est tenu de prêter avant de prendre ces dépositions.
- Sténographe.** Lorsque les dépositions sont prises par un sténographe officiel d'une cour de justice, dûment assermenté comme tel, il n'est pas nécessaire qu'il prête serment de nouveau dans chaque cas, et l'attestation qu'il a prêté serment en cette qualité est suffisante.
- Formule.** Les dépositions peuvent être prises et le serment du sténographe peut être prêté suivant la formule 13. S. R. 1941, c. 29, a. 36.
- Défense.** 37. Après l'audition des témoins de la poursuite, les témoins appelés par la défense doivent être entendus. S. R. 1941, c. 29, a. 37.
- Réplique.** 38. Le poursuivant ou plaignant ne peut faire entendre de témoins en réplique si le prévenu n'a produit que des témoignages relatifs à sa réputation ou conduite générale. S. R. 1941, c. 29, a. 38.
- Aveux.** 39. Rien de contenu dans la présente loi n'empêche le poursuivant d'offrir en témoignage une confession, un aveu ou une autre déclaration du prévenu, faits en quelque temps que ce soit, et qui, d'après la loi, seraient admissibles comme preuve contre lui. S. R. 1941, c. 29, a. 39.
- Témoignage récalci-trant.** 40. 1. Lorsqu'une personne comparait, soit en obéissance au bref d'assignation, soit à la suite d'un mandat et si, étant présente et requise par le juge de
- 36.** The depositions shall not be taken down in writing; nevertheless, they shall be so taken down, if the Attorney-General or his representative requires it, and, in such case, the costs occasioned thereby shall not be taxable.
- On the application of the prosecution or of the defence, the justice of the peace may cause the depositions to be taken down in writing or by stenography, if the party applying therefor assumes the costs thereof, and such costs shall not be taxable.
- The depositions need not be signed by the witnesses; it shall suffice if they be signed by the justice of the peace or if their correctness be attested by the stenographer under the oath he is obliged to take before taking down such depositions.
- Whenever the depositions are taken down by an official court stenographer, duly sworn in as such, it shall not be necessary for him to be sworn again in each case, and the attestation that he has been sworn in, in his said quality, shall suffice.
- The depositions and stenographer's oath may be taken in accordance with form 13. R. S. 1941, c. 29, s. 36.
- 37.** After the evidence of the witnesses for the complainant has been taken, witnesses called by the defence shall be heard. R. S. 1941, c. 29, s. 37.
- 38.** The prosecutor or complainant shall not be entitled to produce evidence in rebuttal if the accused has not adduced any evidence other than as to his general character. R. S. 1941, c. 29, s. 38.
- 39.** Nothing contained in this act shall prevent any prosecutor from giving in evidence an admission or confession, or other statement, made at any time by the person accused or charged, which by law would be admissible as evidence against him. R. S. 1941, c. 29, s. 39.
- 40.** (1) Whenever any person appears, either in obedience to a summons or by virtue of a warrant, or being present and being required by the justice of the

- paix de rendre témoignage, elle refuse de prêter serment ou si, après avoir prêté serment, elle refuse de répondre aux questions qui lui sont posées ou refuse ou néglige de produire les documents qu'il lui est enjoint de produire, sans offrir, dans aucun de ces cas, une excuse valable de ce refus, le juge de paix peut ajourner les procédures pendant une période de temps n'excédant pas huit jours francs, et peut en même temps, par un mandat de dépôt rédigé suivant la formule 14, faire conduire le récalcitrant en prison, à moins qu'il ne consente plus tôt à obéir aux ordres du juge de paix.
- Incarcération.** 2. Si cette personne, lorsqu'elle est ramenée devant le juge de paix à la reprise de l'audience ajournée, refuse encore de se conformer aux ordres du juge de paix, ce dernier peut, s'il le juge à propos, ajourner de nouveau les procédures et la renvoyer en prison pour un même espace de temps, et ainsi de suite jusqu'à ce que cette personne consente à se conformer à ses ordres.
- Renvoi en prison.** 3. Rien dans le présent article n'empêche le juge de paix de disposer de la cause dans l'intervalle, si d'autres témoignages rendus devant lui le justifient de le faire. S. R. 1941, c. 29, a. 40.
- Décision.** (3) Nothing in this section shall prevent such justice of the peace from disposing of the case in the meantime, according to any other sufficient evidence given before him. R. S. 1941, c. 29, s. 40.
- Loi de la preuve au Canada.** 41. La première partie de la Loi de la preuve au Canada (S. R. C., 1952, chap. 307) s'applique à toute procédure faite en vertu de la présente loi, qui se rapporte à la poursuite d'une infraction sur dénonciation. S. R. 1941, c. 29, a. 41.
- 41. Part I of the Canada Evidence Act (R. S. C., 1952, Chap. 307) shall apply to every proceeding under this act relating to the prosecution of any offence upon information. R. S. 1941, c. 29, s. 41.**
- Ajournements.** 42. 1. Le juge de paix peut, soit avant, soit pendant l'audition de la dénonciation ou plainte, ajourner à discrétion la cause à un jour et à un lieu, alors fixés et indiqués en la présence et à portée de voix de la partie ou des parties ou de leurs avocats respectifs alors présents; mais aucun ajournement ne peut être de plus de quinze jours, sauf avec le consentement des parties.
- 42. (1) Before or during the hearing upon any information or complaint the justice of the peace may, in his discretion, adjourn the hearing of the case to a certain time or place then appointed and stated in the presence and hearing of the party or parties, or of their respective counsel then present, but no such adjournment shall be for more than fifteen days, except with the consent of the parties.**
- Non-comparutions.** 2. Si, aux jour et lieu auxquels l'audition ou l'audition ultérieure a été fixée, l'une des parties ou les deux parties ne comparaissent pas, soit personnellement, soit par leurs avocats respectifs, devant le juge de paix ou devant tout autre juge de paix alors présent, le juge de paix alors présent peut procéder à l'audition ou à l'audition
- (2) If, at the time and place to which the hearing or further hearing is adjourned, either or both of the parties do not appear, personally or by his or their counsel respectively, before the justice of the peace or such other justices of the peace as shall then be there, the justice of the peace who is there may proceed to the hearing**
- peace to give evidence, refuses to be sworn, or, having been sworn, refuses to answer such questions as are put to him, or refuses or neglects to produce any document he is ordered to produce, without in any such case offering any just excuse for such refusal, such justice of the peace may adjourn the proceedings for a period not exceeding eight clear days, and may at the same time, by warrant as in form 14, commit the person so refusing to gaol, unless he sooner consents to obey the orders of the justice of the peace.**
- Further commitment.**
- Decision.**
- Canada Evidence Act.**
- Adjournment.**
- Non-appearance.**

ultérieure, tout comme si la partie ou les parties étaient présentes.

Plaignant. 3. Si le dénonciateur ou plaignant ne comparaît pas, le juge de paix peut renvoyer la dénonciation avec ou sans dépens, suivant qu'il le croit convenable.

Prévenu. 4. Lorsqu'un juge de paix ajourne l'audition d'une cause, il peut mettre le prévenu en liberté provisoire ou le faire incarcérer dans la prison commune ou autre prison, dans la circonscription territoriale pour laquelle ce juge de paix agit, ou le placer sous toute autre garde qu'il juge convenable; ou il peut le remettre en liberté en lui faisant, à discrétion, souscrire une obligation, avec ou sans cautions, par laquelle il s'engage à comparaître aux jour et lieu auxquels l'audition ou l'audition ultérieure est ajournée.

Formules. 5. L'ordre de renvoi du prévenu en prison est suivant la formule 15, et le cautionnement au lieu du ou après le renvoi du prévenu en prison est suivant la formule 16.

Mandat. 6. Si un prévenu admis à caution ou remis en liberté provisoire ne comparaît pas en personne au jour fixé dans l'acte de cautionnement ou au jour auquel l'audition ou l'audition ultérieure a été ajournée, le juge de paix doit se conformer aux prescriptions de l'article 64 et peut émettre un mandat d'arrestation contre lui, sauf, dans tous les cas, le pouvoir du juge de paix de procéder suivant le paragraphe 2 du présent article. S. R. 1941, c. 29, a. 42.

or further hearing as if the party or parties were present.

(3) If the prosecutor or complainant does not appear, the justice of the peace may dismiss the information, with or without costs, as to him seems fit. <sup>Prosecutor.</sup>

(4) Whenever any justice of the peace adjourns the hearing of any case, he may suffer the accused to go at large or may commit him to the common gaol or other prison within the territorial division for which such justice of the peace is then acting, or to such other safe custody as such justice of the peace thinks fit, or may discharge the accused upon his recognizance, with or without sureties at the discretion of such justice of the peace, conditioned for his appearance at the time and place to which such hearing or further hearing is adjourned. <sup>Accused.</sup>

(5) The remand of the accused may be as in form 15, and the recognizance of bail, in lieu of or after a remand, may be as in form 16. <sup>Forms.</sup>

(6) Whenever any accused who is discharged upon recognizance, or allowed to go at large, does not appear in person at the time mentioned in the recognizance or to which the hearing or further hearing is adjourned, the justice of the peace must comply with the provisions of section 64 and may issue a warrant for his apprehension, subject, in every instance, to the right of the justice of the peace to proceed according to subsection 2 of this section. R. S. 1941, c. 29, s. 42. <sup>Warrant.</sup>

## SECTION VIII

### DE LA DÉCISION

Juge-  
ment. 43. Après l'audition des parties et des témoins, le juge de paix examine l'affaire, et, à moins qu'il n'en soit autrement prescrit, la décide et condamne le prévenu, ou émet un ordre contre lui, ou l'acquitte, suivant le cas. S. R. 1941, c. 29, a. 43.

Arrêt. 44. Si le juge de paix condamne le prévenu ou émet un ordre contre lui, il en est dressé minute ou procès-verbal;

## DIVISION VIII

### ADJUDICATION

**43.** The justice of the peace, having heard what each party has to say, and the witnesses and evidence adduced, shall consider the whole matter, and, unless otherwise provided, determine the same and convict or make an order against the accused, or dismiss the information or complaint, as the case may be. R. S. 1941, c. 29, s. 43. <sup>Judgment.</sup>

**44.** If the justice of the peace convicts or makes an order against the accused, a minute or memorandum shall be made to <sup>Conviction.</sup>

- et l'arrêt de condamnation ou l'ordre est ensuite dressé par le juge de paix, sous son seing, suivant l'une des formules de condamnation ou d'ordre de 17 à 22, applicable en l'espèce. S. R. 1941, c. 29, a. 44.
- Formules.** that effect, and the conviction or order, in such case, shall afterwards be drawn up by the justice of the peace, under his hand, in such one of the forms of conviction or of orders from 17 to 22, as is applicable to the case. R. S. 1941, c. 29, s. 44. **Forms.**
- Non-lieu.** 45. S'il renvoie le prévenu des fins de la plainte ou dénonciation, le juge de paix, lorsqu'il en est requis, peut décerner une ordonnance de non-lieu suivant la formule 23, et il en délivre au prévenu un certificat suivant la formule 24; et ce certificat, chaque fois qu'il est produit, et sans autre preuve, est une fin de non-recevoir contre toute dénonciation ou plainte subséquente pour les mêmes faits contre la même personne. S. R. 1941, c. 29, a. 45.
- Certificat.** **45.** If the justice of the peace dismisses the information or complaint, he may, when required so to do, make an order of dismissal as in form 23, and he shall give the accused a certificate as in form 24, which, upon being afterwards produced, shall, without further proof, be a bar to any subsequent information or complaint for the same matter, against the same person. R. S. 1941, c. 29, s. 45. **Dismissal.** **Certificate.**
- Jugement en l'absence du Juge.** 46. Si un juge des sessions ou un juge de district qui a entendu une cause est incapable, par suite de maladie, d'absence ou pour une autre raison, de prononcer lui-même le jugement, il peut en transmettre la minute, dûment certifiée par lui, au greffier à qui il appartient, avec instruction d'enregistrer ce jugement et de le faire connaître ou de le communiquer, sur demande, aux parties ou à leurs procureurs, le jour qu'il fixe à cet effet.
- Judgment in absence of judge.** **46.** Whenever a judge of the sessions or district judge who has heard a case is unable, on account of sickness, absence or any other reason, to himself deliver judgment, he may transmit his judgment in writing, duly certified by him, to the proper clerk, with instructions to register such judgment, and, on request, to disclose or communicate it to the parties or their attorneys, on the day fixed by him for the purpose.
- Devoir du greffier.** Le greffier, sur réception de la minute du jugement et des instructions qui l'accompagnent, doit se conformer à ces instructions. Le jugement ainsi enregistré a le même effet que s'il avait été prononcé par le juge des sessions ou le juge de district à l'audience. S. R. 1941, c. 29, a. 46; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.
- Duty of clerk.** The clerk, on receipt of such written judgment and of the instructions which accompany it, must comply with such instructions. The judgment thus registered shall have the same effect as if it were delivered by the judge of the sessions or district judge at the trial. R. S. 1941, c. 29, s. 46; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.
- Signification d'ordre.** 47. 1. Lorsque pouvoir est donné par quelque loi d'emprisonner une personne, ou de prélever une somme d'argent sur ses meubles et effets par voie de saisie-exécution, pour cause de désobéissance à un ordre émis par un juge de paix, copie de la minute de cet ordre est signifiée au défendeur ou prévenu, avant que le mandat d'emprisonnement ou la saisie-exécution soit émis pour cet objet.
- Service of order.** **47.** (1) Whenever, by any act or law, authority is given to commit a person to prison, or to levy any sum upon his goods or chattels by distress, for not obeying an order of a justice of the peace, such person shall be served with a copy of the minute of the order before any warrant of commitment or of distress is issued in that behalf.
- Mandat.** 2. L'ordre ou la minute ne fait pas partie du mandat d'emprisonnement, non plus que de la saisie-exécution. S. R. 1941, c. 29, a. 47.
- Warrant.** (2) The order or minute shall not form part of the warrant of commitment or of distress. R. S. 1941, c. 29, s. 47.

Frais sur condamnation.

48. Dans tous les cas de condamnation sommaire ou d'ordres émis par un juge de paix, ce juge de paix peut, à discrétion, ordonner, par la condamnation ou par l'ordre, que le prévenu paie au poursuivant ou plaignant les frais et dépens que le juge de paix trouve raisonnables et conformes au tarif d'honoraires établi par la loi.

Frais sur renvoi.

Si le juge de paix, au lieu de prononcer une condamnation ou d'émettre un ordre, libère le prévenu, il peut, à discrétion, et par son ordonnance de non-lieu, ordonner que le poursuivant ou plaignant paie au prévenu les frais et dépens que le juge de paix trouve raisonnables et conformes à la loi. S. R. 1941, c. 29, a. 48.

Recouvrement.

49. Les sommes ainsi accordées comme frais et dépens sont, dans chaque cas, spécifiées dans la condamnation ou dans l'ordre, ou dans l'ordonnance de non-lieu, et elles sont recouvrées de la même manière et en vertu des mêmes mandats que toute amende dont le paiement est ordonné par la condamnation ou par l'ordre. S. R. 1941, c. 29, a. 49.

Idem.

50. S'il n'y a pas d'amende à recouvrer, les dépens sont recouverts par la saisie et la vente des meubles et effets de la partie, et, à défaut de meubles et effets, le défaillant peut être condamné à l'emprisonnement pendant un mois au plus.

Tarif.

Les honoraires mentionnés dans le tarif en vigueur ou celui qui peut lui être substitué par le lieutenant-gouverneur en conseil, sont ceux exigibles dans les procédures en vertu de la présente loi. S. R. 1941, c. 29, a. 50.

Paiement d'une somme d'argent.

51. Si une condamnation comporte une amende ou une indemnité, ou si un ordre décrète le paiement d'une somme d'argent, soit que la loi qui autorise cette condamnation ou l'ordre indique ou non un mode à suivre pour prélever ou réaliser l'amende, l'indemnité ou la somme d'argent, ou pour contraindre à les payer, le juge de paix, après avoir ordonné le paiement de cette amende, de cette indemnité ou de cette somme d'argent, avec ou sans frais, peut, par son jugement ou ordre, décréter:

Costs on conviction.

48. In every case of a summary conviction, or of an order issued by a justice of the peace, such justice may, in his discretion, order by the conviction or order that the defendant shall pay to the prosecutor or complainant such costs as to the said justice seem reasonable and in conformity with the tariff of fees established by law.

Costs on dismissal.

If the justice of the peace, instead of convicting or making an order, dismisses the information or complaint, he may, in his discretion, in and by his order of dismissal, order that the prosecutor or complainant shall pay to the accused such costs as to the said justice seem reasonable and consistent with law. R. S. 1941, c. 29, s. 48.

Recovery.

49. The sums so allowed for costs shall, in all cases, be specified in the conviction or order, or order of dismissal, and the same shall be recoverable in the same manner and under the same warrants as any penalty, adjudged to be paid by the conviction or order, is to be recovered. R. S. 1941, c. 29, s. 49.

Idem.

50. If there is no such penalty to be recovered, such costs shall be recoverable by distress and sale of the goods and chattels of the party, and in default of distress, by imprisonment for any term of not more than one month.

Tariff.

The fees mentioned in the tariff now in force or that which may be substituted therefor by the Lieutenant-Governor in Council shall be those exigible in proceedings under this act. R. S. 1941, c. 29, s. 50.

Payment of money.

51. Whenever a conviction adjudges a pecuniary penalty or compensation to be paid, or an order requires the payment of a sum of money, whether the act or law authorizing such conviction or order does or does not provide a mode of raising or levying the penalty, compensation or sum of money, or of enforcing the payment thereof, the justice of the peace, by his conviction or order, after adjudging payment of such penalty, compensation or sum of money, with or without costs, may order and adjudge,—

Exécution.

1° Qu'à défaut de paiement immédiat ou dans un délai déterminé, cette amende, cette indemnité ou cette somme d'argent et les frais, si la condamnation est prononcée ou l'ordre rendu avec dépens, soient prélevés par voie de saisie et de vente des meubles et effets du défendeur, et que, s'il ne peut être trouvé de meubles et effets suffisants, ce dernier soit incarcéré en la manière et pendant le temps fixés et déterminés par la loi qui autorise cette condamnation ou cet ordre ou par la présente loi, ou pour une période n'excédant pas trois mois, si la loi qui autorise la condamnation ou l'ordre ne spécifie pas l'emprisonnement ni aucun terme d'emprisonnement, à moins que cette amende, cette indemnité ou cette somme d'argent, ainsi que les frais, si la condamnation ou l'ordre comporte des frais, et les dépens de la saisie et de l'emprisonnement et du transfèrement du défendeur à la prison, ne soient plus tôt payés; ou,

Incarcération.

2° Qu'à défaut de paiement immédiat ou dans un délai déterminé de l'amende, de l'indemnité ou de la somme d'argent et des frais, s'il en est, susmentionnés, le défendeur soit incarcéré en la manière et pour le temps mentionnés dans la dite loi, ou pour une période n'excédant pas trois mois, si la loi sur laquelle est basée la condamnation ou l'ordre ne mentionne pas l'emprisonnement ni aucun terme d'emprisonnement, à moins que la peine pécuniaire, l'indemnité ou la somme d'argent et les frais et dépens du mandat d'emprisonnement et du transfèrement du défendeur en prison ne soient plus tôt payés. S. R. 1941, c. 29, a. 51.

Emprisonnement.

52. 1. Lorsqu'en vertu d'une loi qui l'y autorise, le juge de paix par son jugement condamne le défendeur ou prévenu au paiement d'une amende ou d'une indemnité et aussi à être incarcéré comme punition d'une infraction, il peut, s'il le juge à propos, ordonner que l'emprisonnement, à défaut de meubles et effets ou de paiement, commence à l'expiration du terme d'emprisonnement imposé comme punition de l'infraction.

Procédure.

2. La même procédure peut être suivie à l'égard de toute condamnation ou de tout ordre fondé sur le présent article ou sur l'article 50, comme si la loi qui l'au-

(1) That in default of payment thereof forthwith, or within a limited time, such penalty, compensation or sum of money and costs, if the conviction or order is made with costs, shall be levied by distress and sale of the goods and chattels of the defendant, and, if sufficient distress cannot be found, that the defendant be imprisoned in the manner and for the time directed by the act or law authorizing such conviction or order or by this act, or for any period of not more than three months, if the act or law authorizing the conviction or order does not specify imprisonment, or does not specify any term of imprisonment, unless such penalty, compensation or sum of money, and costs, if the conviction or order is made with costs, and the costs and charges of the distress and of the commitment and of the conveying of the defendant to gaol, are sooner paid; or,

Distress, imprisonment.

(2) That in default of payment of the said penalty, compensation or sum of money, and costs, if any, forthwith or within a limited time, the defendant be imprisoned in the manner and for the time mentioned in the said act or law, or for any term of not more than three months, if the act or law authorizing the conviction or order does not specify imprisonment, or does not specify any term of imprisonment, unless the same and the costs and charges of the commitment and of the conveying of the defendant to gaol are sooner paid. R. S. 1941, c. 29, s. 51.

Imprisonment.

**52.** (1) Where, by virtue of any act or law so authorizing, the justice of the peace by this conviction adjudges against the defendant or accused payment of a penalty or compensation, and also imprisonment, as punishment for an offence, he may, if he thinks fit, order that the imprisonment in default of distress or of payment shall commence at the expiration of the imprisonment awarded as a punishment for the offence.

Imprisonment.

(2) The like proceeding may be followed upon any conviction or order made in accordance with this section or section 50, as if the act or law authorizing the con-

Proce-dure.

torise avait expressément prévu une condamnation ou un ordre dans les termes du présent article ou de l'article 51. S. R. 1941, c. 29, a. 52.

viction or order had expressly provided for a conviction or order in the terms permitted by this section or by section 51. R. S. 1941, c. 29, s. 52.

## SECTION IX

## DE L'EXÉCUTION DU JUGEMENT

**Mandat de saisie.** 53. 1. Le juge qui prononce la condamnation ou rend l'ordre mentionné au paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 51, peut émettre un mandat de saisie suivant les formules 25 ou 26, selon le cas, et, s'il s'agit d'une condamnation ou d'un ordre en vertu du paragraphe 2<sup>o</sup> du dit article 51, il peut émettre un mandat, suivant l'une des formules 27 ou 28.

**Mandat d'emprisonnement.** 2. Si le mandat de saisie-exécution est émis, et si le constable ou l'agent de la paix chargé de son exécution fait rapport (suivant la formule 29) qu'il ne peut pas trouver de biens meubles ni d'effets mobiliers sur lesquels il puisse faire son prélèvement, le juge de paix peut émettre un mandat d'emprisonnement suivant la formule 30.

**Id., en premier lieu.** 3. Lorsque le jugement ou l'ordre condamne en premier lieu à l'emprisonnement, cet ordre d'emprisonnement peut être suivant la formule 31. S. R. 1941, c. 29, a. 53.

**Frais.** 54. 1. Lorsqu'une dénonciation ou une plainte est renvoyée avec dépens, le juge de paix peut décerner un mandat de saisie des biens meubles et effets mobiliers du poursuivant ou plaignant, suivant la formule 32, pour le montant de ces frais, et, s'il n'y a pas de meubles ni d'effets mobiliers saisissables, il peut émettre un mandat d'emprisonnement suivant la formule 33.

**Terme.** 2. Le terme d'emprisonnement, en ce cas, ne peut excéder un mois. S. R. 1941, c. 29, a. 54.

**Visa d'un mandat de saisie.** 55. 1. Si, après qu'un mandat de saisie a été remis pour exécution au constable ou aux constables à qui il est adressé, il ne se trouve pas de meubles ni d'effets suffisants dans le ressort du juge de paix qui a émis le mandat, alors, sur preuve sous serment établissant la signature du juge de paix

## DIVISION IX

## ENFORCING ADJUDICATION

**53.** (1) The justice of the peace making the conviction or order mentioned in paragraph 1 of section 51 may issue a warrant of distress as in form 25 or 26, as the case may be, and in the case of a conviction or order under paragraph 2 of the said section 51, a warrant as in one of the forms 27 or 28 may issue. Distress warrant.

(2) If a warrant of distress be issued, and the constable or peace officer charged with the execution thereof makes return (as in form 29) that he can find no goods or chattels whereon to levy thereunder, the justice of the peace may issue a warrant of commitment as in form 30. Warrant of commitment.

(3) When a conviction or an order adjudges imprisonment in the first instance, the warrant of commitment may be as in form 31. R. S. 1941, c. 29, s. 53. Id. in first instance.

**54.** (1) When any information or complaint is dismissed with costs, the justice of the peace may issue a warrant of distress on the goods and chattels of the prosecutor or complainant, as in form 32, for the amount of such costs; and, in default of distress, a warrant of commitment as in form 33 may issue. Costs.

(2) The term of imprisonment in such case shall not be more than one month. R. S. 1941, c. 29, s. 54. Term.

**55.** (1) If, after delivery of any warrant of distress to the constable or constables to whom the same has been directed to be executed, sufficient distress cannot be found within the limits of the jurisdiction of the justice of the peace granting the warrant, then upon proof being made upon Endorsement of distress warrant.

par qui le mandat est émis, devant tout juge de paix d'une autre circonscription territoriale, ce dernier inscrit au verso du mandat un visa signé par lui, autorisant l'exécution de ce mandat dans son ressort, et, en vertu de ce mandat et de ce visa, l'amende ou la somme en question, et les frais, ou la partie de cette amende ou somme qui n'a pas encore été prélevée ni payée, avec les frais, sont prélevés par le porteur du mandat, ou par la personne à qui il a été primitivement adressé, ou par tout constable ou autre agent de la paix de la circonscription territoriale en dernier lieu mentionnée, par la saisie et par la vente des meubles et effets du défendeur qui y sont trouvés.

Formule. 2. Ce visa est rédigé suivant la formule 34. S. R. 1941, c. 29, a. 55.

Prison. 56. Si un juge de paix est d'avis que l'émission d'un mandat de saisie causera la ruine du défendeur et de sa famille, ou s'il est démontré à ce juge de paix, par les dires du défendeur ou autrement, qu'il n'a ni meubles ni effets sur lesquels la saisie puisse être exercée, ce juge de paix peut, s'il le croit à propos, au lieu d'émettre un mandat de saisie, envoyer le défendeur à la prison commune du district pour qu'il y soit détenu pendant le temps et de la manière qu'il l'y aurait été si le mandat de saisie eût été émis et qu'on n'eût pas trouvé de meubles ni d'effets saisissables suffisants. S. R. 1941, c. 29, a. 56.

Procédure durant l'exécution. 57. Lorsqu'un juge de paix émet un mandat de saisie, ainsi que ci-dessus prévu, il peut élargir le défendeur ou ordonner, verbalement ou par un mandat d'emprisonnement, que le défendeur soit détenu en lieu sûr jusqu'à ce que le rapport du mandat de saisie ait été fait, à moins que le défendeur ne donne des garanties suffisantes, soit par un cautionnement, soit autrement à la satisfaction du juge de paix, qu'il comparaitra devant lui aux jour et lieu fixés pour le rapport du mandat de saisie, ou devant tout autre juge de paix de la même circonscription territoriale qui peut alors être présent. S. R. 1941, c. 29, a. 57.

oath of the handwriting of the justice of the peace granting the warrant, before any justice of the peace of any other territorial division, such justice of the peace shall thereupon make an endorsement on the warrant, signed with his hand, authorizing the execution of the warrant within the limits of his jurisdiction, by virtue of which warrant and endorsement the penalty or sum and costs, or so much thereof as has not been before levied or paid, with costs, shall be levied by the person bringing the warrant, or by the person or persons to whom the warrant was originally directed, or by any constable or other peace officer of the last mentioned territorial division, by distress and sale of the goods and chattels of the defendant therein.

(2) Such endorsement may be as in Form. form 34. R. S. 1941, c. 29, s. 55.

56. Whenever it appears to any justice of the peace that the issuing of a distress warrant would be ruinous to the defendant and his family, or whenever it appears to the justice of the peace, by the confession of the defendant or otherwise, that he has no goods and chattels whereon to levy such distress, then the justice of the peace, if he deems fit, instead of issuing a warrant of distress, may commit the defendant to the common gaol of the district, there to be imprisoned, for the time and in the manner he would have been committed in case such warrant of distress had issued and no sufficient distress had been found. R. S. 1941, c. 29, s. 56.

57. Whenever a justice of the peace issues a warrant of distress as hereinbefore provided, he may suffer the defendant to go at large or, verbally or by a warrant in that behalf, may order the defendant to be kept and detained in safe custody, until return has been made to the warrant of distress, unless the defendant gives sufficient security, by recognizance or otherwise, to the satisfaction of the justice of the peace, for his appearance, at the time and place appointed for the return of the warrant of distress, before him or before such other justice of the peace for the same territorial division as shall then be there. R. S. 1941, c. 29, s. 57.

**Prévenu en prison.** 58. 1. Lorsqu'un juge de paix, sur dénonciation ou plainte, condamne le prévenu à l'emprisonnement, et que le prévenu est déjà incarcéré pour une autre infraction, le mandat d'emprisonnement pour l'infraction subséquente est sur-le-champ délivré au geôlier ou à l'autre fonctionnaire à qui il est adressé.

**Punition cumulative.** 2. Le juge de paix qui émet le mandat peut, s'il le croit à propos, ordonner et prescrire que l'emprisonnement pour l'infraction subséquente commencera à l'expiration du terme de l'emprisonnement auquel le défendeur a été en premier lieu condamné. S. R. 1941, c. 29, a. 58.

**Offre de paiement.** 59. 1. Si un mandat de saisie est décerné contre les meubles et effets d'une personne, et que cette personne paie ou offre de payer et paie, à l'agent de la paix chargé de le mettre à exécution, la somme ou les sommes mentionnées dans le mandat, avec le montant des frais de la saisie jusqu'au moment du paiement ou de l'offre, l'agent de la paix doit en suspendre l'exécution.

**Paiement au geôlier.** 2. Si une personne est incarcérée pour non-paiement d'une amende ou d'une autre somme, elle peut payer ou faire payer au geôlier de la prison dans laquelle elle est incarcérée la somme indiquée dans le mandat d'emprisonnement, avec le montant des frais et dépens qui y sont également mentionnés, et le geôlier doit les recevoir, et remettre ensuite cette personne en liberté, si elle n'est pas détenue pour quelque autre cause.

**Remise.** 3. Ce geôlier doit aussi remettre immédiatement tous deniers ainsi reçus au greffier de la paix du district dans lequel a été émis le mandat, pour qu'il en soit disposé suivant la loi. S. R. 1941, c. 29, a. 59.

**Livraison du prévenu.** 60. 1. Le constable ou l'un des constables, ou toute personne à qui un mandat d'emprisonnement est adressé en vertu de la présente loi ou toute autre loi, conduit le prévenu mentionné ou décrit dans le mandat dans la prison y indiquée, et le remet, en même temps que le mandat, entre les mains du geôlier de la prison, et le geôlier donne au constable ou à la personne qui remet ainsi le prévenu à sa garde, un reçu de la personne du prévenu énonçant dans

**58.** (1) Whenever a justice of the peace, upon any information or complaint, adjudges the accused to be imprisoned, and the accused is then in prison undergoing imprisonment upon conviction for any other offence, the warrant of commitment for the subsequent offence shall be forthwith delivered to the gaoler or other officer to whom it is directed.

(2) The justice of the peace who issued the same, if he thinks fit, may prescribe and order therein that the imprisonment for the subsequent offence shall commence at the expiration of the term of imprisonment to which the accused was previously sentenced. R. S. 1941, c. 29, s. 58.

**59.** (1) Whenever a warrant of distress has issued against the goods and chattels of any person, and such person pays or tenders to the peace officer having the execution of the same the sum or sums in the warrant mentioned, together with the amount of the costs and charges of the distress up to the time of payment or tender, the peace officer shall cease to execute the same.

(2) Whenever any person is imprisoned for non-payment of any penalty or other sum, he may pay or cause to be paid to the keeper of the gaol in which he is imprisoned, the sum in the warrant of commitment mentioned, together with the amount of the costs and charges therein also mentioned, and the keeper shall receive the same, and shall thereupon discharge the person, if he is in his custody for no other matter.

(3) Such keeper shall forthwith pay over any moneys so received by him to the clerk of the peace of the district in which the warrant issued, to be dealt with according to law. R. S. 1941, c. 29, s. 59.

**60.** (1) The constable or any of the constables, or any person to whom any warrant of commitment authorized by this or any other act or law is directed, shall convey the accused person therein named or described to the gaol mentioned in such warrant, and there deliver him, together with the warrant, to the keeper of such gaol, who shall thereupon give the constable or other person delivering the prisoner into his custody, a receipt for the

quel état et quelle condition il était lorsqu'il a été ainsi livré.

Formule. 2. Ce reçu peut être rédigé suivant la formule 35.

Exception. 3. Il n'est pas nécessaire de donner ce reçu à un constable ni à une personne qui remet un prisonnier entre les mains du gardien d'une geôle municipale ou d'un lieu de détention qui n'est pas une prison commune. S. R. 1941, c. 29, a. 60.

prisoner, setting forth the state and condition of the prisoner when so delivered.

(2) Such receipt shall be as in form 35. Form.

(3) It shall not be necessary to give such receipt to a constable or other person delivering a prisoner to the custody of the keeper or other person in charge of a municipal lock-up or of any other place of detention which is not a common gaol. R. S. 1941, c. 29, s. 60. Exception.

## SECTION x

## DES IRRÉGULARITÉS ET DES OBJECTIONS

Omissions.

61. 1. Aucune dénonciation, plainte, mandat, condamnation ou autre procédure régie par la présente loi, n'est considérée irrégulière ou insuffisante pour quelque'une des raisons suivantes, savoir:

a) Parce qu'elle ne contient pas le nom de la personne lésée ou qu'on avait l'intention ou qu'on avait tenté de léser; ou

b) Parce qu'elle n'indique pas qui est le propriétaire d'un bien y mentionné; ou

c) Parce qu'elle ne spécifie pas le moyen par lequel l'infraction a été commise; ou

d) Parce qu'elle ne nomme pas ou ne désigne pas avec précision quelque personne ou chose.

Détail.

2. Le juge de paix peut, s'il le croit nécessaire pour assurer un procès juste, ordonner que le poursuivant fournisse des détails plus précis sur la personne, le moyen, le lieu ou la chose dont il s'agit.

Infraction.

3. La description de toute infraction dans les termes de la disposition qui crée l'infraction, ou dans des termes analogues, est suffisante. S. R. 1941, c. 29, a. 61.

Divergences.

62. 1. Nulle objection n'est reçue contre une dénonciation, plainte, assignation ou mandat, pour irrégularité au fond ou à la forme, ou divergence entre la dénonciation, plainte, assignation ou mandat et la preuve à charge faite lors de l'instruction de la dénonciation ou plainte, ni à cause de divergence entre la dénonciation ou la plainte et l'assignation ou le mandat.

Id., quant au temps.

2. Nulle divergence entre la dénonciation et la preuve à charge quant au temps

## DIVISION X

## DEFECTS AND OBJECTIONS

61. (1) No information, complaint, warrant, conviction or other proceeding under this act shall be deemed objectionable or insufficient on any of the following grounds, that is to say: Omissions.

(a) That it does not contain the name of the person injured, or intended or attempted to be injured; or,

(b) That it does not state who is the owner of any property therein mentioned; or,

(c) That it does not specify the means by which the offence was committed; or,

(d) That it does not name or describe with precision any person or thing.

(2) The justice of the peace may, if satisfied that it is necessary for a fair trial, order that particulars further describing such means, person, place or thing be furnished by the prosecutor. Particulars.

(3) The description of any offence in the words of the enactment creating the offence, or any similar words, shall be sufficient. Offence. R. S. 1941, c. 29, s. 61.

62. (1) No objection shall be allowed to any information, complaint, summons or warrant for any defect therein, in substance or in form, or for any variance between such information, complaint, summons or warrant and the evidence adduced on the part of the informant or complainant, or for any variance between such information or complaint and the summons or warrant at the hearing upon such information or complaint. Variance or defect.

(2) Any variance between the information and the evidence adduced in support Time.

où l'on prétend que l'infraction ou l'acte a été commis, n'est considérée comme fatale, s'il est prouvé que la dénonciation a été faite dans les délais prescrits par la loi.

thereof, as to the time at which such offence or act is alleged to have been committed, shall not be deemed material if it be proved that such information was, in fact, laid within the time limited by law for laying the same.

Divergences quant au lieu.

3. Nulle divergence entre la dénonciation et la preuve à charge ou entre la dénonciation ou la plainte et l'assignation ou le mandat, quant au lieu où l'on prétend que l'infraction ou l'acte a été commis, n'est considérée comme fatale, s'il est prouvé que l'infraction ou l'acte a été commis dans le ressort du juge de paix par qui la dénonciation est entendue et jugée, ou devant le juge de paix ayant juridiction en vertu du consentement donné par le prévenu suivant l'article 13.

(3) Any variance between the information and the evidence adduced in support thereof, as to the place in which the offence or act is alleged to have been committed, shall not be deemed material if the offence or act be proved to have been committed within the jurisdiction of the justice of the peace by whom the information is heard and determined or before the justice of the peace having jurisdiction by virtue of the consent given by the accused under section 13.

Amendements.

4. Si cette divergence ou toute autre divergence entre la dénonciation, la plainte, l'assignation ou le mandat et la preuve à charge, paraît au juge de paix présent et agissant à l'audition, d'une gravité telle que le prévenu ait été par là trompé ou induit en erreur, le juge de paix peut, aux conditions qu'il juge convenables, permettre les amendements nécessaires et ajourner l'audition à un jour ultérieur. S. R. 1941, c. 29, a. 62.

(4) If any such variance, or any other variance between the information, complaint, summons or warrant, and the evidence adduced in support thereof, or between the information or complaint and the summons or warrant, appears to the justice of the peace present and acting at the hearing to be such that the defendant has been thereby deceived or misled, the justice of the peace may, upon such terms as he thinks fit, allow the necessary amendments and adjourn the hearing of the case to some future day. R. S. 1941, c. 29, s. 62.

Irrégularités non fatales.

63. Aucune dénonciation, assignation, condamnation, ni aucun ordre ou autre acte de procédure ne sont censés énoncer deux infractions ni être incertains, parce qu'on y a représenté l'infraction comme ayant été commise de différentes manières, ou qu'on a rapporté l'infraction à tel ou tels de plusieurs objets, soit conjonctivement, soit disjonctivement. S. R. 1941, c. 29, a. 63.

63. No information, summons, conviction, order or other proceeding shall be held to charge two offences, or shall be held to be uncertain on account of its stating the offence to have been committed in different modes, or in respect of one or other of several sections, either conjunctively or disjunctively. R. S. 1941, c. 29, s. 63.

## SECTION XI

### DES CAUTIONNEMENTS

Certificat de défaut.

64. 1. Lorsqu'une personne donne caution par obligations ou est libérée à la suite d'un cautionnement, et ne comparaît pas en personne ensuite au lieu et au temps spécifiés dans le cautionnement, ou chaque fois que l'on ne s'est pas conformé aux conditions ou à quelqu'une des conditions énoncées dans le cautionnement consenti

64. (1) Whenever a person gives security by or is discharged upon recognizance and does not afterwards appear in person at the time and place mentioned in the recognizance, or whenever the conditions or any of them in any recognizance entered into by an applicant to whom a case stated by a justice under this act has been

## DIVISION XI

### RECOGNIZANCES AND WARRANTS OF DELIVERANCE

Defects not fatal.

Amendments.

Place.

Certificate of default.

par un requérant à qui a été remis un exposé de cause par un juge de paix sous l'autorité de la présente loi, le juge de paix qui a reçu le cautionnement, ou tout juge de paix qui est alors présent, après avoir certifié au verso du cautionnement le défaut de comparution de la personne, ou le non-accomplissement de la condition, suivant le cas, doit transmettre ce cautionnement, pour qu'il soit procédé à son égard suivant la Loi des cautionnements dans les causes criminelles (chap. 32).

Preuve. 2. Ce certificat fait preuve à première vue du défaut de comparution ou d'accomplissement de la condition.

Formule. 3. Ce certificat peut être rédigé suivant la formule 36.

Confiscation. 4. Nonobstant les dispositions qui précèdent, lorsque le cautionnement consiste en un dépôt de deniers, le juge de paix peut déclarer ces deniers confisqués au profit de la couronne et cette confiscation prend effet immédiatement et sans autre procédure. S. R. 1941, c. 29, a. 64.

Mandat d'élargissement. 65. 1. Lorsqu'un ou des juges de paix admettent à caution une personne détenue en prison sous accusation de l'infraction pour laquelle elle est ainsi admise à caution, ce ou ces juges de paix adressent ou font remettre au geôlier de la prison, sous leurs seings, un mandat d'élargissement ordonnant au geôlier d'élargir la personne ainsi admise à caution, si elle n'est pas détenue pour quelque autre infraction; et, sur réception de ce mandat d'élargissement, le geôlier est tenu d'y obéir sur-le-champ.

Formule. 2. Ce mandat d'élargissement peut être rédigé suivant la formule 37. S. R. 1941, c. 29, a. 65.

delivered, have not been complied with, the justice of the peace who took the recognizance, or any justice of the peace who is then present, having certified upon the back of the recognizance the non-appearance of the person or the non-compliance with the condition, as the case may be, shall transmit such recognizance to be proceeded with in conformity with the provisions of the Criminal Cases Recognizance Act (Chap. 32).

(2) Such certificate shall be *prima facie* Evidence. evidence of such non-appearance or non-compliance.

(3) Such certificate may be as in form Form. 36.

(4) Notwithstanding the foregoing provisions, whenever the security consists of a deposit of moneys, the justice of the peace may declare such moneys confiscated to the Crown and such confiscation shall take effect forthwith without other proceedings. R. S. 1941, c. 29, s. 64.

65. (1) Whenever any justice or justices of the peace admit to bail any person who is then in any gaol charged with the offence for which he is so admitted to bail, such justice or justices shall send to or cause to be lodged with the keeper of such gaol, a warrant of deliverance, under his or their hands, requiring the said keeper to discharge the person so admitted to bail if he be detained for no other offence; and upon such warrant of deliverance being delivered to or lodged with such keeper, he shall forthwith obey the same.

(2) Such warrant of deliverance may be as in form 37. R. S. 1941, c. 29, s. 65.

## SECTION XII

### DE LA PUNITION EN GÉNÉRAL

Conviction. 66. Lorsqu'une personne, pour avoir commis un certain acte, est déclarée coupable de quelque infraction et est passible de quelque punition en conséquence, cette personne n'est réputée coupable de cette infraction et n'est passible de la peine qu'après avoir été dûment trouvée coupable d'avoir commis cet acte. S. R. 1941, c. 29, a. 66.

## DIVISION XII

### PUNISHMENT GENERALLY

66. Whenever a person doing a certain act is declared to be guilty of any offence, and to be liable to punishment therefor, such person shall only be deemed guilty of such offence and liable to such punishment after being duly convicted of such act. R. S. 1941, c. 29, s. 66.

Discré-  
tion du  
juge.

67. Lorsqu'il est prescrit que le prévenu est passible de différents degrés ou genres de peines, la punition à infliger est, sauf les restrictions contenues dans le dispositif qui la décrète, à la discrétion du tribunal ou du juge devant lequel il a été trouvé coupable. S. R. 1941, c. 29, a. 67.

**67.** Whenever it is provided that the offender shall be liable to different degrees or kinds of punishment, the punishment to be inflicted shall, subject to the limitations contained in the enactment thereof, be in the discretion of the court or justice before which or whom the conviction takes place. R. S. 1941, c. 29, s. 67.

Amende.

68. 1. Lorsqu'une amende ou une peine pécuniaire peut être imposée pour une infraction, le chiffre de cette amende ou la peine pécuniaire est, dans les limites prescrites à cet égard, s'il en est de prescrit, à la discrétion du tribunal ou de la personne qui prononce la sentence ou déclare la culpabilité.

**68.** (1) Whenever a fine or a penalty may be imposed for any offence, the amount of such fine or penalty shall, within such limits, if any, as are prescribed in that behalf, be in the discretion of the court or person passing sentence or convicting.

Emprison-  
nement.

2. La durée de l'emprisonnement en vertu d'une condamnation commence, à moins que la condamnation ne prescrive autrement, du jour de l'emprisonnement à la suite de la condamnation, mais le temps durant lequel le prisonnier est en liberté sous caution ou à la suite d'une évasion n'est pas compté comme partie de la durée de l'emprisonnement auquel il a été condamné. S. R. 1941, c. 29, a. 68.

(2) The term of imprisonment in pursuance of any conviction shall, unless otherwise directed in the conviction, commence on and from the day of imprisonment following the conviction, but no time during which the convict is out on bail or during an escape shall be reckoned as part of the term of imprisonment to which he is condemned. R. S. 1941, c. 29, s. 68.

### SECTION XIII

#### DU BON ORDRE À L'AUDIENCE

Maintien  
de l'ordre.

69. Tout juge des sessions ou juge de district a les mêmes pouvoirs et la même autorité pour maintenir l'ordre à l'audience, et peut avoir recours aux mêmes moyens pour ce faire, que ceux qui sont maintenant délégués par la loi dans les mêmes cas et pour les mêmes fins à la Cour supérieure ou à ses juges, pendant les séances. S. R. 1941, c. 29, a. 69; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

**69.** Every judge of the sessions or district judge shall have the same powers and authority to preserve order in courts held by them, and by the like ways and means as now by law are or may be exercised and used in like cases and for the like purposes by the Superior Court or by judges of such court, during the sittings thereof. R. S. 1941, c. 29, s. 69; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

Résis-  
tance à un  
ordre.

70. Dans tous les cas de résistance à l'exécution d'une assignation, d'un mandat de saisie-exécution ou d'un autre ordre émis par lui, tout juge de paix peut employer, pour le faire exécuter, les moyens prescrits par la loi pour mettre à exécution les ordres de la Cour supérieure, en pareils cas. S. R. 1941, c. 29, a. 70.

**70.** Every justice of the peace, whenever any resistance is offered to the execution of any summons, warrant of execution or other process issued by him, may enforce the due execution of the same by the means provided by the law for enforcing the execution of the process of the Superior Court in like cases. R. S. 1941, c. 29, s. 70.

## DEUXIÈME PARTIE

## PART II

## SECTION I

## DIVISION I

## DE L'APPLICATION DE LA PRÉSENTE PARTIE

## APPLICATION OF THIS PART

Applica-  
tion.

71. La présente partie ne s'applique que dans les cas suivants:

1° Lorsqu'une loi générale ou spéciale en vigueur, le 21 mars 1922, en vertu de laquelle une pénalité, une amende ou un emprisonnement peut être imposé ou un ordre peut être émis sur poursuite par voie sommaire, par conviction sommaire ou suivant la partie XV du Code criminel, décrète qu'il y a appel de la condamnation prononcée ou de l'ordre rendu:

2° Lorsqu'une loi générale ou spéciale, adoptée après le 21 mars 1922, en vertu de laquelle une pénalité, une amende ou un emprisonnement peut être imposé ou un ordre peut être émis, décrète spécialement que la présente partie s'applique ou qu'il y a appel de la condamnation prononcée ou de l'ordre rendu. S. R. 1941, c. 29, a. 71.

**71.** This Part shall apply only in the following cases,—

(1) Whenever a general or special act or law in force on March 21st, 1922, under which a penalty, fine or imprisonment may be imposed or an order issued upon summary proceeding, summary conviction or under Part XV of the Criminal Code, enacts that there may be an appeal from the conviction rendered or the order issued;

(2) Whenever a general or special act or law passed after March 21st, 1922, under which a penalty, fine or imprisonment may be imposed or an order issued, enacts specially that this Part shall apply or that there shall be an appeal from the conviction rendered or the order issued. R. S. 1941, c. 29, s. 71.

## SECTION II

## DIVISION II

## DE L'APPEL

## APPEAL

Appel.

72. Dans les cas prévus par l'article 71, quiconque se croit lésé par la condamnation ou par l'ordre ou le renvoi, le poursuivant ou le plaignant, aussi bien que le défendeur ou le prévenu, peut en appeler à la Cour du banc de la reine siégeant au criminel en première instance dans et pour le district où la condamnation a été prononcée ou l'ordre rendu. S. R. 1941, c. 29, a. 72.

**72.** In the cases provided for in section 71, any person who thinks himself aggrieved by any conviction, order or dismissal, the prosecutor or complainant, as well as the defendant or the accused, may appeal to the Court of Queen's Bench, Crown side, sitting in and for the district in which the conviction was pronounced or the order issued. R. S. 1941, c. 29, s. 72.

Procé-  
dures.

73. À moins qu'une loi spéciale n'ordonne autrement:

**73.** Unless it be otherwise ordered in some special act,—

Terme  
d'appel.

1° Si la condamnation est prononcée ou l'ordre donné plus de quatorze jours avant le terme de la cour à laquelle l'appel est porté, cet appel est entendu à ce terme; mais si la condamnation est prononcée ou l'ordre émis moins de quatorze jours avant le terme de cette cour, l'appel est entendu au second terme qui suit la condamnation ou l'ordre;

(1) If a conviction or order be made more than fourteen days before the term of the court to which an appeal is given, such appeal shall be made to that term; but if the conviction or order be made within fourteen days of a term, the appeal shall be made to the second term next after such conviction or order;

- Avis.** 2° L'appelant doit donner avis de son intention d'appel en produisant au greffe de la couronne un avis écrit énonçant, avec précision, la condamnation ou l'ordre dont il interjette appel. Cet avis doit être signifié à l'intimé et au juge de paix qui a prononcé la condamnation ou rendu l'ordre et en outre à la personne ou aux personnes auxquelles un juge de la cour ordonne de le signifier. Cette signification doit avoir lieu dans les dix jours du jugement prononçant la condamnation ou décernant l'ordre dont on veut appeler ou dans tout autre délai, n'excédant pas vingt jours, que peut fixer ce juge, soit avant ou après l'expiration du dit délai de dix jours;
- Délai.** (2) The appellant shall give notice of his intention to appeal by filing in the office of the clerk of the Crown a notice in writing setting forth with precision the conviction or order appealed against. The notice shall be served upon the respondent and the justice of the peace who pronounced the conviction or issued the order, and also upon such person or persons as a judge of the court shall direct. Such service shall be within ten days of the judgment pronouncing the conviction or the issuing of the order complained of, or within such further time, not exceeding twenty days, as such judge may see fit to fix either before or after the expiration of the said ten days; Notice.
- Garde ou cautionnement.** 3° Dans le cas d'appel d'une condamnation ou ordre comportant l'emprisonnement, l'appelant doit, soit rester en état d'arrestation jusqu'à la tenue de la cour à laquelle est porté l'appel, soit souscrire, dans le délai fixé pour produire un avis d'intention d'appeler, une obligation selon la formule 38, avec deux cautions solvables, devant le greffier de la paix ou un juge de paix pour le district où la condamnation a été prononcée ou l'ordre rendu, de comparaître personnellement devant la dite cour, de poursuivre l'appel, de se soumettre au jugement de la cour, et de payer les frais qui pourront être adjugés; ou, dans le cas d'appel d'une condamnation ou d'un ordre qui comporte le paiement d'une amende ou d'une somme d'argent et l'emprisonnement à défaut de paiement, l'appelant doit, dans le délai fixé pour produire un avis d'appel, soit rester en état d'arrestation jusqu'à la tenue de la cour à laquelle l'appel est porté, soit souscrire une obligation selon la formule 38, avec deux cautions solvables, comme il est dit ci-dessus, ou déposer, entre les mains du juge de paix qui a prononcé la condamnation ou rendu l'ordre, une somme d'argent suffisante, dans l'opinion du juge de paix, pour satisfaire au jugement ou à l'ordre et payer les frais d'appel; et, dans le cas où l'emprisonnement n'est pas ordonné à défaut de paiement, déposer entre les mains du dit juge de paix une somme d'argent suffisante pour satisfaire au jugement ou à l'ordre, et payer les frais de l'appel. Lorsque ce cautionnement a été fourni ou que ce dépôt a été fait, le juge de paix devant lequel
- (3) The appellant, if the appeal is from a conviction or order adjudging imprisonment, shall either remain in custody until the holding of the court to which the appeal is given, or shall, within the time limited for filing a notice of intention to appeal, enter into a recognizance as in form 38, with two sufficient sureties, before the clerk of the peace or a justice of the peace for the district in which such conviction or order has been made, to appear personally before the said court, to try such appeal, to abide the judgment of the court thereupon, and to pay such costs as are awarded by the court; or if the appeal is from a conviction or order whereby a penalty or sum of money is adjudged to be paid, and imprisonment in default of payment, the appellant shall, within the time limited for filing the notice of appeal, either remain in custody until the holding of the court to which the appeal is given, or enter into a recognizance as in form 38, with two sufficient sureties as hereinbefore set out, or deposit with the justice of the peace making the conviction or order an amount sufficient, in the opinion of the justice of the peace, to satisfy the judgment or order and to pay the costs of the appeal; and, in cases in which imprisonment in default of payment is not directed, deposit with such justice of the peace an amount sufficient to satisfy the judgment or order and to pay the costs of the appeal. Upon such recognizance being entered into or deposit made, the justice of the peace before whom such recognizance is entered into or deposit made shall lib-
- Custody or bail.
- Deposit.
- Dépôt.**

le cautionnement a été fourni ou entre les mains duquel le dépôt a été fait, doit remettre cette personne en liberté, si elle est en état d'arrestation. S. R. 1941, c. 29, a. 73.

erate such person if in custody. R. S. 1941, c. 29, s. 73.

Audition. 74. 1. La cour à laquelle l'appel est ainsi porté entend et décide alors l'appel, et rend telle ordonnance, avec ou sans frais contre l'une ou l'autre partie, y compris les frais de la cour inférieure, qui lui paraît à propos; et, si l'appel du défendeur ou prévenu est renvoyé, elle ordonne et adjuge que l'appelant soit puni conformément à la condamnation, ou qu'il paie la somme adjugée par le dit ordre, ainsi que les frais adjugés, et décerne, si c'est nécessaire, une ordonnance pour faire exécuter le jugement de la cour.

**74.** (1) The court to which such ap- Hearing.  
peal is made shall thereupon hear and determine the appeal and make such order therein, with or without costs to either party, including costs of the court below, as seems meet to the court; and, in case of the dismissal of the appeal of the defendant or accused, shall order and adjudge the appellant to be punished according to the conviction or to pay the amount adjudged by the order, and to pay such costs as are awarded, and shall, if necessary, issue process for enforcing the judgment of the court.

Paiement. 2. Si après qu'un dépôt a été fait, suivant le paragraphe 3<sup>o</sup> de l'article 73, la condamnation ou l'ordre est confirmé, la cour peut ordonner que la somme d'argent dont le paiement a été ordonné, ainsi que les frais de la condamnation ou de l'ordonnance et les frais de l'appel, soient payés sur les deniers déposés, et que le reste, s'il en est, soit remis à l'appelant; et, si la condamnation ou l'ordre est infirmé, la cour doit ordonner que les deniers soient remboursés à l'appelant.

(2) In any case where a deposit has been Payment.  
made as provided in paragraph 3 of section 73, if the conviction or order is affirmed, the court may order that the sum thereby adjudged to be paid, together with the costs of the conviction or order, and the costs of the appeal, shall be paid out of the money deposited, and that the residue, if any, shall be paid to the appellant; and if the conviction or order is quashed the court shall order the money to be repaid to the appellant.

Ajournement. 3. La cour peut toujours, si c'est nécessaire, par ordonnance inscrite au verso de la condamnation ou de l'ordre, ajourner l'audition de l'appel d'une séance à une autre ou à d'autres séances de la cour.

(3) The court to which such appeal is Adjourn-  
made shall have power, if necessary, by ment.  
order endorsed on the conviction or order, to adjourn the hearing of the appeal from one sitting to another, or others, of the said court.

Infir-  
mation. 4. Si une condamnation ou un ordre est infirmé, le greffier de la couronne ou autre fonctionnaire autorisé, inscrit immédiatement au verso de la condamnation ou de l'ordre une note à l'effet que cette condamnation ou cet ordre a été ainsi infirmé.

(4) Whenever any conviction or order Memo of  
is quashed on appeal, the clerk of the quashing.  
Crown or other proper officer shall forthwith endorse on the conviction or order a memorandum that the same has been quashed.

Preuve. 5. Lorsqu'une copie ou un certificat de cette condamnation ou de cet ordre est fait, copie de cette note y est ajoutée, et est, après avoir été certifiée sous le seing du greffier de la couronne ou du fonctionnaire qui en est le dépositaire, une preuve suffisante, devant tous les tribunaux et pour toutes les fins, que la condamnation ou l'ordre a été infirmé. S. R. 1941, c. 29, a. 74.

(5) Whenever any copy or certificate of Evidence.  
such conviction or order is made, a copy of such memorandum shall be added thereto, and shall, when certified under the hand of the clerk of the Crown, or of the officer having the custody of the same, be sufficient evidence, in all courts and for all purposes, that the conviction or order has been quashed. R. S. 1941, c. 29, s. 74.

- Instruc- tion.** 75. 1. Lorsqu'un appel a été interjeté conformément aux prescriptions de la présente loi, la cour à laquelle l'appel est porté instruit la cause et décide définitivement, tant sur le droit que sur les faits.
- Témoins.** 2. L'une ou l'autre des parties à l'appel peuvent assigner des témoins et produire des preuves, que ces témoins aient été assignés ou que ces preuves aient été produites ou non lors de l'audition de la cause par le juge de paix, soit à l'égard de la crédibilité de quelque témoin, soit à l'égard de tout autre fait essentiel à l'enquête.
- Lecture de témoignage.** 3. Tout témoignage rendu en première instance, s'il a été pris par écrit et dûment attesté par le juge de paix, peut être lu en appel et il a la même valeur et le même effet que si le témoin eût été interrogé en Cour d'appel, pourvu que la cour à laquelle est porté l'appel soit convaincue, par déclaration sous serment ou autrement, qu'il est impossible, en faisant toute la diligence raisonnable, de faire comparaître le témoin personnellement. S. R. 1941, c. 29, a. 75.
- Appel sur formalités.** 76. Nul jugement ne peut être rendu en faveur de l'appellant, si l'appel est basé sur une objection à une dénonciation, plainte ou sommation, ou à un mandat d'arrestation contre un défendeur, décerné à la suite de cette dénonciation, plainte ou sommation, pour un défaut au fond ou à la forme, ou pour une divergence entre cette dénonciation, plainte, sommation ou mandat et la preuve apportée à l'appui lors de l'audition de cette dénonciation ou plainte, à moins qu'il ne soit prouvé devant la cour qui entend l'appel, que cette objection a été faite devant le juge de paix qui a jugé la cause et qui a prononcé la condamnation ou la sentence ou rendu la décision, ni à moins qu'il ne soit prouvé que, nonobstant qu'il eût été démontré au juge de paix que la personne assignée et comparaisant, ou arrêtée, avait été trompée ou induite en erreur par cette divergence, le juge de paix a refusé d'ajourner l'audition de la cause à un jour ultérieur, suivant les prescriptions de la présente loi. S. R. 1941, c. 29, a. 76.
- Objec- tion.** 76. No judgment shall be given in favour of the appellant, if the appeal is based on an objection to any information, complaint or summons, or to any warrant to apprehend a defendant, issued upon any such information, complaint or summons, for any defect therein, in substance or in form, or for any variance between such information, complaint, summons or warrant and the evidence adduced in support thereof at the hearing of such information or complaint, unless it be proved before the court hearing the appeal that such objection was made before the justice of the peace who tried the case and by whom such conviction or judgment was pronounced or decision given, nor unless it be proved that notwithstanding it was shown to such justice that by such variance the person summoned and appearing or apprehended had been deceived or misled, such justice refused to adjourn the hearing of the case to some further day, as in this act provided. R. S. 1941, c. 29, s. 76.
- Jugement sur le fond.** 77. 1. Dans tout appel d'une condamnation ou d'un ordre, la cour à laquelle l'appel est interjeté doit, nonobstant toute
- Trial.** 75. (1) When an appeal has been lodged in compliance with the requirements of this act, the court appealed to shall try the case and shall be the absolute judge, as well of the facts as of the law.
- Witnes- ses.** (2) Any of the parties to the appeal may call witnesses and adduce evidence, whether or not such witnesses were called or evidence adduced at the hearing before the justice of the peace, either as to the credibility of any witness or as to any other fact material to the inquiry.
- Evidence taken below.** (3) Any evidence taken at the hearing below, if it has been taken in writing and duly attested by the justice of the peace, may be read on such appeal, and shall have the like force and effect as if the witness was there examined, if the court appealed to is satisfied, by affidavit or otherwise, that the personal presence of the witness cannot be obtained by any reasonable efforts. R. S. 1941, c. 29, s. 75.
- Appeals on matters of form.** 76. No judgment shall be given in favour of the appellant, if the appeal is based on an objection to any information, complaint or summons, or to any warrant to apprehend a defendant, issued upon any such information, complaint or summons, for any defect therein, in substance or in form, or for any variance between such information, complaint, summons or warrant and the evidence adduced in support thereof at the hearing of such information or complaint, unless it be proved before the court hearing the appeal that such objection was made before the justice of the peace who tried the case and by whom such conviction or judgment was pronounced or decision given, nor unless it be proved that notwithstanding it was shown to such justice that by such variance the person summoned and appearing or apprehended had been deceived or misled, such justice refused to adjourn the hearing of the case to some further day, as in this act provided. R. S. 1941, c. 29, s. 76.
- Objec- tion.**
- Judgment on the merits.** 77. (1) In every case of appeal from a conviction or an order, the court to which such appeal is made shall, notwithstanding

défectuosité dans la condamnation ou dans l'ordre, et notwithstanding que la peine infligée ou l'ordre décerné outrepassé la peine qui aurait pu être légalement infligée ou l'ordre qui aurait pu être légalement décerné, entendre et décider la dénonciation ou plainte sur laquelle cette condamnation a été prononcée ou cet ordre a été décerné, sur le fond même, et peut confirmer, infirmer ou modifier la condamnation ou prononcer telle autre condamnation ou décerner tel autre ordre qu'elle croit juste; et elle peut, par cette ordonnance, exercer tout pouvoir que le juge de paix, dont la décision est portée en appel, aurait pu exercer; et elle peut décerner, quant aux frais à payer par l'une ou par l'autre des parties, tel ordre qu'elle juge à propos.

Effet du jugement.

2. Cette condamnation ou cet ordre a le même effet et peut être mis à exécution de la même manière que si l'ordre eût été émis ou la condamnation prononcée par le juge de paix.

Exécution.

3. Toute condamnation prononcée ou tout ordre décerné par la Cour d'appel peut aussi être mis à exécution au moyen d'un mandat de la cour elle-même. S. R. 1941, c. 29, a. 77.

Appel déserté.

78. 1. La cour à laquelle l'appel est interjeté, sur preuve qu'avis de l'appel à cette cour a été donné à la personne qui y a droit, que cet avis ait été régulièrement donné ou non, et bien que cet appel n'ait pas ensuite été poursuivi ou inscrit, peut, s'il n'y a pas eu de désistement de cet appel, conformément à la loi, à la même séance pour laquelle l'avis a été donné, adjuger à la partie ou aux parties qui ont reçu cet avis les frais et dépens que la cour croit juste et raisonnable de faire payer par la partie ou par les parties qui ont donné l'avis.

Frais.

2. Ces frais sont recouvrables en la manière prescrite par la présente loi pour le recouvrement des frais d'appel de tout ordre ou condamnation. S. R. 1941, c. 29, a. 78.

Appel rejeté.

79. Si un appel d'une condamnation ou d'un ordre est décidé en faveur des intimés, le juge de paix qui a prononcé la condamnation ou décerné l'ordre, ou tout autre juge de paix pour la même circons-

ing any defect in such conviction or order, and notwithstanding that the punishment imposed or the order made may be in excess of that which might lawfully have been imposed or made, hear and determine the information or complaint on which such conviction or order has been had or made, upon the merits, and may confirm, reverse or modify the conviction, or may make such other conviction or order as the court thinks just, and may by such order exercise any power which the justice of the peace, whose decision is appealed from, might have exercised, and may make such order as to costs to be paid by either party as it thinks fit.

(2) Such conviction or order shall have the same effect and may be enforced in the same manner as if it had been pronounced or made by such justice of the peace.

(3) Any conviction or order made by the court on appeal may also be enforced by process of the court itself. R. S. 1941, c. 29, s. 77.

78. (1) The court to which an appeal is made, upon proof of notice of the appeal to such court having been given to the person entitled thereto, whether such notice has been properly given or not, and though such appeal has not been afterwards prosecuted or entered, may, if such appeal has not been abandoned according to law, at the same sitting for which such notice was given, order to the party or parties receiving the same, such costs and charges as are thought reasonable and just by the court, to be paid by the party or parties giving such notice.

(2) Such costs shall be recoverable in the manner provided by this act for the recovery of costs upon an appeal against an order or conviction. R. S. 1941, c. 29, s. 78.

79. If an appeal against a conviction or order is decided in favour of the respondents, the justice of the peace who made the conviction or order, or any other justice of the peace for the same territorial

cription territoriale, peut émettre le mandat de saisie ou d'emprisonnement en exécution de la condamnation ou de l'ordre, comme si l'appel n'eût pas été interjeté. S. R. 1941, c. 29, a. 79.

division, may issue the warrant of distress or commitment for execution of the same, as if no appeal has been brought. R. S. 1941, c. 29, s. 79.

**Trans-**  
**mission à**  
**la Cour**  
**d'appel.** 80. 1. Tout juge de paix devant lequel une personne est sommairement jugée, doit transmettre, dans les cinq jours de la réception de l'avis d'appel, la condamnation ou l'ordre à la cour à laquelle appel est interjeté, pour y être gardé par le fonctionnaire qu'il appartient parmi les archives de la cour, jusqu'à adjudication sur l'appel.

**Transmis-**  
**sion of**  
**convic-**  
**tion.** **80.** (1) Every justice before whom any person is summarily tried shall, within five days of the receipt of notice of appeal, transmit the conviction or order to the court to which the appeal is taken, there to be kept by the proper officer among the records of the court until adjudication upon the appeal.

**Présomp-**  
**tion.** 2. Il est présumé qu'il n'y a pas eu d'appel de la condamnation ou de l'ordre jusqu'à ce que le contraire soit démontré.

**Presump-**  
**tion.** (2) The conviction or order shall be presumed not to have been appealed against, until the contrary is shown.

**Condam-**  
**nation an-**  
**tériure.** 3. Lors de l'instruction d'une dénonciation contre quelqu'un pour une infraction subséquente, copie de la condamnation, certifiée conforme par le fonctionnaire compétent de la cour, ou prouvée être une vraie copie, est une preuve suffisante de la condamnation antérieure.

**Previous**  
**convic-**  
**tion.** (3) Upon any hearing of an information against any person for a subsequent offence, a copy of the conviction, certified by the proper officer of the court, or proved to be a true copy, shall be sufficient evidence to prove a conviction for the former offence.

**Exécu-**  
**tion après**  
**appel.** 4. Dans le cas où la présente loi ordonne à un juge de paix d'exécuter une condamnation ou un ordre après appel, le greffier de la couronne doit remettre cette condamnation ou cet ordre et tous les documents qui le concernent, expédiés à la Cour d'appel, sauf l'avis de l'intention d'appeler et le cautionnement, à ce juge de paix, pour que ce dernier procède sur ces pièces, ainsi que lui ordonne en pareil cas la présente loi. S. R. 1941, c. 29, a. 80.

**Enforce-**  
**ment**  
**after**  
**appeal.** (4) In any case when a conviction or order is required by this act, after appeal, to be enforced by any justice of the peace, the clerk of the Crown shall remit such conviction or order and all papers therewith sent to the court of appeal, excepting any notice of intention to appeal and recognizance, to such justice of the peace to be by him proceeded upon as in such case directed by this act. R. S. 1941, c. 29, s. 80.

**Frais.** 81. Si la cour saisie de l'appel ordonne à l'une ou à l'autre partie de payer les frais, cet ordre prescrit que ces frais seront payés au greffier de la couronne, pour être par lui remis à qui de droit, et indique dans quel délai les frais doivent être payés. S. R. 1941, c. 29, a. 81.

**Costs.** **81.** If the court trying the appeal orders either party to pay the costs, the order shall direct the costs to be paid to the clerk of the Crown, to be paid over by him to the person entitled to the same, and shall state within what delay the costs shall be paid. R. S. 1941, c. 29, s. 81.

**Recou-**  
**vrement**  
**des frais.** 82. 1. Si les frais ne sont pas payés dans le délai fixé, et si la personne condamnée à les payer ne s'y est pas obligée par un cautionnement, le greffier de la couronne, sur demande de la personne qui a droit à ses frais ou de toute autre personne en son nom, et sur paiement de tous honoraires auxquels il a droit, délivre à la personne qui le demande un certifi-

**Recovery.** **82.** (1) If such costs are not paid within the time so limited, and the person ordered to pay the same has not been bound by any recognizance conditioned to pay such costs, the clerk of the Crown, on application of the person entitled to the costs, or of any person on his behalf, and on payment of any fee to which he is entitled, shall grant, to the person so

cat constatant que ces frais n'ont pas été payés.

Mandat  
de saisie;  
prison.

2. Sur production de ce certificat devant un juge de paix de la même circonscription territoriale, celui-ci peut contraindre au paiement de ces frais par un mandat de saisie-exécution, et, à défaut de meubles et d'effets, il peut faire incarcérer, par un mandat, la personne contre laquelle le mandat de saisie a été ainsi émis, pendant une période de pas plus d'un mois, à moins que le montant de ces frais, et tous les frais et dépens de la saisie, ainsi que les frais de l'emprisonnement et du transfèrement à la prison, si le juge de paix croit à propos de l'ordonner ainsi, ne soient plus tôt payés.

Formules.

3. Le dit certificat est rédigé suivant la formule 39, et les mandats de saisie-exécution et d'emprisonnement le sont suivant les formules 40 et 41, respectivement. S. R. 1941, c. 29, a. 82.

Désiste-  
ment de  
l'appel.

83. Un appelant peut se désister de son appel en notifiant son intention par écrit à la partie adverse six jours francs avant le terme de la cour à laquelle il a interjeté l'appel, et, sur ce, les frais de l'appel sont ajoutés à la somme, s'il en est, adjugée contre l'appelant par la condamnation ou par l'ordre, et le juge de paix procède à l'exécution de la condamnation ou de l'ordre, comme s'il n'y avait pas eu d'appel. S. R. 1941, c. 29, a. 83.

applying, a certificate that the costs have not been paid.

(2) Upon production of the certificate to a justice of the peace in and for the same territorial division, such justice may enforce the payment of the costs by warrant of distress, and in default of distress may by warrant commit the person against whom the warrant of distress has issued, for any term not exceeding one month, unless the amount of the costs and all costs and charges of the distress and also the costs of commitment and conveyance to prison, if the justice thinks fit so to order, are sooner paid.

Distress  
commit-  
tal.

(3) The said certificate shall be as in form 39, and the warrants of distress and commitment as in forms 40 and 41, respectively. R. S. 1941, c. 29, s. 82.

Forms.

**83.** An appellant may abandon his appeal by giving to the opposite party notice in writing of his intention six clear days before the term of the court appealed to, and thereupon the costs of the appeal shall be added to the sum, if any, adjudged against the appellant by the conviction or order, and the justice of the peace shall proceed on the conviction or order, as if there had been no appeal. R. S. 1941, c. 29, s. 83.

Appeal  
aban-  
doned.

### SECTION III

#### DE L'EXPOSÉ DE LA CAUSE

Exposé de  
la cause.

84. Toute personne lésée, le poursuivant ou le plaignant, aussi bien que le défendeur ou le prévenu, qui, en vertu de l'article 72, ont le droit d'en appeler de la décision rendue et qui désirent contester une condamnation, un ordre, une décision ou quelque autre procédure d'un juge de paix en vertu de la présente loi, pour le motif qu'il est erroné en droit, ou que le juge de paix a excédé sa juridiction, peuvent demander à celui-ci de dresser et de signer un exposé des faits de la cause et des motifs pour lesquels la procédure est contestée, et, si le juge de paix refuse cet exposé, peuvent s'adresser à la Cour du banc de la reine siégeant au criminel, en première instance, dans et pour le district où

### DIVISION III

#### STATING A CASE

**84.** Any person aggrieved, the prosecutor or complainant as well as the defendant or the accused, who, under section 72, is entitled to appeal from the decision rendered, and who desires to question such conviction, order, determination or other proceeding of a justice of the peace under this act, on the ground that it is erroneous in point of law, or is in excess of jurisdiction, may apply to such justice of the peace to state and sign a case setting forth the facts of the case and the grounds on which the proceeding is questioned, and, if the justice of the peace refuses to state the case, may apply to the Court of Queen's Bench, Crown side, sitting in and for the district

Stated  
case.

la condamnation a été prononcée, l'ordre rendu ou la procédure émise, pour en obtenir un ordre enjoignant que l'exposé de la cause soit fait. S. R. 1941, c. 29, a. 84.

where the conviction was pronounced, the order issued or the proceeding made, for an order requiring the case to be stated. R. S. 1941, c. 29, s. 84.

**Requête.** 85. 1. La requête demandant de faire l'exposé de la cause doit être écrite et être adressée au juge de paix, et elle doit être présentée dans les sept jours francs de la date de la procédure mise en question.

**85.** (1) The application for the stating of a case shall be in writing and be addressed to the justice of the peace, and shall be presented within seven clear days from the date of the proceeding to be questioned. Application.

**Délai.** 2. L'exposé de la cause doit être dressé dans les trois mois de la date du jugement accordant la requête, pourvu que l'obligation mentionnée en l'article 86 ait été souscrite.

(2) The case shall be stated within three months after the date of the judgment granting the application, provided the recognizance referred to in section 86 has been entered into. Delay.

**Transmission.** 3. Le requérant doit, dans un délai de trois jours après avoir reçu l'exposé de la cause, le transmettre à la cour, en donnant préalablement avis de l'appel par écrit, avec une copie de l'exposé de la cause, tel que signé et dressé, à l'autre partie à la procédure mise en question. S. R. 1941, c. 29, a. 85.

(3) The applicant shall, within three days after receiving the stated case, transmit it to the court, first giving notice in writing of such appeal, with a copy of the case as signed and stated, to the other party to the proceeding which is questioned. R. S. 1941, c. 29, s. 85. Transmission.

**Cautionnement.** 86. 1. L'appellant, en présentant cette requête, et avant que le juge de paix ait dressé et lui ait remis l'exposé de la cause, doit consentir une obligation devant ce juge de paix, ou devant tout autre juge de paix exerçant la même juridiction, avec ou sans cautions, pour la somme que le juge de paix croit juste, portant pour condition qu'il poursuivra son appel sans délai et se soumettra au jugement de la cour, et paiera les frais adjugés par celle-ci.

**86.** (1) The appellant, at the time of making such application, and before a case is stated and delivered to him by the justice of the peace, shall enter into a recognizance before such justice of the peace or some other justice of the peace exercising the same jurisdiction, with or without surety or sureties, for such sum as to the justice seems meet, conditioned to prosecute his appeal without delay, and to submit to the judgment of the court and pay such costs as are awarded by the same. Recognizance.

**Mise en liberté.** 2. L'appellant, s'il est alors emprisonné, est libéré en ajoutant à son obligation la condition qu'il comparaitra devant le même juge de paix, ou devant quelque autre juge de paix siégeant alors, sous dix jours après le prononcé du jugement de la cour, pour se conformer à ce jugement, à moins que le jugement dont il a appelé ne soit infirmé. S. R. 1941, c. 29, a. 86.

(2) The appellant, if then in custody, shall be liberated upon the recognizance being further conditioned for his appearance before the same justice of the peace, or such other justice of the peace as is then sitting, within ten days after the judgment of the court has been given, to abide such judgment, unless the judgment appealed against is reversed. R. S. 1941, c. 29, s. 86. Release from custody.

**Décès du juge.** 87. 1. Lorsque le juge de paix meurt ou cesse d'agir avant qu'il soit disposé d'une demande d'exposé de cause, le requérant peut, après avis donné à l'autre ou aux autres parties, demander à la cour de dresser elle-même un exposé et, si alors il

**87.** (1) Where, pending an application for the statement of a case, the justice of the peace dies or ceases to act, the applicant may, on notice to the other party or parties, apply to the court to state a case itself, and if a case is there- Death of justice.

est dressé un exposé, ce dernier peut être traité comme s'il eût été dressé par le dit juge de paix.

Cautionnement.

2. Avant que la cour dresse l'exposé de la cause, le requérant doit souscrire l'obligation prévue à l'article 86. S. R. 1941, c. 29, a. 87.

Refus de faire l'exposé.

88. Le juge de paix ne peut refuser de faire l'exposé de la cause que si la demande lui paraît basée sur des raisons futiles et, dans ce cas, il doit, sur demande du requérant, lui signer et remettre un certificat attestant ce refus; pourvu que le juge de paix ne puisse jamais refuser d'exposer une cause lorsque demande lui en est faite par le procureur général ou d'après ses instructions. S. R. 1941, c. 29, a. 88.

Ordre de faire l'exposé.

89. 1. Si le juge de paix refuse de faire l'exposé de la cause, l'appelant peut, par requête appuyée d'une déclaration sous serment énonçant les faits à l'appui de sa demande et alléguant le refus, s'adresser à la cour pour obtenir un ordre enjoignant au juge de paix ainsi qu'à l'intimé, démontrer cause pourquoi l'exposé de la cause ne serait pas fait; et la cour peut ordonner péremptoirement au juge de paix de faire cet exposé ou renvoyer la requête avec ou sans paiement des frais, selon qu'elle le juge à propos.

Préparation de l'exposé.

2. Le juge de paix, sur signification de cet ordre péremptoire, fait l'exposé de la cause, pourvu que l'appelant consente l'obligation ci-dessus prescrite. S. R. 1941, c. 29, a. 89.

Décision.

90. 1. La cour à laquelle une cause est transmise entend et décide la question ou les questions de droit soulevées, et confirme, infirme ou modifie la condamnation, l'ordre ou la décision, ou renvoie l'affaire au juge de paix avec l'opinion de la cour; et elle peut rendre, relativement à cette affaire, toute autre ordonnance, et, au sujet des frais, tels ordres qu'elle juge à propos; et tous ces ordres sont définitifs et péremptaires pour toutes les parties.

2. Le juge de paix qui a fait et remis un exposé de cause est indemne relativement aux frais occasionnés par cet appel contre sa décision. S. R. 1941, c. 29, a. 90.

Frais.

upon stated, it may be dealt with as if it had been duly stated by the said justice of the peace.

(2) Before any such case is stated by the court, the applicant shall enter into recognizance as provided by section 86. R. S. 1941, c. 29, s. 87.

88. The justice of the peace shall not refuse to state a case unless the application appears to him to be based on frivolous grounds, and he shall in such case, on the request of the applicant, sign and deliver to him a certificate attesting such refusal; provided that the justice shall never refuse to state a case where the application is made to him by or under the direction of the Attorney-General, R. S. 1941, c. 29, s. 88.

89. (1) If the justice of the peace refuses to state a case, the applicant may, by petition, supported by affidavit, setting forth the facts forming the basis of his application, and alleging the refusal, apply to the court for a rule calling upon the justice of the peace, and also upon the respondent, to show cause why such case should not be stated; and such court may peremptorily order the justice of the peace to state the case or discharge the application, with or without payment of costs, as to the court seems meet.

(2) The justice of the peace, upon being served with such peremptory order, shall state a case, upon the appellant entering into such recognizance as hereinbefore provided. R. S. 1941, c. 29, s. 89.

90. (1) The court to which a case is transmitted shall hear and determine the question or questions of law arising thereon, and shall thereupon affirm, reverse or modify the conviction, order or determination, or remit the matter to the justice of the peace with the opinion of the court thereon, and may make such other order in relation to the matter, and such orders as to costs, as to the court seems fit; and all such orders shall be final and conclusive upon all parties.

(2) No justice who states and delivers a case shall be liable to any costs in respect or by reason of such appeal against his determination. R. S. 1941, c. 29, s. 90.

Modifica-  
tion.

91. 1. La cour à l'opinion de laquelle un exposé de cause est soumis peut, si elle le juge à propos, faire renvoyer l'exposé pour qu'il soit modifié, et, sur ce, il est modifié en conséquence, et jugement est rendu après qu'il a été modifié.

Juge en  
chambre.

2. L'autorité et la juridiction conférées à la cour à laquelle un exposé de cause est soumis, peuvent, sauf tous ordres et décrets de la cour à cet égard, être exercées par un juge de cette cour en chambre et pendant les vacances aussi bien que pendant un terme. S. R. 1941, c. 29, a. 91.

Exécu-  
tion du  
jugement.

92. 1. Après la décision de la cour, le juge de paix qui a rendu la décision au sujet de laquelle un exposé de la cause a été fait, ou tout autre juge de paix de la même circonscription territoriale, possède la même autorité pour faire exécuter la condamnation, l'ordre ou la décision qui a été confirmé, modifié ou rendu par cette cour, que le juge de paix qui a décidé la cause aurait eue pour faire exécuter sa décision, s'il n'y avait pas eu d'exposé de cause.

2. Si la cour le juge nécessaire ou à propos, le jugement qu'elle a rendu peut être mis à exécution par ses propres mandats. S. R. 1941, c. 29, a. 92.

Pas de  
certiorari.

93. Aucun bref de *certiorari* ni aucun autre bref n'est requis pour révoquer une sentence, un ordre ou une autre décision au sujet duquel ou de laquelle il est fait un exposé de cause pour obtenir le jugement ou la décision de la cour saisie de l'exposé de cette cause. S. R. 1941, c. 29, a. 93.

Appel  
refusé.

94. Quiconque a obtenu un exposé de cause pour faire annuler ou modifier une décision au sujet de laquelle appel pouvait être interjeté suivant l'article 72, est censé s'être désisté de son droit d'appel, à toutes fins que de droit. S. R. 1941, c. 29, a. 94.

Vices de  
forme.

95. Nulle condamnation et nul ordre qui a été maintenu avec ou sans modi-

**91.** (1) The court for the opinion of which a case is stated shall have power, if it thinks fit, to cause the case to be sent back for amendment; and thereupon the same shall be amended accordingly, and judgment shall be delivered after it has been amended. Amend-  
ment.

(2) The authority and jurisdiction of the court to which a case is stated may, subject to any rules and orders of court in relation thereto, be exercised by a judge of such court sitting in chambers, and as well in vacation as in term time. R. S. 1941, c. 29, s. 91. Judge in  
chambers.

**92.** (1) After the decision of the court, the justice of the peace who rendered the judgment in relation to which the case has been stated, or any other justice of the peace of the same territorial division, shall have the same authority to enforce any conviction, order or determination, which has been affirmed, amended or made by such court, as the justice of the peace who decided the case would have had to enforce his determination if a case had not been stated. Enforce-  
ment of  
decision.

(2) If the court deems it necessary or expedient, the judgment of the court may be enforced by its own process. R. S. 1941, c. 29, s. 92.

**93.** No writ of *certiorari* or other writ shall be required for the removal of any conviction, order or other determination in relation to which a case is stated for obtaining the judgment or determination of the court seized of such stated case. R. S. 1941, c. 29, s. 93. No certio-  
rari.

**94.** Every person for whom a case is stated for the annulment or modification of a decision from which he is entitled to an appeal under section 72, shall be taken to have abandoned his said right of appeal for all legal purposes. R. S. 1941, c. 29, s. 94. Appeal  
precluded.

**95.** No conviction or order which has been affirmed, with or without modifica- Formal  
defects.

## SECTION IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES  
APPELS

## DIVISION IV

## GENERAL PROVISIONS RESPECTING APPEALS

fication en appel, ne peuvent ensuite être infirmés pour vice de forme, ni être évoqués par *certiorari* à une Cour supérieure; et nul mandat d'emprisonnement n'est réputé nul pour cause de défectuosité, pourvu qu'il y soit allégué que le défendeur a été condamné, et qu'il y ait une bonne et valable condamnation à l'appui. S. R. 1941, c. 29, a. 95.

tion in appeal, shall be thereafter quashed for want of form, or be removed by *certiorari* into the Superior Court; and no warrant or commitment shall be held void by reason of any defect therein, provided it is therein alleged that the defendant has been convicted, and there is a good and valid conviction to sustain the same. R. S. 1941, c. 29, s. 95.

Pas de  
*certiorari*.

96. Il n'est accordé aucun bref de *certiorari* pour évoquer une condamnation prononcée ou un ordre rendu par un juge de paix, si le défendeur a déjà interjeté un appel de la condamnation ou de l'ordre à une cour à laquelle appel de cette condamnation ou de cet ordre est autorisé par la loi, ou pour évoquer une condamnation prononcée ou un ordre rendu en appel. S. R. 1941, c. 29, a. 96.

96. No writ of *certiorari* shall be allowed to remove any conviction or order had or made before any justice of the peace, if the defendant has already appealed from such conviction or order to any court to which an appeal from such conviction or order is authorized by law, or shall be allowed to remove any conviction or order made upon such appeal. R. S. 1941, c. 29, s. 96.

Vices de  
forme;  
*certiorari*.

97. 1. Aucune condamnation prononcée par un juge de paix, aucun ordre décerné par lui, ni aucun mandat pour l'exécution de la condamnation ou de l'ordre, ne sont, s'ils sont évoqués par *certiorari*, réputés invalides parce qu'ils présenteraient quelque irrégularité, vice de forme ou insuffisance, si le tribunal ou le juge devant qui la question est portée est d'avis, après avoir pris connaissance du dossier, que l'infraction commise est de la nature de celle désignée dans la condamnation, l'ordre ou le mandat, et est de la juridiction du juge de paix, et que la peine infligée n'excède point celle légalement applicable à cette infraction, pourvu que le tribunal ou le juge, lorsqu'il est convaincu comme susdit ait, même si la peine infligée ou si l'ordre décerné outrepassait la peine qui aurait pu être légalement infligée ou l'ordre qui aurait pu être légalement décerné, les mêmes pouvoirs, à tous égards, de traiter la cause selon qu'il paraît juste, que ceux qui sont conférés, par l'article 77, à la cour à laquelle un appel est interjeté en vertu des dispositions de l'article 72.

97. (1) No conviction or order made by any justice of the peace and no warrant for enforcing the same shall, on being removed by *certiorari*, be held invalid for any irregularity, informality or insufficiency therein, if the tribunal or judge before which or whom the question is raised, upon taking communication of the record, is satisfied that an offence, of the nature described in the conviction, order or warrant, has been committed, over which such justice of the peace has jurisdiction, and that the punishment imposed is not in excess of that which might have been lawfully imposed for the said offence, provided that the tribunal or judge, where so satisfied, shall, even if the punishment imposed or the order made is in excess of that which might lawfully have been imposed or made, have the like powers in all respects to deal with the case as seems just, as are by section 77 conferred upon the court to which an appeal is taken under the provisions of section 72.

Énoncés  
suffisants.

2. Toute énonciation, sous l'empire de la présente loi ou autrement, qui est suffisante dans la condamnation, l'est également dans une dénonciation, une assignation, un ordre ou un mandat. S. R. 1941, c. 29, a. 97.

(2) Any statement which, under this act or otherwise, would be sufficient if contained in a conviction, shall also be sufficient if contained in an information, summons, order or warrant. R. S. 1941, c. 29, s. 97.

Irrégularités.

98. 1. Les irrégularités qui suivent sont censées, entre autres choses, rentrer dans les cas prévus par l'article 97:

a) L'emploi du temps passé au lieu du temps présent dans renonciation du jugement ou de tout autre fait ou chose;

b) L'imposition d'une peine moindre que celle attachée par la loi à l'infraction énoncée dans la condamnation ou dans l'ordre, ou à l'infraction qui, d'après le dossier, paraît avoir été commise;

c) L'omission de négation de certaines circonstances mentionnées sous forme d'exception ou autrement dans l'article de la loi qui crée l'infraction, ou dans un autre article de la même loi, dont l'existence aurait pour effet d'empêcher l'acte qui fait l'objet de la plainte, d'être une infraction à la dite loi.

Réserve.

2. Rien dans le présent article n'est réputé restreindre la généralité des termes de l'article 97. S. R. 1941, c. 29, a. 98.

Arrêté ministériel.

99. 1. Aucun ordre et aucune condamnation ou autre procédure ne peuvent être infirmés ni annulés, et aucun défendeur ne peut être mis en liberté parce qu'on objecte qu'il n'a pas été prouvé qu'il y a eu proclamation ou arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, ou que des règles ou règlements ont été faits par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu d'une loi, ou que cette proclamation, cet arrêté, ces règles ou règlements ont été publiés dans la *Gazette officielle de Québec*.

Connaissance judiciaire.

2. Il est judiciairement pris connaissance de cette proclamation, de cet arrêté, de ces règles ou règlements et de leur publication. S. R. 1941, c. 29, a. 99.

Défaut de forme.

100. S'il appert de la condamnation prononcée par un juge de paix, que le défendeur ou le prévenu a comparu et plaidé, et que l'affaire a été jugée au fond et que le défendeur ou le prévenu n'a pas interjeté appel de la condamnation lorsque l'appel est permis, ou, s'il y a eu appel, que la condamnation a été confirmée, cette condamnation ne peut ensuite être infirmée ni cassée en conséquence d'un vice de forme quelconque, mais l'interprétation en doit être aussi équitable et aussi libérale que le permet la justice de la cause. S. R. 1941, c. 29, a. 100.

98. (1) The following matters, amongst others, shall be held to be within the provisions of section 97: Irregularities.

(a) The statement of the adjudication, or of any other matter or thing, in the past tense instead of in the present;

(b) The punishment imposed being less than the punishment by law assigned to the offence stated in the conviction or order, or to the offence which appears by the record to have been committed;

(c) The omission to negative circumstances, whether stated by way of exception or otherwise in the section of the act creating the offence or in another section of the same act, the existence of which would prevent the action complained of from being an offence under the said act.

(2) Nothing in this section contained shall be construed to restrict the generality of the wording of section 97. R. S. 1941, c. 29, s. 98. Proviso.

99. (1) No order, conviction or other proceeding shall be quashed or set aside, and no defendant or accused shall be discharged, by reason of any objection that evidence has not been given of a proclamation or order of the Lieutenant-Governor in Council, or of any rules, regulations, or by-laws made by the Lieutenant-Governor in Council under any act, or of the publication of such proclamation, order, rules, regulations or by-laws in the *Quebec Official Gazette*. Order-in-Council, etc.

(2) Such proclamation, order, rules, regulations and by-laws and the publication thereof shall be judicially noticed. R. S. 1941, c. 29, s. 99. Judicial notice.

100. Whenever it appears by any conviction, made by a justice of the peace, that the defendant or accused has appeared and pleaded, and the merits have been tried, and the said defendant or accused has not appealed against the conviction, where an appeal is allowed, or, if appealed against, the conviction has been affirmed, such conviction shall not afterwards be set aside or vacated in consequence of any defect of form whatsoever, but the construction shall be such a fair and liberal construction as the ends of justice in the case permit of. R. S. 1941, c. 29, s. 100. Defect in form.

Protec-  
tion des  
juges de  
paix.

101. S'il est institué une procédure aux fins de faire casser une condamnation prononcée par un juge de paix, ou un ordre rendu par lui, ou une autre procédure faite devant lui, pour le motif que ce juge de paix a outrepassé sa juridiction, la cour ou le juge qui rend le jugement sur cette procédure peut prescrire, comme condition de l'information, si bon lui semble, qu'aucune action ne soit prise contre le juge de paix qui a prononcé la condamnation, décerné l'ordre ou fait l'autre procédure, ni contre le fonctionnaire agissant à cet égard ou qui a été chargé d'un mandat pour l'exécution de la condamnation ou de l'ordre. S. R. 1941, c. 29, a. 101.

101. If an application is made to quash a conviction, order or other proceeding made or had by or before a justice of the peace, on the ground that such justice has exceeded his jurisdiction, the court or judge who renders judgment on such proceeding may, as a condition of quashing the conviction, order, if the court or judge thinks fit so to do, that no action shall be brought against the justice of the peace, by or before whom such conviction, order or other proceeding was made or had, or against any officer acting thereunder or under any warrant issued to enforce any such conviction or order. R. S. 1941, c. 29, s. 101.

## ANNEXE

### FORMULES APPLICABLES AUX PROCÉDURES FAITES EN VERTU DE LA LOI DES POURSUITES SOMMAIRES

#### 1.—(Article 8)

#### Dénonciation à l'effet d'obtenir un mandat de perquisition

Canada,  
Province de Québec,  
District d

Dénonciation de A. B., de , dans le dit district de (bourgeois), reçue ce jour de en l'année mil neuf cent , devant le soussigné, lequel A. B. dit que le (*décrire la chose cherchée et l'infraction qui donne lieu à la perquisition*), et qu'il a des motifs de croire et croit que ces articles et effets, en totalité ou en partie, sont cachés dans (*l'habitation, etc.*) de C. D., de dans le dit district (*ici ajouter les causes de soupçon, quelles qu'elles soient*).

C'est pourquoi (*il*) demande qu'un mandat soit accordé à (*nom de la personne*) pour faire des perquisitions dans (*l'habitation, etc.*), dans le but de rechercher les dits effets et articles, volés et enlevés tels que susdits, (*ou, selon le cas*).

## ANNEX

### FORMS APPLICABLE TO PROCEEDINGS UN- DER THE SUMMARY CONVICTIONS ACT

#### 1.—(Section 8)

#### Information to obtain a Search Warrant

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of

The information of A. B., of . . . . . in the said district, (*yeoman*), taken this . . . day of . . . . . in the year one thousand nine hundred and . . . . . before the undersigned, who says that (*describe things to be searched for and offence in respect of which search is made*), and that he has just and reasonable cause to suspect and suspects that the said goods and chattels, or some part of them, are concealed in the (*dwelling-house, etc.*) of C. D., of in the said district (*here add the causes of suspicion, whatever they may be*).

Wherefore (*he*) prays that a search warrant may be granted to *him* to search the (*dwelling-house, etc.*), of the said C. D., as aforesaid, for the said goods and chattels so stolen, taken and carried away as aforesaid (*or as the case may be*).

Assermenté devant moi, les jour et an ci-dessus en premier lieu mentionnés à , dans le dit district d . Sworn before me the day and year first above mentioned, at in the said district of .

(Signature.)

(Signature.)

juge de paix {ou selon le cas}  
pour le district d

Justice of the Peace (or as the case  
may be) for the district of

S. R. 1941, c. 29, formule 1.

R. S. 1941, c. 29, form 1.

## 2 —(Article 9)

## 2.—(Section 9)

Visa d'un mandat de perquisition pour  
exécution dans un autre district

Endorsement of Search Warrant to be  
executed in another District

Canada,  
Province de Québec,  
District d

Canada,  
Province of Quebec,  
District of

Attendu qu'il a été ce jour prouvé sous serment, devant moi, juge de paix pour le district de , que le nom de J. S., souscrit au présent mandat, est de l'écriture du juge de paix y mentionné, j'autorise en conséquence W. T., qui m'apporte ce mandat, et toutes autres personnes à qui ce mandat a été originellement adressé ou par lesquelles il peut être légalement exécuté, et aussi tous les agents de la paix du dit district, à exécuter le dit mandat dans les limites du dit district de .

Whereas proof upon oath has this day been made before me, a justice of the peace in and for the said district of , that the name of J. S. to the within warrant subscribed is of the handwriting of the justice of the peace within mentioned, I do therefore hereby authorize W. T., who brings me this warrant, and all other persons to whom this warrant was originally directed or by whom it may be lawfully executed, and also all peace officers of the said district of , to execute the same within the said district of .

(Signature.)

(Signature.)

juge de paix (ou selon le cas)  
pour le district d .

Justice of the Peace (or as the case  
may be) for the district of .

S. R. 1941, c. 29, formule 2.

R. S. 1941, c. 29, form 2.

## 3.—(Article 10)

## 3.—(Section 10)

Mandat de perquisition

Search Warrant

Canada,  
Province de Québec,  
District de

Canada,  
Province of Quebec,  
District of . }

Aux constables et agents de la paix,  
dans le dit district.

To all or any of the constables and  
other peace officers in the said district.

Attendu qu'il appert de la déposition sous serment de A. B., de , qu'il y a des motifs raisonnables de croire que (*décrire les objets à rechercher et l'infraction au sujet de laquelle la perquisition est faite*) sont cachés dans , à .

À ces causes, les présentes sont pour vous autoriser et vous enjoindre d'entrer entre les heures de (*selon que le juge de paix l'indique*) dans les dits lieux et de faire la perquisition des dits objets et de les apporter devant moi ou devant quelque autre juge de paix.

Daté à , ce jour de  
en l'année mil neuf cent .

(Signature.)

À juge de paix (*ou selon le cas*)  
pour le district d .

de .

S. R., 1941, c. 29, formule 3.

Whereas it appears on the oath of A. B., of , that there is reason to suspect that (*describe things to be searched for and offence in respect of which search is made*) are concealed in at .

This is, therefore, to authorize and require you to enter between the hours of (*as the justice shall direct*) into the said premises, and to search for the said things, and to bring the same before me or some other justice.

Dated at , in the said district of  
this day of , in the  
year one thousand nine hundred and .

(Signature.)

To Justice of the Peace (*or as the case may be*) for the district of .

of .

R. S. 1941, c. 29, form 3.

#### 4.—(Article 13)

##### Dénonciation et plainte pour une infraction

Canada,  
Province de Québec,  
District d

Dénonciation et plainte de C. D., de , (*bourgeois*), reçue ce jour de , en l'année mil neuf cent , devant le soussigné, lequel déclare que (*etc., indiquer l'infraction*).

Assermenté devant moi, les jour et an ci-dessus en premier lieu mentionnés, à .

(Signature.)

juge de paix (*ou selon le cas*)  
pour le district d .

S. R. 1941, c. 29, formule 4.

#### 4.—(Section 13)

##### Information and Complaint for an Offence

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of . }

The information and complaint of C. D. of (*yeoman*), taken this day of , in the year one thousand nine hundred and , before the undersigned, who saith that (*etc., stating the offence*).

Sworn before me, the day and year first above mentioned, at

(Signature.)

Justice of the Peace (*or as the case may be*) for the district of .

R. S. 1941, c. 29, form 4.

## 5.—(Article 15)

*Assignment d'une personne accusée d'une infraction sur une plainte ou dénonciation*

Canada,  
Province de Québec,  
District d .

À A. B., de , (journalier).

Attendu que vous avez ce jour été accusé devant le soussigné d'avoir le , à , ( etc., indiquer succinctement l'infraction ) :

A ces causes les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, de comparaître devant moi, le , à heures de (Vavant)-midi, à , ou devant tel autre juge de paix du même district, qui sera alors présent, pour répondre à la dite accusation et être ultérieurement traité selon la loi.

Et n'y manquez pas.

Donné sous mon seing , ce , jour de , en l'année mil neuf cent , à , dans le dit district.

(Signature.)

juge de paix (ou selon le cas)  
du district de .

S. R. 1941, c. 29, formule 5.

## 6.—(Article 18)

*Mandat d'arrestation en premier lieu contre un prévenu*

Canada,  
Province de Québec,  
District de

Aux constables et agents de la paix dans le dit district.

Attendu que A. B., de , (journalier), a ce jour été accusé devant le soussigné d'avoir le à , ( etc., indiquer succinctement l'infraction ) :

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté,

## 5.—(Section 15)

*Summons to the Defendant upon an Information or Complaint*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of . }

To A. B., of , (labourer).

Whereas you have this day been charged before the undersigned, for that you on at , ( etc., stating shortly the offence ) :

These are therefore to command you, in Her Majesty's name, to be and appear before (me) on , at o'clock in the (fore) noon, at , or before such other justice or justices of the peace for the same district of , as shall then be there, to answer to the said charge, and to be further dealt with according to law.

Herein fail not.

Given under my hand, this day of , in the year one thousand nine hundred and , at , in the district aforesaid.

(Signature.)

Justice of the Peace (or as the case may be) for the district of .

R. S. 1941, c. 29, form 5.

## 6.—(Section 18)

*Warrant in the first instance to apprehend the Defendant*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of . }

To all or any of the constables and other peace officers in the said district.

Whereas A. B., of , (labourer), has this day been charged before the undersigned, for that he, on at , did ( etc., stating shortly the offence ) .

These are, therefore, to command you, in Her Majesty's name, forthwith to ap-

d'arrêter immédiatement le dit A. B., et de le conduire devant moi ou devant quelque autre juge de paix dans et pour le dit district, afin qu'il réponde à la dite accusation et soit ultérieurement traité selon la loi.

Donné sous mon seing , ce ,  
jour de , en l'année mil neuf cent  
, à dans le dit district.

(Signature.)

juge de paix *(ou selon le cas)*  
du district de .

S. R. 1941, c. 29, formule 6.

prehend the said A. B., and to bring him before *(me)* or some other justice of the peace in and for the said district, to answer unto the said charge, and to be further dealt with according to law.

Given under my hand, this day  
of , in the year one thousand nine  
hundred and , at , in the  
district aforesaid.

(Signature.)

Justice of the Peace *(or as the case  
may be)* for the district of .

R. S. 1941, c. 29, form 6.

#### 7.—(Article 19)

*Mandat d'amener en cas de désobéissance à  
la sommation*

Canada,  
Province de Québec,  
District de .

Aux constables et agents de la paix dans  
le dit district.

Attendu que jour de ,  
en l'année mil neuf cent , A. B., de  
, a été accusé devant moi *(ou nous)*  
soussigné, d'avoir *(etc. comme dans l'assignation)*; et attendu que j'ai *(ou qu'il a  
ou que nous avons, ou qu'ils ont)* adressé  
(mon, notre, son *ou* leur) assignation au dit  
A. B., lui enjoignant, au nom de Sa Ma-  
jesté, de comparaître devant moi le  
jour de , en l'année mil neuf cent  
, à heures de *(l'avant)-midi*,  
à , ou devant tel autre juge de paix  
qui sera alors présent, pour qu'il réponde  
à la dite accusation et soit ultérieurement  
traité selon la loi; et attendu que le dit  
A. B. a négligé d'être et de comparaître  
aux temps et lieu fixés dans et par la dite  
sommation, bien qu'il soit prouvé sous  
serment devant moi que cette sommation  
a été dûment signifiée au dit A. B., *(ou  
qu'il appert que la dite sommation ne  
peut pas être signifiée)* :

À ces causes, les présentes sont pour  
vous, enjoindre, au nom de Sa Majesté

#### 7.—(Section 19)

*Warrant when the Summons is disobeyed*

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of .

To all or any of the constables and other  
peace officers for the said district.

Whereas on the day of ,  
nineteen hundred and , A. B., of  
was charged before *(me or us)*, the  
undersigned, for that *(etc., as in the sum-  
mons)*; and whereas I *(or he the said justice  
of the peace, or we or they the said justices  
of the peace)* did then issue *(my, our, or their)*  
summons to the said A. B., commanding  
him, in Her Majesty's name, to be and  
appear before *(me)* on the day of  
, nineteen hundred and at  
o'clock in the *(fore)* noon, at  
or before such other justice or justices of  
the peace as shall then be there, to answer  
to the said charge and to be further dealt  
with according to law; and whereas the  
said A. B. has neglected to be or appear at  
the time and place appointed in and by the  
said summons, although it has now been  
proved to *(me)* upon oath that the said  
summons was duly served upon the said  
A. B. *(or that it was impossible to serve  
the same)*:

These are therefore to command you  
in Her Majesty's name, forthwith to

d'arrêter immédiatement le dit A. B., et de le conduire devant moi ou quelque autre juge de paix dans et pour le dit district, pour qu'il réponde à la dite accusation et soit ultérieurement traité selon la loi.

Donné sous mon seing, ce                    jour  
de                    en l'année mil neuf cent                    ,  
à                    dans le dit district.

(Signature.)

juge de paix (*ou selon le cas*)  
du district de                    .

S. R. 1941, c. 29, formule 7.

apprehend the said A. B., and to bring him before (*me*) or some other justice of the peace in and for the said district to answer the said charge, and to be further dealt with according to law.

Given under my hand this                    day  
of                    , in the year one thousand nine  
hundred and                    , at                    , in the dis-  
trict aforesaid.

(Signature.)

Justice of the Peace (*or as the case  
may be*) for the district of                    .

R. S. 1941, c. 29, form 7.

#### 8.—(Article 21)

##### *Visa d'un mandat*

Canada,  
Province de Québec, }  
District de                    . }

Attendu qu'il a été prouvé aujourd'hui, sous serment devant moi, que le nom de J. S., souscrit au présent mandat, est de l'écriture du juge de paix y mentionné;

À ces causes, j'autorise par les présentes W. T., qui m'a apporté ce mandat, et tous autres auxquels ce mandat a été d'abord adressé, ou par qui il peut être légalement mis à exécution, et aussi les constables et les agents de la paix du district de                    , de le mettre à exécution dans le district en dernier lieu mentionné.

Donné sous mon seing, ce                    jour  
de                    , en l'année mil neuf cent                    ,  
à                    dans le dit district.

(Signature.)

juge de paix (*ou selon le cas*)  
du district de                    .

S. R. 1941, c. 29, formule 8.

#### 8.—(Section 21)

##### *Endorsement in Backing a Warrant*

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of                    . }

Whereas proof upon oath has this day been made before me that the name of J. S. to the within warrant subscribed, is of the handwriting of the justice of the peace within mentioned;

I do therefore hereby authorize W. T., who brings to me this warrant, and all other persons to whom this warrant was originally directed, or by whom it may be lawfully executed, and also all constables and peace officers of the said district, to execute the same within the said last mentioned district.

Given under my hand, this                    day  
of                    , in the year one thousand nine  
hundred and                    , at                    , in the  
district aforesaid.

(Signature.)

Justice of the Peace (*or as the case  
may be*) for the district of                    .

R. S. 1941, c. 29, form 8.

## 9.—(Article 22)

*Assignment d'un témoin*

Canada,  
Province de Québec,  
District de

À E. F., de , (journalier),

Attendu qu'une plainte a été portée devant le soussigné, à l'effet que A. B., (*etc., comme dans l'assignation ou le mandat contre le prévenu,*) et qu'il a été déclaré devant moi que vous êtes probablement en état de rendre un témoignage essentiel à l'arjui de la poursuite (*ou de la défense*);

À ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre de comparaître devant moi, le prochain, à heures de (*l'avant*)-midi, à , ou devant tout autre juge de paix du dit district, alors présent, pour rendre témoignage de ce que vous savez au sujet de la dite plainte ainsi portée contre le dit A. B.

Et n'y manquez pas.

Donné sous mon seing, ce jour de , en l'année mil neuf cent à , dans le dit district.

(Signature.)

juge de paix (*ou selon le cas*)  
du district d .

S. R. 1941, c. 29, formule 9.

## 9.—(Section 22)

*Summons to a Witness*

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of . }

To E. F., (labourer):

Whereas information has been laid before the undersigned that A. B. (*etc., as in the summons or warrant against the accused*), and it has been made to appear to me that you are likely to give material evidence for the prosecution (*or for the accused*);

These are therefore to require you to be and to appear before me, on next, at o'clock in the (*fore*) noon, at , or before such other justice or justices of the peace of the said district, as shall then be there, to testify what you know concerning the said charge so made against the said A. B. as aforesaid.

Herein fail not.

Given under my hand this day of , in the year one thousand nine hundred and at , in the district aforesaid.

(Signature.)

Justice of the Peace (*or as the case may be*) for the district of .

R. S. 1941, c. 29, form 9.

## 10.—(Article 24)

*Mandat d'amener contre un témoin qui a désobéi à une assignation, ou s'est soustrait à la signification*

Canada,  
Province de Québec,  
District de

Aux constables et agents de la paix dans le dit district.

Attendu qu'une plainte a été portée devant moi , juge de paix dans et pour le dit district de , à l'effet que

## 10.—(Section 24)

*Warrant when a Witness has not obeyed the Summons or has evaded Service*

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of . }

To all or any of the constables and other peace officers in the said district.

Whereas information having been laid before , a justice of the peace, in and for the said district of , that A. B.,

A. B., (*etc., comme dans l'assignation*), et qu'il m'a été déclaré sous serment que E. F., de , (*journalier*), était probablement en état de rendre un témoignage essentiel à l'appui de la poursuite (*ou de la défense*), j'ai dûment adressé une assignation au dit E. F., lui enjoignant de comparaître devant moi le , à , ou devant tout autre juge de paix du dit district, alors présent, aux fins de rendre témoignage au sujet de la dite plainte, et attendu qu'il a été dûment prouvé aujourd'hui sous serment devant moi que cette assignation a été dûment signifiée au dit E. F. (*ou que le dit E. F. s'est soustrait à la signification de la dite assignation*), et attendu que le dit E. F. a négligé de comparaître aux temps et lieu fixés dans l'assignation, et qu'il n'offre pas d'excuse légitime de sa négligence:

À ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre d'amener devant moi le dit E. F., le , à heures de (*l'avant*)-midi, à , ou devant tout autre juge de paix, qui sera alors présent, pour rendre témoignage de ce qu'il sait au sujet de la dite plainte.

Donné sous mon seing, ce jour de , en l'année mil neuf cent , à , dans le dit district.

(Signature.)

juge de paix (*ou selon le cas*)  
du district de .

S. R. 1941, c. 29, formule 10.

# 11.—(Article 25)

## Formule de condamnation pour résistance aux ordres de la cour

Canada,  
Province of Québec,  
District de .

Qu'il soit notoire que le jour de , en l'année mil neuf cent , dans le district de , E. F. a été trouvé coupable devant moi de n'avoir pas

(*etc., as in the summons*), and it having been made to appear to (*me*) upon oath that E. F., of , (*labourer*), was likely to give material evidence for (*the prosecution or the defence*), (I) duly issued (*my*) summons to the said E. F., requiring him to be and appear before (*me*) on , at , or before such other justice or justices of the peace for the said district, as shall then be there, to testify what he knows respecting the said charge so made against the said A. B., as aforesaid; and whereas proof has this day been made upon oath before (*me*) of such summons having been duly served upon the said E. F. (*or of the said E. F. having evaded service thereof*), and whereas the said E. F. has neglected to appear at the time and place appointed by the said summons, and no just excuse has been offered for such neglect:

These are therefore to command you to bring and have the said E. F. before (*me*) on at o'clock in the (*fore*) noon, at , or before such other justice or justices for the said district, as shall then be there, to testify what he knows concerning the said charges so made against the said A. B. as aforesaid.

Given under my hand, this day of , in the year one thousand nine hundred and , at , in the district aforesaid.

(Signature.)

Justice of the Peace (*or as the case may be*) for the district of .

R. S. 1941, c. 29, form 10.

# 11.—(Section 25)

## Conviction for Contempt

Canada,  
Province of Québec, }  
District of .

Be it remembered that on the day of , in the year one thousand nine hundred and , in the district of , E. F. is convicted before me,

comparu devant moi pour rendre témoignage lors de l'instruction d'une certaine accusation portée contre A. B., pour (*décrire l'infraction*), bien qu'il ait été dûment sommé ou assigné par subpoena (*ou qu'il se soit obligé par cautionnement*) de comparaître et de rendre témoignage à ce sujet (*selon le cas*), et qu'il ne m'a pas offert d'excuse suffisante pour se justifier de ce défaut, je condamne le dit E. F., pour sa contravention, à être incarcéré dans la prison commune du district de \_\_\_\_\_, à \_\_\_\_\_, pour qu'il y soit détenu pendant \_\_\_\_\_, (*selon qu'il peut être autorisé et déterminé, et, si une amende doit également être imposée, ajouter*) et je condamne aussi ledit E. F. à payer sur-le-champ, au profit de Sa Majesté, une amende de \_\_\_\_\_ dollars, laquelle amende, à défaut de paiement, sera prélevée, avec les frais de perception, par la saisie et la vente des meubles et effets du dit E. F. (*ou si l'amende seule est imposée, omettre la mention de l'emprisonnement*).

Donné sous mon seing, les jour et an en premier lieu mentionnés, à \_\_\_\_\_, dans le dit district.

{Signature.)  
juge de paix {ou selon le cas}  
du district de \_\_\_\_\_.

S. R. 1941, c. 29, formule 11.

for that he, the said E. F., did not attend before me to give evidence on the trial of a certain charge against one A. B. of (*state the offence*), although duly summoned (*or bound by recognizance to appear and give evidence in that behalf, as the case may be*) but made default therein, and has not shown before me any sufficient excuse for such default, and I adjudge the said E. F., for his said offence, to be imprisoned in the common gaol of the district of \_\_\_\_\_ at \_\_\_\_\_, for the space of \_\_\_\_\_, there to be kept (*if a fine is also to be imposed, then proceed*) and I also adjudge that the said E. F. do forthwith pay, to and for the use of Her Majesty, a fine of \_\_\_\_\_ dollars, and in default of payment, that the said fine, with the cost of collection, be levied by distress and sale of the goods and chattels of the said E. F. (*or if a fine alone is imposed, then the clause of imprisonment is to be omitted*).

Given under my hand at \_\_\_\_\_, in the said district, the day and year first above mentioned.

(Signature.)

Justice of the Peace (*or as the case may be*) for the district of \_\_\_\_\_.

R. S. 1941, c. 29, form 11.

## 12.—(Article 26)

*Mandat d'amener contre un témoin en premier lieu*

Canada,  
Province de Québec,  
District de \_\_\_\_\_

Aux constables ou agents de la paix dans le dit district.

Attendu qu'une plainte a été portée devant le soussigné, à l'effet que (*etc., comme dans l'assignation*), et qu'il a été déclaré devant moi sous serment que E. F. de \_\_\_\_\_, (*journalier*), est probablement en état de rendre un témoignage essentiel

## 12.—(Section 26)

*Warrant for a Witness in the First Instance*

Canada,  
Province of Québec, }  
District of \_\_\_\_\_

To all or any of the constables and other peace officers in the said district.

Whereas information has been laid, before the undersigned, that (*etc., as in the summons*); and it having been made to appear to (*me*) upon oath, that E. F. of \_\_\_\_\_, (*labourer*), is likely to give material evidence for the prosecution (*or for the*

à l'appui de la poursuite (*ou* de la défense), et qu'il est probable que le dit E. F. ne se présentera pas pour donner son témoignage à moins d'y être contraint:

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre d'amener devant moi, le dit E. F., le \_\_\_\_\_, à \_\_\_\_\_ heures de (*l'avant*)-*midi*, à \_\_\_\_\_, ou devant tout autre juge de paix pour le dit district, alors présent, pour rendre témoignage de ce qu'il sait au sujet de la dite plainte.

Donné sous mon seing, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, en l'année mil neuf cent \_\_\_\_\_, à \_\_\_\_\_ dans le dit district.

(Signature.)

juge de paix (*ou selon le cas*)  
du district de \_\_\_\_\_.

S. R. 1941, c. 29, formule 12.

defence), and that it is probable that the said E. F. will not attend to give evidence unless compelled to do so:

These are therefore to command you to bring and have the said E. F., before (*me*) on \_\_\_\_\_, at \_\_\_\_\_ o'clock in the (*fore*) noon, at \_\_\_\_\_, or before such other justice or justices of the peace for the same district as shall then be there, to testify what he knows concerning the said charge so made against the said A. B. as aforesaid.

Given under my hand, this \_\_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_, in the year one thousand nine hundred and \_\_\_\_\_, at \_\_\_\_\_, in the district aforesaid.

(Signature.)

Justice of the Peace (*or as the case may be*) for the district of \_\_\_\_\_.

R. S. 1941, c. 29, form 12.

### 13.—(Article 36)

#### Déposition des témoins

Canada,  
Province de Québec,  
District de \_\_\_\_\_.

Déposition de A. B. (*nom, prénoms, âge et occupation du témoin*) prise devant moi \_\_\_\_\_, juge de paix pour le district d \_\_\_\_\_, ou par le soussigné, \_\_\_\_\_ sténographe dûment assermenté, le \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 19\_\_\_\_\_, dans la cause de (*nom du prévenu*), accusé de (*réciter succinctement l'infraction*), après avoir été dûment assermenté, déclare: (*déposition du témoin, en indiquant si les questions sont posées par la poursuite ou la défense ou par le juge*).

(Signature.)

juge de paix (*ou selon le cas*)  
du district de \_\_\_\_\_.

### 13.—(Section 36)

#### Deposition of Witness

Canada,  
Province of Quebec,  
District of \_\_\_\_\_.

Deposition of A. B. (*surname, name, age and occupation of the witness*) taken before me, \_\_\_\_\_ justice of the peace for the district of \_\_\_\_\_, or by the undersigned \_\_\_\_\_ stenographer, duly sworn, on the \_\_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_, 19\_\_\_\_\_, in the case of (*name of the accused*) accused of (*state briefly the offence*), after having been duly sworn, declares: (*deposition of the witness, indicating whether the questions are put by the prosecution, by the defence or by the justice*).

(Signature.)

Justice of the Peace (*or as the case may be*) for the district of \_\_\_\_\_.

*Serment du sténographe*

Canada,  
Province de Québec,  
District de .

Devant , juge de paix pour le  
district de .

Je, sousigné, C. D., sténographe du district de (*nom du district*) demeurant (*adresse du sténographe*), dans la cité (*ou autre localité, selon le cas*), dans le dit district, jure que je prendrai fidèlement et exactement à la sténographie, les dépositions des témoins qui seront entendus à l'enquête tenue devant A. B., juge de paix pour le district de le jour de , mil neuf cent , dans la cause de , et que les copies ou transcriptions que je fournirai au juge de paix ou à toutes autres personnes, seront une vraie et exacte transcription de mes notes sténographiques.

Ainsi Dieu me soit en aide!

Et j'ai signé,

C. D.

Assermenté devant moi, à ce  
jour de , mil neuf cent .

(Signature.)

juge de paix (*ou selon le cas*)  
du district de .

S. R. 1941, c. 29, formule 13.

14.—(Article 40)

*Mandat d'incarcération contre un témoin  
qui refuse de prêter serment ou  
de rendre témoignage*

Canada,  
Province de Québec,  
District de .

Aux constables ou agents de la paix dans le dit district, et au gardien de la prison commune, à , dans le dit district.

Attendu que A. B. a dernièrement été accusé devant , juge de paix dans

*Stenographer's Oath*

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of .

Before A. B., justice of the peace of the district of , I, the undersigned, C. D., stenographer for the district of (*name of the district*) living (*address of the stenographer*) in the city (*or other locality, as the case may be*), in the said district, swear that I will faithfully and correctly take down by stenography the depositions of the witnesses who will be heard at the hearing held before A. B., justice of the peace of the district of , on the day of , one thousand nine hundred , in the case of , and that the copies or transcriptions that I will furnish to the justice of the peace or to any other persons will be a true and exact copy of my stenographic notes. So help me God.

And I have signed,

C. D.

Sworn before me  
at , on the  
day of , 19 .

(Signature.)

Justice of the Peace (*or as the case may be*) for the district of .

R. S. 1941, c. 29, form 13.

14.—(Section 40)

*Warrant of Commitment of a Witness for  
Refusing to be Sworn or to Give Evidence*

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of .

To all or any of the constables and other peace officers in the said district, and to the keeper of the common gaol at , in the said district .

Whereas A. B. was lately charged before , a justice of the peace in and for

et pour le district de \_\_\_\_\_, d'avoir (etc., comme dans Vassignation); et vu qu'il a été représenté sous serment devant moi que E. F., de \_\_\_\_\_, était probablement en état de rendre un témoignage essentiel à l'appui de la poursuite (ou de la défense), j'ai dûment adressé une assignation au dit E. F., lui enjoignant de comparaître devant moi, le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_, ou devant tout autre juge de paix pour le dit district alors présent, aux fins de rendre témoignage de ce qu'il sait au sujet de la dite plainte; que le dit E. F., comparaisant (ou conduit devant moi) maintenant en vertu d'un mandat d'amener, pour rendre témoignage comme susdit, étant requis de prêter serment ou de faire une affirmation comme témoin en cette affaire, refuse maintenant de le faire {ou qu'étant dûment assermenté comme témoin, il refuse maintenant de répondre à certaines questions qui lui sont maintenant posées à cet égard, et plus particulièrement à la suivante \_\_\_\_\_ ou refuse ou néglige de produire certains documents qu'il est requis de produire, savoir:

\_\_\_\_\_, sans donner aucune excuse légitime de ce refus ou de cette négligence:

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre d'arrêter le dit E. F. et de le conduire à la prison commune à \_\_\_\_\_, dans le dit district, et là de le livrer au gardien de la dite prison, à qui vous remettrez cet ordre; et je vous enjoins, à vous le dit gardien de recevoir le dit E. F. sous votre garde dans la dite prison commune, et de l'y détenir pendant l'espace de \_\_\_\_\_ jours pour sa dite résistance, à moins que, dans l'intervalle, il ne consente à être interrogé et à répondre à cet égard {ou selon le cas}; et, pour ce faire, les présentes vous seront une autorisation suffisante.

Donné sous mon seing, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ en l'année mil neuf cent \_\_\_\_\_, à \_\_\_\_\_, dans le dit district.

(Signature.)

juge de paix {ou selon le cas}  
du district de \_\_\_\_\_.

S. R. 1941, c. 29, formule 14.

the said district of \_\_\_\_\_, for that (etc., as in the summons); and it having been made to appear to (me) upon oath that E. F. of \_\_\_\_\_ was likely to give material evidence for the prosecution, (or for the defence), I duly issued my summons to the said E. F., requiring him to be and appear before me on \_\_\_\_\_, at \_\_\_\_\_, or before such other justice or justices of the peace for the said district as shall then be there, to testify what he knows concerning the said charge so made against the said A. B. as aforesaid; and the said E. F. now appearing before (me) (or being brought before (me) by virtue of a warrant in that behalf), to testify as aforesaid, and being required to make oath or affirmation as a witness in that behalf, now refuses so to do (or being duly sworn as a witness now refuses to answer certain questions concerning the premises which are now here put to him; and more particularly the following \_\_\_\_\_ or refuses or neglects to produce certain documents which he is required to produce, to wit \_\_\_\_\_), without offering any just excuse for such refusal:

These are therefore to command you to take the said E. F. and to convey him to the common gaol at \_\_\_\_\_, in the district aforesaid, and there to deliver him to the keeper thereof, together with this precept: And I do hereby command you, the said keeper of the said common gaol, to receive the said E. F. into your custody in the said common gaol, and there keep him for the space of \_\_\_\_\_ days, for the said contempt, unless in the meantime he consents to be examined, and to answer concerning the premises; and for your so doing, this shall be your sufficient warrant.

Given under my hand, this \_\_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_, in the year one thousand nine hundred and \_\_\_\_\_, at \_\_\_\_\_, in the district aforesaid.

(Signature.)

Justice of the Peace (or as the case may be) for the district of \_\_\_\_\_.

R. S. 1941, c. 29, form 14.

## 15.—(Article 42)

*Mandat de dépôt d'un prévenu*

Canada,  
Province de Québec,  
District de

À tous et chacun des constables et autres agents de la paix dans le dit district, et au gardien de la prison commune à , dans le dit district;

Attendu que A. B. a été aujourd'hui accusé devant moi, soussigné, d'avoir (*etc., comme dans le mandat d'arrestation*), et qu'il me paraît nécessaire de renvoyer le dit A. B. en prison:

À ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, à vous les dits constables et agents de la paix, ou à chacun de vous, au nom de Sa Majesté, de conduire immédiatement le dit A. B. à la prison commune à , dans le dit district, et là, de le livrer au gardien de la dite prison, avec le présent ordre; et je vous enjoins, par les présentes, à vous le dit gardien, de recevoir le dit A. B. sous votre garde dans la dite prison commune et là de le détenir jusqu'au jour de (*courant*), et je vous enjoins de le conduire à , à heures de (*l'avant*)-midi du même jour devant moi ou devant tel autre ou tels autres juges de paix du dit district, alors présents, pour qu'il réponde de nouveau à la dite accusation et soit ultérieurement traité suivant la loi, à moins que, dans l'intervalle, vous ne receviez quelque ordre contraire.

Donné sous mon seing, ce jour de en l'année mil neuf cent , à , dans le dit district.

(Signature.)

jugé de paix (*ou selon le cas*)  
du district de .

S. R. 1941, c. 29, formule 15.

## 15.—(Section 42)

*Warrant Remanding a Prisoner*

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of . }

To all or any of the constables and other peace officers in the said district, and to the keeper of the common gaol at , in the said district;

Whereas A. B. was this day charged before the undersigned for that (*etc., as in the warrant to apprehend*), and it appears to (*me*) to be necessary to remand the said A. B.:

These are therefore to command you, the said constables and peace officers, or any of you, in Her Majesty's name, forthwith to convey the said A. B. to the common gaol at , in the said district, and there to deliver him to the keeper thereof, together with this precept: And I hereby command you the said keeper to receive the said A. B. into your custody in the said common gaol, and there safely keep him until the day of (*instant*) when I hereby command you to have him at , at o'clock in the (*fore*) noon of the same day, before (*me*) or before such other justice or justices of the peace for the said district as shall then be there, to answer further to the said charge, and to be further dealt with according to law, unless you shall be otherwise ordered in the meantime.

Given under my hand, this day of , in the year , at , in the district aforesaid.

(Signature.)

Justice of the Peace (*or as the case may be*) for the district of .

R. S. 1941, c. 29, form 15.

## 16.—(Article 42)

## 16.—(Section 42)

*Cautionnement au lieu du ou après le  
renvoi du prévenu en prison*

*Recognizance of Bail in lieu of or after a  
Remand*

Canada,  
Province de Québec,  
District de

Canada,  
Province of Quebec,  
District of

Sachez que le jour de , en  
Tannée mil neuf cent , A. B., de  
, (*journalier*), L. M., de  
(*épicier*), et N. O., de , (*boucher*),  
ont personnellement comparu devant moi,  
et ont chacun reconnu devoir à notre  
Souveraine la Reine, les diverses sommes  
suivantes, savoir: le dit A. B., la somme  
de , les dits L. M. et N. O., la  
somme de , chacun, prélevables sur  
tous leurs biens meubles et immeubles,  
respectivement, au profit de notre dite  
Souveraine la Reine, si lui, le dit A. B.,  
fait défaut de remplir la condition inscrite  
au verso (*ou au bas*) des présentes.

A. B.,  
L. M.,  
N. O.

Fait et reconnu devant moi, les jour  
et an ci-dessus en premier lieu mentionnés,  
à , dans le dit district.

(*Signature.*)

juge de paix (*ou selon le cas*)  
du district de

*Condition*

La condition du cautionnement ci-joint  
(*ou ci-dessus*) est ainsi qu'il suit, savoir:  
Vu que A. B., qui s'est obligé par le dit  
cautionnement, a été aujourd'hui (*ou le*  
) accusé devant moi d'avoir (*etc.,*  
*comme dans le mandat*) ; et vu que l'inter-  
rogatoire des témoins de la poursuite a  
été ajourné jusqu'au jour ,  
en l'année mil neuf cent , en consé-  
quence si le dit A. B. comparait devant  
moi le dit , jour de , à  
heures de (*l'avant*)-*midi*, ou devant tout  
autre juge de paix, alors présent, aux

Be it remembered that on the  
day of , in the year one thousand  
nine hundred and , A. B., of  
(*labourer*), L. M., of , (*grocer*), and  
N. O., of , (*butcher*), personally  
came before me, and severally acknowledg-  
ed themselves to owe to our Sovereign  
Lady the Queen, the several sums follow-  
ing, that is to say: The said A. B., the sum  
of , and the said L. M. and N. O.,  
the sum of , each, to be made and  
levied on their several goods and chattels,  
lands and tenements respectively, to the  
use of our said Lady the Queen, if he, the  
said A. B., fails in the condition endorsed  
(*or hereunder written*).

A. B.,  
L. M.,  
N. O.

Taken and acknowledged before me, the  
day and year first above mentioned, at  
, in the district aforesaid.

(*Signature.*)

Justice of the Peace (*or as the case*  
*may be*) for the district of

*Condition*

The condition of the within (*or above*)  
written recognizance is such that whereas  
the within bounded A. B. was this day (*or*  
*on* last past) charged before me for  
that (*etc., as in the warrant*); and whereas  
the examination of the witnesses for the  
prosecution in this behalf is adjourned  
until the day of in the year  
one thousand nine hundred and ;  
if, therefore, the said A. B. appears before  
me on the said day of ,  
at o'clock in the (*fore*) noon,  
or before such other justice or justices of

fins de répondre (*de nouveau*) à la dite accusation, et d'être ultérieurement traité selon la loi, le dit cautionnement sera nul, autrement, il aura pleine force et plein effet.

S. R. 1941, c. 29, formule 16.

the peace for the said district as shall then be there, to answer (*further*) to the said charge, and to be further dealt with according to law, the said recognizance to be void, otherwise to stand in full force and effect.

R. S. 1941, c. 29, form 16.

17.—(Article 44)

*Condamnation imposant une amende prélevable par voie de saisie-exécution, et emprisonnement à défaut de meubles et effets suffisants*

Canada,  
Province de Québec,  
District de

Sachez que le , jour de , en l'année mil neuf cent , à , dans le dit district, A. B. a été convaincu devant le soussigné d'avoir, le dit A. B. (*etc., indiquer l'infraction et le temps et le lieu où elle a été commise*) ; et je condamne le dit A. B., à raison de la dite infraction, à payer la somme de \$ (*indiquer l'amende, et aussi les dédommagements, s'il en est accordé*), laquelle sera payée et employée conformément à la loi, et en outre à payer à C. D. la somme de , pour les frais; et si les dites diverses sommes ne sont pas payées immédiatement (*ou le ou avant le prochain*), (\*) j'ordonne qu'elles soient prélevées par la saisie et vente des meubles et effets du dit A. B., et, à défaut de meubles et effets suffisants, (\*\*) j'ordonne que le dit A. B. soit emprisonné dans la prison commune du dit district à , pendant l'espace de , à moins que les dites diverses sommes et tous les frais et dépens de la dite saisie et de l'emprisonnement et du transport du dit A. B. à la dite prison commune ne soient plus tôt payés.

17.—(Section 44)

*Conviction of a Penalty to be Levied by Distress and, in Default of Sufficient Distress, by Imprisonment*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of

Be it remembered that on the day of , in the year one thousand nine hundred and , at , in the said district, A. B. is convicted before the undersigned, for that the said A. B. (*etc., stating the offence, and the time and place when and where committed*), and I adjudge the said A. B. for his said offence to forfeit and pay the sum of \$ (*stating the penalty, and also the compensation if any*), to be paid and applied according to law, and also to pay to the said C. D. the sum of , for his costs in this behalf; and if the said several sums are not paid forthwith, (*or on or before the of next*), \*I order that the same be levied by distress and sale of the goods and chattels of the said A. B., and in default of sufficient distress, \*\*I adjudge the said A. B. to be imprisoned in the common gaol of the said district, at , for the term of , unless the said several sums and all costs and charges of the said distress and of the commitment and of the conveying of the said A. B. to the said gaol are sooner paid.

Donné sous mon seing, les jour et an ci-dessus en premier lieu mentionnés, à , dans le dit district.

Given under my hand the day and year first above mentioned, at , in the district aforesaid.

(Signature.)

(Signature.)

juge de paix (ou selon le cas)  
du district de .

Justice of the Peace (or as the case  
may be) for the district of .

(\*) *Ou si l'émission d'un mandat de saisie-exécution doit être ruineuse pour le prévenu et sa famille, ou s'il appert qu'il n'a pas de meubles et effets suffisants pour prélever le montant de la saisie, alors au lieu des mots qui se trouvent entre les astérisques, (\*\*) dire: « vu qu'il me paraît que l'émission d'un mandat de saisie-exécution en cette cause pourrait être ruineuse pour le dit A. B. et pour sa famille », ou « que le dit A. B. n'a pas de meubles ou effets suffisants pour prélever les dites sommes par voie de saisie-exécution. »*

*\*Or when the issuing of a distress warrant would be ruinous to the defendant and his family, or it appears he has no goods whereon to levy a distress, then instead of the words between the asterisks,\*\* say, "inasmuch as it is now made to appear to me that the issuing of a warrant of distress in this behalf would be ruinous to the said A. B. and his family", or "that the said A. B. has no goods or chattels whereon to levy the said sums by distress".*

S. R. 1941, c. 29, formule 17.

R. S. 1941, c. 29, form 17.

#### 18.—(Article 44)

#### 18.—(Section 44)

*Condamnation imposant une amende et un emprisonnement à défaut de paiement*

*Conviction for a Penalty, and in Default of Payment, Imprisonment*

Canada,  
Province de Québec,  
District de .

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of .

Sachez que le jour de , en l'année mil neuf cent , à , dans le dit district, A. B. a été convaincu devant le soussigné, d'avoir, le dit A. B. (etc., indiquer l'infraction et le temps et le lieu où elle a été commise), et je condamne le dit A. B., à raison de la dite infraction, à payer la somme de (indiquer l'amende et les dédommagements s'il en est accordé), laquelle sera payée et employée conformément à la loi, et aussi à payer à C. D. la somme de pour ses frais, et si les dites diverses sommes ne sont pas immédiatement payées (ou le ou avant le prochain), je condamne le dit A. B. à être emprisonné dans la prison commune du dit district, à , pendant l'espace de , à moins que les dites diverses

Be it remembered that on the day of , in the year one thousand nine hundred and , at , in the said district, A. B. is convicted before the undersigned, , a justice of the peace for the said district, for that he the said A. B. (etc., stating the offence, and the time and place when and where it was committed), and I adjudge the said A. B. for his said offence to forfeit and pay the sum of (stating the penalty and the compensation, if any) to be paid and applied according to law; and also to pay to the said C. D. the sum of for his costs in this behalf; and if the said several sums are not paid forthwith (or, on or before next), I adjudge the said A. B. to be imprisoned in the

sommes et les frais et dépens d'emprisonnement, et de transport du dit A. B. à la dite prison commune ne soient plus tôt payés.

Donné sous mon seing, les jour et an ci-dessus en premier lieu mentionnés à , dans le dit district.

(Signature.)

juge de paix (ou selon le cas)  
du district de .

S. R. 1941, c. 29, formule 18.

common gaol of the said district, at , for the term of , unless the said sums and the costs and charges of the commitment and of the conveying of the said A. B. to the said common gaol are sooner paid.

Given under my hand, the day and year first above mentioned, at , in the district aforesaid.

(Signature.)

Justice of the Peace (or as the case may be) for the district of .

R. S. 1941, c. 29, form 18.

#### 19.—(Article 44)

*Condamnation, si la punition est l'emprisonnement, etc.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de .

Sachez que le jour de , en l'année mil neuf cent , à , dans le dit district, A. B. a été convaincu devant le soussigné, d'avoir, le dit A. B., (etc., indiquer l'infraction et le temps et le lieu où elle a été commise) et je condamne le dit A. B., à raison de la dite infraction, à être emprisonné dans la prison commune du dit district, à , pendant l'espace de , et je condamne en outre le dit A. B. à payer à C. D. la somme de pour les frais, et si la dite somme adjugée pour les frais n'est pas immédiatement payée (ou le ou avant le prochain), alors (\*) j'ordonne que la dite somme soit prélevée par la saisie et la vente des meubles et effets du dit A. B. et, à défaut de meubles et effets suffisants, (\*\*) que le dit A. B. soit emprisonné dans la dite prison commune, pendant l'espace de , devant commencer à l'expiration de son emprisonnement, à moins que la somme adjugée pour les frais et dépens de l'emprisonnement et du transport du dit A. B. à la prison ne soit plus tôt payée.

#### 19.—(Section 44)

*Conviction when the Punishment is by Imprisonment, etc.*

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of .

Be it remembered that on the day of , in the year one thousand nine hundred and , at , in the said district, A. B. is convicted before the undersigned, for that he the said A. B. (etc., stating the offence, and the time and place when and where it was committed); and I adjudge the said A. B. for his said offence to be imprisoned in the common gaol of the said district, at , for the term of ; and I also adjudge the said A. B. to pay to the said C. D. the sum of , for his costs in this behalf, and if the said sum for costs is not paid forthwith (or on or before next), then\* I order that the said sum be levied by distress and sale of the goods and chattels of the said A. B.; and in default of sufficient distress in that behalf, \*\* I adjudge the said A. B. to be imprisoned in the said common gaol for the term of , to commence at and from the expiration of the term of imprisonment aforesaid, unless the said sum for costs and conveying of the said A. B. to gaol are sooner paid.

Donné sous mon seing, les jour et an ci-dessus en premier lieu mentionnés, à , dans le dit district.

(Signature.)

jugé de paix (ou selon le cas)  
du district de .

(\*) *Ou si Vémission du mandat de saisie-exécution doit être ruineuse pour le prévenu et sa famille, ou s'il appert qu'il n'a pas de meubles et effets suffisants pour qu'en soit prélevé le montant de la saisie, alors, au lieu des mots qui se trouvent entre les astérisques (\*\*), dire: « vu qu'il me paraît que l'émission d'un mandat de saisie en cette cause pourrait être ruineuse pour le dit A. B. et pour sa famille », ou « que le dit A. B. n'a pas de meubles ou effets suffisants pour qu'en soit prélevée par voie de saisie la dite somme pour frais. »*

S. R. 1941, c. 29, formule 19.

20.—(Article 44)

*Ordre de prélever une somme d'argent par voie de saisie-exécution, et emprisonnement à défaut de meubles et effets suffisants*

Canada,  
Province de Québec,  
District de .

Sachez que le , plainte a été portée devant le soussigné, alléguant que (*rapporter les faits qui autorisent le plaignant à obtenir l'ordre, ainsi que le temps et le lieu où ils se sont passés*), et attendu que ce jour, savoir: le , à , les parties susdites ont comparu devant moi, dit juge de paix, (ou le dit C. D. a comparu devant moi, dit juge de paix, mais que A. B., bien que dûment appelé, ne comparait ni en personne ni par avocat, et qu'il est prouvé d'une manière suffisante sous serment, devant moi, que l'assignation en cette cause a été dûment signifiée au dit A. B.,

Given under my hand, the day and year first above mentioned, at , in the district aforesaid.

(Signature.)

Justice of the Peace (or as the case may be) for the district of .

*\*Or when the issuing of a distress warrant would be ruinous to the defendant and his family, or it appears that he has no goods whereon to levy a distress, then, instead of the words between the asterisks\*\* say, "inasmuch as it is now made to appear to me that the issuing of a warrant of distress in this behalf would be ruinous to the said A. B. and his family", or "that the said A. B. has no goods or chattels whereon to levy the said sum for costs by distress".*

R. S. 1941, c. 29, form 19.

20.—(Section 44)

*Order for Payment of Money to be Levied by Distress, and in Default of Distress, Imprisonment*

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of .

Be it remembered that on , a complaint was made before the undersigned, for that (*stating the facts entitling the complainant to the order, with the time and place when and where they occurred*), and now at this day, to wit, on , at , the parties aforesaid appear before me the said justice (or the said C. D., appears before me the said justice, but that A. B., although duly called, does not appear by himself, nor by counsel, and it is now satisfactorily proved to me on oath that the said A. B. was duly served with the summons in this behalf,

lui enjoignant d'être et de comparaître ici ce jour, devant moi ou devant tel juge de paix qui serait présent, afin de répondre à la dite plainte et être ultérieurement traité selon la loi), et ayant maintenant entendu la dite plainte, je condamne le dit A. B. à payer au dit C. D. la somme de \_\_\_\_\_ prochain, *ou suivant que le prescrit la loi*), et aussi à payer audit C. D. la somme de \_\_\_\_\_ pour les frais; et si les dites diverses sommes ne sont pas immédiatement payées (*ou le ou avant le prochain*), (\*) ordonne par le présent que la dite somme soit prélevée par la saisie et la vente des meubles et effets du dit A. B., et, à défaut de meubles et effets suffisants, (\*\*) je condamne le dit A. B. à être emprisonné dans la prison commune du dit district, à \_\_\_\_\_, pendant l'espace de \_\_\_\_\_, à moins que les dites diverses sommes et tous les frais et dépens de la dite saisie et de l'emprisonnement et du transport du dit A. B. à la dite prison commune ne soient plus tôt payés.

Donné sous mon seing, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, en l'année mil neuf cent \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_, dans le dit district.

(Signature.)

juge de paix (*ou selon le cas*)  
du district de \_\_\_\_\_.

(\*) *Ou si l'émission d'un mandat de saisie-exécution doit être ruineuse pour le défendeur et sa famille, ou s'il appert qu'il n'a pas de meubles et effets suffisants pour prélever le montant de la saisie, alors, au lieu des mots qui se trouvent entre les astérisques (\*\*), dire: « vu qu'il me paraît que l'émission d'un mandat de saisie-exécution en cette cause serait ruineuse pour le dit A. B. et pour sa famille » ou « que le dit A. B. n'a pas de meubles ou effets suffisants pour qu'en soient prélevées les dites sommes par voie de saisie. »*

S. R. 1941, c. 29, formule 20.

which required him to be and appear here on this day before me or such justice or justices of the peace for the district, as should now be here, to answer the said complaint, and to be further dealt with according to law); and now having heard the matter of the said complaint, I do adjudge the said A. B. to pay to the said C. D. the sum of \_\_\_\_\_ forthwith (*or on or before \_\_\_\_\_ next, or as the act or law requires*), and also to pay to the said C. D. the sum of \_\_\_\_\_ for his costs in this behalf; and if the said several sums are not paid forthwith (*or on or before \_\_\_\_\_ next*), then,\* I hereby order that the same be levied by distress and sale of the goods and chattels of the said A. B., and in default of sufficient distress in that behalf\*\*, I adjudge the said A. B. to be imprisoned in the common gaol of the said district, at \_\_\_\_\_, for the term of \_\_\_\_\_, unless the said several sums and all costs and charges of the said distress and of the commitment and of the conveying of the said A. B. to the said common gaol are sooner paid.

Given under my hand, this \_\_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_, in the year one thousand nine hundred and \_\_\_\_\_, at \_\_\_\_\_, in the district aforesaid.

(Signature)

Justice of the Peace (*or as the case may be*) for the district of \_\_\_\_\_.

\* *Or when the issuing of a distress warrant would be ruinous to the defendant and his family, or it appears that he has no goods whereon to levy a distress, then, instead of the words between the asterisks\*\* say, "inasmuch as it is now made to appear to me that the issuing of a warrant of distress in this behalf would be ruinous to the said A. B. and his family", or "that the said A. B. has no goods or chattels whereon to levy the said sum by distress".*

R. S. 1941, c. 29, form 20.

## 21.—(Article 44)

*Ordre de payer une somme d'argent,  
et emprisonnement à défaut de paiement*

Canada,  
Province de Québec,  
District de .

Sachez que le , plainte a été portée devant le soussigné, à l'effet que (*rapporter les faits qui autorisent le plaignant à obtenir l'ordre, et indiquer le temps et le lieu où ils se sont passés*) ; et attendu que ce jour, savoir: le , a comparu devant moi, dit juge de paix, (*ou que le dit C. D. comparaît devant moi, mais que le dit A. B., quoique dûment appelé, ne comparaît ni personnellement ni par avocat, et qu'il est maintenant prouvé d'une manière satisfaisante sous serment, devant moi, que l'assignation en cette cause a été dûment signifiée au dit A. B., lui enjoignant d'être et de comparaître ici, ce jour, devant moi ou devant tel juge de paix du dit district qui serait alors présent, afin de répondre à la dite plainte, et d'être ultérieurement traité selon la loi*), et ayant maintenant entendu la dite plainte, je condamne ledit A. B. à payer au dit C. D. la somme de immédiatement (*ou le ou avant le prochain, ou suivant que le prescrit l'acte ou la loi*), et aussi, à payer au dit C. D. la somme de pour les frais, et si les dites diverses sommes ne sont pas immédiatement payées (*ou le ou avant le prochain*), alors je condamne le dit A. B. à être emprisonné dans la prison commune du dit district , à , pendant l'espace de , à moins que les dites diverses sommes et les frais et dépens de l'emprisonnement et du transport du dit A. B. à la prison commune ne soient plus tôt payés.

Donné sous mon seing, ce jour de , l'année mil neuf cent , à , dans le dit district.

(Signature.)

juge de paix (*ou selon le cas*)  
du district de .

S. R. 1941, c. 29, formule 21.

## 21.—(Section 44)

*Order for Payment of Money, and in  
Default of Payment, Imprisonment*

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of .

Be it remembered that on , a complaint was made before the undersigned, for that (*stating the facts entitling the complainant to the order, with the time and place when and where they occurred*), and now on this day, to wit, on , at , the parties aforesaid appear before me the said justice (*or the said C. D. appears before me the said justice, but the said A. B., although duly called, does not appear by himself, or counsel, and it is now satisfactorily proved to me upon oath that the said A. B. was duly served with the summons in this behalf, which required him to be and appear here this day before me, or such justice or justices of the peace for the said district, as should now be here, to answer to the said complaint, and to be further dealt with according to law*), and now having heard the matter of the said complaint, I do adjudge the said A. B. to pay to the said C. D. the sum of forthwith (*or on or before next, or as the act or law requires*), and also to pay to the said C. D. the sum of for his costs in this behalf; and if the said several sums are not paid forthwith (*or on or before next*), then I adjudge the said A. B. to be imprisoned in the common gaol of the said district at , for the term of , unless the said several sums and the costs and charges of the commitment and of the conveying of the said A. B. to the said common gaol are sooner paid.

Given under my hand, this day of , in the year one thousand nine hundred and , at in the said district.

(Signature.)

Justice of the Peace (*or as the case may be*) for the district of .

R. S. 1941, c. 29, form 21.

## 22.—(Article 44)

*Ordre pour tout autre objet, quand la désobéissance à cet ordre est punissable par Vemprisonnement*

Canada,  
Province de Québec,  
District de .

Sachez que le , plainte a été portée devant le soussigné, alléguant que (*rapporter les faits qui autorisent le plaignant à obtenir l'ordre, et indiquer le temps et le lieu où ils se sont passés*); et que ce jour, savoir: le à , les parties susdites ont comparu devant moi (*ou le dit C. D. a comparu devant moi, mais que A. B., bien que dûment appelé, ne comparaît ni en personne ni par avocat; et attendu qu'il est maintenant prouvé d'une manière satisfaisante sous serment, devant moi, que l'assignation en cette cause a été dûment signifiée au dit A. B., lui enjoignant d'être et de comparaître ici, ce jour, devant moi ou devant tel juge de paix du dit district qui serait alors présent, pour répondre à la dite plainte et être ultérieurement traité selon la loi*), et ayant maintenant entendu la dite plainte, je condamne le dit A. B. à (*ici indiquer ce qui doit être fait*), et si, après signification d'une copie de l'original du présent ordre au dit A. B., soit personnellement, soit en la laissant à son dernier domicile, ou au lieu ordinaire de sa résidence, il néglige ou refuse d'y obéir, dans ce cas, je condamne le dit A. B., pour cette négligence ou désobéissance, à être emprisonné dans la prison commune du dit district, à , pendant l'espace de , à moins qu'il n'obéisse plus tôt au dit ordre, et je condamne aussi le dit A. B. à payer au dit C. D. la somme de , pour les frais, et si la dite somme pour frais n'est pas immédiatement payée (*ou le ou avant le prochain*), j'ordonne que la dite somme soit prélevée par la saisie et la vente des meubles et effets du dit A. B., et, à défaut de meubles et effets suffisants, je condamne le dit A. B. à être emprisonné dans la dite prison commune pendant l'espace de à compter de la fin de son dit emprisonnement,

## 22.—(Section 44)

*Order for any other Matter where the Disobeying of it is punishable with Imprisonment*

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of .

Be it remembered that on , complaint was made before the undersigned, for that (*stating the facts entitling the complainant to the order, with the time and place where and when they occurred*); and now on this day, to wit, on , at , the parties aforesaid appear before me (*or the said C. D. appears before me, but the said A. B., although duly called, does not appear by himself or by his counsel, and it is now satisfactorily proved to me, upon oath, that the said A. B. was duly served with the summons in this behalf, which required him to be and appear here this day before me, or such justice or justices of the peace for the said district as should now be here, to answer to the said complaint and to be further dealt with according to law*); and now having heard the matter of the said complaint, I do adjudge the said A. B. to (*here state the matter required to be done*), and if, upon a copy of the minute of this order being served upon the said A. B., either personally or by leaving the same for him at his last or most usual place of abode, he neglects or refuses to obey the same, in that case I adjudge the said A. B., for such his disobedience, to be imprisoned in the common gaol of the said district, at , for the term of , unless the said order is sooner obeyed, and I do also adjudge the said A. B. to pay to the said C. D. the sum of , for his costs in this behalf, and if the said sum for costs is not paid forthwith (*or on or before next*), I order the same to be levied by distress and sale of the goods and chattels of the said A. B., and in default of sufficient distress in that behalf I adjudge the said A. B. to be imprisoned in the said common gaol for the space of , to commence at and from the termination of his imprisonment afore-

à moins que la dite somme pour frais ne soit plus tôt payée.

Donné sous mon seing, ce  
jour de \_\_\_\_\_ en l'année mil neuf  
cent \_\_\_\_\_, à \_\_\_\_\_, dans  
le dit district.

(Signature.)

juge de paix (ou selon le cas)  
du district de \_\_\_\_\_.

S. R. 1941, c. 29, formule 22.

said, unless the said sum for costs is sooner paid.

Given under my hand, this \_\_\_\_\_ day  
of \_\_\_\_\_, in the year one thousand nine  
hundred and \_\_\_\_\_, at \_\_\_\_\_, in the dis-  
trict aforesaid.

(Signature.)

Justice of the Peace (or as the case  
may be) for the district of \_\_\_\_\_.

R. S. 1941, c. 29, form 22.

### 23.—(Article 45)

#### Ordonnance de non-lieu sur une dénoncia- tion ou plainte

Canada,  
Province de Québec,  
District de \_\_\_\_\_

Sachez que le \_\_\_\_\_, une dé-  
nonciation a été faite (ou une plainte a  
été portée) devant le soussigné \_\_\_\_\_,  
alléguant que (etc., comme dans l'assigna-  
tion adressée au prévenu); et attendu que,  
ce jour, savoir: le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_,  
(si c'est un ajournement, insérer ici: « au-  
quel jour l'audition de cette cause a été  
dûment ajournée, ce dont le dit C. D. a  
été régulièrement notifié »), les deux par-  
ties ont comparu devant moi, afin que je  
procède à entendre et à juger la dite dé-  
nonciation (ou plainte), (ou que A. B. a  
comparu devant moi, mais que C. D.,  
quoique dûment appelé, ne comparait  
pas), sur quoi ayant procédé à l'audition  
de la dite dénonciation (ou plainte), il me  
paraît évident qu'elle n'est point prouvée,  
et (si le dénonciateur ou plaignant ne com-  
paraît pas, ces mots entre \_\_\_\_\_, peuvent être  
omis). Je déboute en conséquence la dite  
dénonciation (ou plainte), et je condamne  
le dit C. D. à payer au dit A. B. la somme  
de \_\_\_\_\_, pour les frais, et si la  
dite somme pour frais n'est pas immédia-  
tement payée (ou le ou avant le \_\_\_\_\_  
), j'ordonne que la dite somme  
soit prélevée par la saisie et la vente des

### 23.—(Section 45)

#### Form of Order of Dismissal of an Infor- mation or Complaint

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of \_\_\_\_\_

Be it remembered that on \_\_\_\_\_, in-  
formation was laid (or complaint was  
made) before the undersigned, for that  
(etc., as in the summons of the defendant)  
and now at this day, to wit, on \_\_\_\_\_,  
at \_\_\_\_\_, (if at any adjournment insert  
here: "to which day the hearing of this  
case was duly adjourned, of which the  
said C. D. had due notice",) both the  
said parties appear before me in order  
that I should hear and determine the  
said information (or complaint) (or the  
said A. B. appears before me, but the  
said C. D., although duly called, does  
not appear); [whereupon the matter of  
the said information (or complaint) being  
by me duly considered, it manifestly  
appears to me that the said information  
(or complaint) is not proved, and] (if  
the informant or complainant does not  
appear, these words, between [\_\_\_\_\_] ,  
may be omitted,) I do therefore dismiss  
the same, and do adjudge that the said  
C. D. do pay to the said A. B. the sum  
of \_\_\_\_\_, for his costs in this behalf;  
and if the said sum for costs is not paid  
forthwith (or on or before \_\_\_\_\_), I  
order that the same be levied by distress

meubles et effets du dit C. D., et, à défaut de meubles et effets suffisants, je condamne le dit C. D. à être emprisonné dans la prison commune du dit district, à \_\_\_\_\_, pendant l'espace de \_\_\_\_\_, à moins que la dite somme pour frais, et tous les frais et dépenses de la saisie et de l'emprisonnement et du transport du dit C. D. à la dite prison commune ne soient plus tôt payés.

Donné sous mon seing, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, en l'année mil neuf cent \_\_\_\_\_, à \_\_\_\_\_, dans le dit district.

(Signature.)

juge de paix (ou selon le cas)  
du district de \_\_\_\_\_.

S. R. 1941, c. 29, formule 23.

and sale of the goods and chattels of the said C. D., and in default of sufficient distress in that behalf, I adjudge the said C. D. to be imprisoned in the common gaol of the said district of \_\_\_\_\_, at \_\_\_\_\_, for the term of \_\_\_\_\_, unless the said sum for costs, and all costs and charges of the said distress and of the commitment and of the conveying of the said C. D. to the said common gaol are sooner paid.

Given under my hand, this \_\_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_, in the year one thousand nine hundred and \_\_\_\_\_, at \_\_\_\_\_, in the district aforesaid.

(Signature.)

Justice of the Peace (or as the case may be) for the district of \_\_\_\_\_.

R. S. 1941, c. 29, form 23.

#### 24.—(Article 45)

##### *Certificat de l'ordonnance de non-lieu*

Canada,  
Province de Québec,  
District de \_\_\_\_\_.

Je certifie par le présent que la dénonciation (ou plainte) portée par C. D. contre A. B., pour avoir (etc., comme dans l'assignation), a été, ce jour, prise en considération par moi, et a été par moi renvoyée (avec dépens).

Daté à \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, en l'année mil neuf cent \_\_\_\_\_, à \_\_\_\_\_, dans le dit district.

(Signature.)

juge de paix (ou selon le cas)  
du district de \_\_\_\_\_.

S. R. 1941, c. 29, formule 24.

#### 24.—(Section 45)

##### *Form of Certificate of Dismissal*

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of \_\_\_\_\_.

I hereby certify that an information (or complaint) preferred by C. D. against A. B. for that (etc., as in the summons) was this day considered by me, and was by me dismissed (with costs).

Dated at \_\_\_\_\_, this \_\_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_, in the year one thousand nine hundred and \_\_\_\_\_.

(Signature.)

Justice of the Peace (or as the case may be) for the district of \_\_\_\_\_.

R. S. 1941, c. 29, form 24.

## 25.—(Article 53)

*Mandat de saisie-exécution à la suite  
d'une condamnation à l'amende*

Canada,  
Province de Québec,  
District de

Aux constables et aux agents de la paix  
dans le dit district,

Attendu que A. B., ci-devant de ,  
{journalier}, a, ce jour (ou le dernier)  
été dûment convaincu devant  
, juge de paix dans et pour le dit  
district d , d'avoir (indiquer l'in-  
fraction comme dans la condamnation),  
et que le dit A. B. a été condamné, à  
raison de la dite infraction, à payer (etc.,  
comme dans la condamnation), et à payer  
aussi au dit C. D. la somme de  
pour frais; et attendu qu'il a été ordonné  
par la condamnation que si ces diverses  
sommes n'étaient pas payées immédiate-  
ment ou dans les {indiquer le délai}, elles  
seraient prélevées par la saisie et par  
la vente des meubles et effets du dit  
A. B.; et aussi que le dit A. B., à défaut  
de meubles et effets suffisants, serait em-  
prisonné dans la prison commune du dit  
district à , pendant l'espace de

à moins que les dites diverses  
sommes et tous les frais et dépens de  
la dite saisie, et de l'emprisonnement  
et du transport du dit A. B., à la dite  
prison commune, ne soient plus tôt  
payés; \* et attendu que le dit A. B.  
ainsi condamné comme susdit et étant  
(maintenant) requis de payer les dites  
sommes de n'a pas payé les dites  
sommes, ni aucune partie des dites som-  
mes, et qu'il est pour cela en défaut:

À ces causes, le présent est pour vous  
enjoindre, au nom de Sa Majesté, de  
saisir immédiatement les meubles et effets  
du dit A. B.; et si, dans les jours  
qui suivront immédiatement la saisie,  
les dites sommes, ainsi que les frais rai-  
sonnables de la saisie et de la garde des  
effets ne sont pas payés, alors de vendre  
les dits meubles et effets et de remettre  
les deniers en provenant, soit à moi-

(\*) Voir formule 30.

## 25.—(Section 53)

*Warrant of Distress upon a Conviction  
for a Penalty*

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of . }

To all or any of the constables and other  
peace officers in the said district,

Whereas A. B., late of , (labourer),  
was on this day (or on last past)  
duly convicted before , a justice  
of the peace, in and for the said district,  
for that (stating the offence, as in the  
conviction), and it was thereby adjudged  
that the said A. B. should for such his  
offence forfeit and pay (etc., as in the  
conviction), and should also pay to the  
said C. D. the sum of , for his  
costs in that behalf; and it was thereby  
ordered that if the said several sums  
were not paid forthwith or in the (stating  
the delay) the same should be levied by  
distress and sale of the goods and chattels  
of the said A. B., and it was thereby  
also adjudged that the said A. B., in  
default of sufficient distress, should be  
imprisoned in the common gaol of the  
said district, at , for the space of  
, unless the said several sums and  
all costs and charges of the said distress,  
and of the commitment and conveying  
of the said A. B. to the said common gaol  
were sooner paid; \* And whereas the  
said A. B., being so convicted as aforesaid,  
and being (now) required to pay the said  
sums of and , has not paid  
the same or any part thereof, but therein  
has made default:

These are, therefore, to command you  
in Her Majesty's name forthwith to make  
distress of the goods and chattels of the  
said A. B.; and if within days next  
after the making of such distress, the said  
sums, together with the reasonable charges  
of taking and keeping the distress, are not  
paid, then to sell the said goods and  
chattels so by you distrained, and to pay  
the money arising from such sale unto me,

(\*) See Form 30.

même (où à tout autre juge de paix qui a rendu la sentence) afin que je puisse payer et appliquer ces deniers suivant la loi et remettre le surplus, s'il y en a, sur demande, au dit A. B.; et s'il ne se trouve ni meubles et effets suffisants, vous me certifierez le fait afin que je rende telle ordonnance que requiert la loi.

Donné sous mon seing, ce                    jour  
de                    , en l'année mil neuf cent  
à                    , dans le dit district.

(Signature.)

juge de paix (ou selon le cas)  
du district de                    .

S. R. 1941, c. 29, formule 25.

(or one of the convicting justices), that I may pay and apply the same as by law directed, and may render the overplus, if any, on demand, to the said A. B.; and if no such distress is found, then to certify the same unto me, that such further proceedings may be had thereon as to law appertain.

Given under my hand, this                    day  
of                    in the year one thousand nine  
hundred and                    , at                    , in  
the district aforesaid.

(Signature.)

Justice of the Peace (or as the case  
may be) for the district of                    .

R. S. 1941, c. 29, form 25.

## 26.—(Article 53)

*Mandat de saisie-exécution à la suite d'un  
ordre de payer une somme d'argent*

Canada,                    )  
Province de Québec,    )  
District de                    . J

Aux constables et aux agents de la paix  
du district susdit,

Attendu que le                    dernier, plainte a  
été portée devant                    , juge de paix  
dans et pour le dit district, alléguant que  
(etc., comme dans l'ordre), et que depuis,  
savoir, le                    , à                    , les dites parties  
ont comparu devant (comme dans l'ordre),  
et qu'après mûre délibération sur la dite  
plainte, le dit A. B. a été condamné à  
payer à C. D. la somme de                    , le ou  
avant le                    , alors prochain, et aussi  
à payer au dit C. D. la somme de                    ,  
pour frais; et que si ces diverses sommes  
n'étaient pas payées le ou avant le dit

alors prochain, le montant en serait  
prélevé par la saisie et par la vente des  
meubles et effets du dit A. B.; et qu'à  
défauts de meubles et effets suffisants, le  
dit A. B. serait emprisonné dans la prison  
commune du dit district, à                    , pen-  
dant l'espace de                    , à moins que les  
dites diverses sommes et tous les frais et  
dépens de la saisie (et de l'emprisonnement

## 26.—(Section 53)

*Warrant of Distress upon an Order for the  
Payment of Money*

Canada,                    )  
Province of Quebec,    )  
District of                    . J

To all or any of the constables and other  
peace officers in the said district,

Whereas on                    last past, a  
complaint was made before                    , a  
justice of the peace in and for the said  
district, for that (etc., as in the order), and  
afterwards, to wit, on                    , at                    ,  
the said parties appeared before                    (as  
in the order), and thereupon, the matter of  
the said complaint having been con-  
sidered, the said A. B. was adjudged to  
pay to the said C. D. the sum of                    , on  
or before                    next, and also to pay to  
the said C. D. the sum of                    , for his  
costs in that behalf; and it was ordered  
that if the said several sums were not  
paid on or before the said                    then  
next, the same should be levied by distress  
and sale of the goods and chattels of the  
said A. B.; and it was adjudged that in  
default of sufficient distress in that behalf,  
the said A. B. should be imprisoned in the  
common gaol of the said district, at                    ,  
for the term of                    , unless the said

et du transport du dit A. B. à la dite prison commune) ne fussent plus tôt payés; \* et attendu que le délai accordé dans et par le dit ordre pour payer les dites diverses sommes de                    et                   , est expiré, et que le dit A. B. n'a pas encore payé les dites sommes ni aucune partie de ces sommes :

À ces causes, le présent est pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, de saisir immédiatement les meubles et effets du dit A. B.; et si dans les                    jours après la dite saisie, les dites sommes en dernier lieu mentionnées et les frais raisonnables de saisie et de garde des dits effets ne sont pas payés, alors il vous est enjoint de vendre les meubles et effets par vous ainsi saisis et de me remettre les deniers provenant de cette vente, (*ou à quelque autre des juges de paix qui ont prononcé la sentence, suivant le cas*) afin que je (*ou qu'il*) puisse payer et appliquer les deniers suivant la loi et remettre le surplus, s'il y en a, sur demande, au dit A. B.; et si, faute de meubles et effets suffisants, la dite saisie ne peut être effectuée, vous me certifierez le fait afin que je rende telle ordonnance que requiert la loi.

Donné sous mon seing, ce                    jour de                   ,  
en l'année mil neuf cent                   , à                   ,  
dans le dit district.

(Signature.)

                  juge de paix (*ou selon le cas*)  
du district de                   .

S. R. 1941, c. 29, formule 26.

## 27.—(Article 53)

*Mandat d'emprisonnement à la suite d'une première condamnation à l'amende*

Canada,  
Province de Québec,  
District de                   .

Aux constables et aux agents de la paix du dit district et au gardien de la prison

(\*) Voir formule 30.

several sums and all costs and charges of the distress (and of the commitment and conveying of the said A. B. to the said common gaol) were sooner paid; \* And whereas the time in and by the said order appointed for the payment of the said several sums of                    and                    has elapsed, but the said A. B. has not paid the same, or any part thereof, but therein has made default:

These are, therefore, to command you, in Her Majesty's name, forthwith to make distress of the goods and chattels of the said A. B.; and if within the space of                    days after the making of such distress, the said last mentioned sums, together with the reasonable charges of taking and keeping the said distress, are not paid, then to sell the said goods and chattels so by you distrained, and to pay the money arising from such sale unto me (*or some other of the convicting justices, as the case may be*), that I (*or he*) may pay or apply the same as by law directed, and may render the overplus, if any, on demand, to the said A. B., and if no such distress can be found, then to certify the same unto me, to the end that such proceedings may be had therein, as to law appertain.

Given under my hand this                    day of                   ,  
in the year one thousand  
nine hundred and                   , at                   , in  
the district aforesaid.

(Signature.)

Justice of the Peace (*or as the case may be*) for the district of                   .

R. S. 1941, c. 29, form 26.

## 27.—(Section 53)

*Warrant of Commitment upon a Conviction for a Penalty in the first instance*

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of                   .

To all or any of the constables and other peace officers in the said district, and

(\*) See Form 30.

commune du dit district à

Attendu que A. B., ci-devant de ,  
(*journalier*), a été ce jour convaincu de-  
vant le soussigné, d'avoir {indiquer l'in-  
fraction comme dans la condamnation}, et  
que le dit A. B. a été condamné pour cette  
infraction à payer la somme de ,  
(*etc., comme dans la condamnation*), et à  
payer au dit C. D. la somme de pour  
ses frais; et qu'il a été de plus ordonné que  
si les dites diverses sommes n'étaient pas  
payées (*immédiatement*), le dit A. B. serait  
emprisonné dans la prison commune du  
district à , pendant l'espace de  
, à moins que ces diverses sommes  
et les frais et dépens d'incarcération et de  
l'emprisonnement et du transport du dit  
A. B. à la dite prison commune ne fussent  
plus tôt payés. Et attendu que le délai  
fixé dans et par la dite condamnation pour  
payer les dites diverses sommes est expiré,  
et que le dit A. B. n'a pas payé les dites  
sommes ni aucune partie de ces sommes;

À ces causes, le présent est pour vous  
enjoindre d'arrêter le dit A. B. et de le con-  
duire à la prison commune susdite, à  
, et là de le livrer au gardien de la  
dite prison, avec le présent mandat; et je  
vous enjoins, à vous, gardien de la prison  
commune, de recevoir le dit A. B. sous  
votre garde dans la dite prison commune,  
et de l'y détenir pendant l'espace de  
, à moins que les dites diver-  
ses sommes et les frais et dépens de l'em-  
prisonnement et du transport du dit A. B.  
à la dite prison commune ne vous soient  
plus tôt payés; et pour ce faire, le pré-  
sent mandat vous sera une autorisation  
suffisante.

Donné sous mon seing, ce jour de  
, en l'année mil neuf cent , à  
, dans le dit district.

(Signature.)

juge de paix (*ou selon le cas*)  
du district de .

S. R. 1941, c. 29, formule 27.

to the keeper of the common gaol of the  
said district,

Whereas A. B., late of , (*labourer*),  
was on this day convicted before the  
undersigned, for that (*stating the offence*,  
*as in the conviction*), and it was thereby  
adjudged that the said A. B., for this  
offence, should forfeit and pay the sum of  
(*etc., as in the conviction*), and should  
pay to the said C. D. the sum of ,  
for his costs in that behalf; and it was  
thereby further adjudged that if the said  
several sums were not paid (*forthwith*) the  
said A. B. should be imprisoned in the  
common gaol of the district, at , for  
the term of , unless the said several  
sums and the costs and charges of the com-  
mitment and of the conveying of the said  
A. B. to the said common gaol were sooner  
paid; And whereas the time in and by the  
said conviction appointed for the pay-  
ment of the said several sums has elapsed,  
but the said A. B. has not paid the same,  
or any part thereof, but therein has made  
default:

These are, therefore, to command you  
to take the said A. B., and him safely to  
convey to the common gaol at afore-  
said, and there to deliver him to the said  
keeper thereof, together with this precept:  
And I do hereby command you, the said  
keeper of the said common gaol, to receive  
the said A. B. into your custody in the said  
common gaol, there to imprison him for  
the term of , unless the said  
several sums and the costs and charges of  
the commitment and of the conveying of  
the said A. B. to the said common gaol  
are sooner paid unto you, the said keeper;  
and for your so doing, this shall be your  
sufficient warrant.

Given under my hand this day of  
, in the year one thousand nine  
hundred and , at , in the  
district aforesaid.

(Signature.)

Justice of the Peace (*or as the case  
may be*) for the district of .

R. S. 1941, c. 29, form 27.

## 28.—(Article 53)

*Mandat d'emprisonnement à la suite d'un premier ordre de paiement*

Canada,  
Province de Québec,  
District de

Aux constables et aux agents de la paix du district, et au gardien de la prison commune du dit district, à .

Attendu que le dernier, plainte a été portée devant le soussigné, alléguant que , (etc., comme dans l'ordre), et que depuis, savoir: le jour de , à , A. B. et C. D. ont comparu devant moi, (ou comme dans l'ordre), et qu'alors, ayant pris en considération la dite plainte, j'ai condamné le dit A. B. à payer au dit C. D. la somme de , le ou avant le jour de alors prochain, et aussi à payer au dit C. D. la somme de pour frais, et que si les dites diverses sommes n'étaient pas payées le ou avant le jour de alors prochain, j'ai ordonné que le dit A. B. serait emprisonné dans la prison commune du district de , à , pendant l'espace de , à moins que les dites diverses sommes et les frais et dépens de l'emprisonnement et du transport du dit A. B. à la dite prison commune ne fussent plus tôt payés. Et attendu que le délai fixé dans et par le dit ordre pour payer les dites diverses sommes est expiré et que le dit A. B. n'a pas payé ces sommes, ni aucune partie de ces sommes;

À ces causes le présent est pour vous enjoindre d'arrêter le dit A. B. et de le conduire sûrement à la dite prison commune, à susdit, et là de le livrer au gardien de la dite prison, avec le présent mandat. Et je vous enjoins, à vous, gardien de la prison commune, de recevoir le dit A. B. sous votre garde dans la dite prison commune pendant l'espace de , à moins que les dites diverses sommes et les frais et dépens de l'emprisonnement et du transport du dit A. B. à la dite prison commune ne soient plus tôt payés

## 28.—(Section 53)

*Warrant of Commitment on an Order in the first instance*

Canada,  
Province of Québec,  
District of }

To all or any of the constables and other peace officers in the said district and to the keeper of the common gaol of the said district at ,

Whereas, on last past, complaint was made before the undersigned for that (etc., as it is in the order), and afterwards, to wit, on the day of , at , A. B. and C. D. appeared before me (or as it is in the order), and thereupon having considered the matter of the complaint, I adjudged the said A. B. to pay the said C. D. the sum of , on or before the day of then next, and also to pay to the said C. D. the sum of , for his costs in that behalf; and I also thereby adjudged that if the said several sums were not paid on or before the day of then next, the said A. B. should be imprisoned in the common gaol of the district of , at , for the term of , unless the said several sums and the costs and charges of the commitment and of the conveying of the said A. B. to the said common gaol, were sooner paid: And whereas the time in and by the said order appointed for the payment of the said several sums of money has elapsed, but the said A. B. has not paid the same, or any part thereof, but therein has made default:

These are, therefore, to command you to take the said A. B., and him to convey to the said common gaol, at aforesaid, and there to deliver him to the keeper thereof, together with this precept: And I do hereby command you, the said keeper of the said common gaol, to receive the said A. B. into your custody in the said common gaol, there to imprison him for the term unless the said several sums and the costs and charges of the commitment and of conveying him to the said common gaol are sooner paid unto

à vous; et, pour ce faire, le présent mandat vous sera une autorisation suffisante.

Donné sous mon seing, ce                    jour  
de                    , en l'année mil neuf cent                    à  
                  , dans le dit district.

(Signature.)

juge de paix (ou selon le cas)  
du district de                    .

S. R. 1941, c. 29, formule 28.

you the said keeper; and for your so doing, this shall be your sufficient warrant.

Given under my hand, this                    day of  
                  , in the year one thousand nine  
hundred and                    , at                    , in the  
district aforesaid.

(Signature.)

Justice of the Peace (or as the case  
may be) for the district of                    .

R. S. 1941, c. 29, form 28.

29.—(Article 53)

*Procès-verbal de carence par un constable  
sur un mandat de saisie*

Je, W. T., constable de                    , dans  
le district de                    , certifie par le présent  
à J. S., juge de paix dans et pour le dit  
district, qu'en vertu du mandat annexé  
j'ai fait avec diligence la recherche des  
meubles et effets de A. B., mentionnés  
dans le dit mandat, et que je n'en ai pas  
trouvé une quantité suffisante pour pré-  
lever les sommes mentionnées au dit man-  
dat.

En foi de quoi j'ai signé, à                    , ce  
                  jour de                    , en l'année mil  
neuf cent                    .

(Signature.)

S. R. 1941, c. 29, formule 29.

29.—(Section 53)

*Constable's Return of "Nulla Bona" to a  
Warrant of Distress*

I, W. T., constable, of                    in the dis-  
trict of                    , hereby certify to J. S.,  
Esquire, a justice of the peace in and for  
the district of                    , that by virtue of  
this warrant I have made diligent search  
for the goods and chattels of the within  
mentioned A. B., and that I can find no  
sufficient goods or chattels of the said A.  
B. whereon to levy the sums within men-  
tioned.

Witness my hand, at                    , this  
day of                    , one thousand nine hundred  
and                    .

(Signature.)

R. S. 1941, c. 29, form 29.

30.—(Article 53)

*Mandat d'emprisonnement à défaut de  
meubles et d'effets suffisants*

Canada,  
Province de Québec,  
District de                    .

Aux constables et aux agents de la paix  
dans le district de                    , et au

30.—(Section 53)

*Warrant for Commitment for Want of  
Distress*

Canada,  
Province of Quebec,                    }  
District of                    .

To all or any of the constables and other  
peace officers in the district of                    ,

gardien de la prison commune du dit district, à

and to the keeper of the common gaol of the said district at

Attendu (*etc., comme dans l'un ou l'autre des mandats de saisie qui précèdent, 25 ou 26, jusqu'à l'astérisque\**), et alors *ce qui suit*): Et attendu que depuis, savoir: le jour de , en l'année susdite, j'ai adressé un mandat aux officiers compétents, à cette fin, leur enjoignant de prélever les dites sommes de et , par la saisie et par la vente des meubles et effets du dit A. B.; et attendu qu'il appert de son rapport que l'agent de la paix a fait avec diligence la recherche des meubles et effets du dit A. B., mais qu'il n'en a pas trouvé une quantité suffisante pour prélever les sommes ci-dessus mentionnées :

Whereas (*etc., as in either of the foregoing distress warrants 25 or 26, to the asterisk, \* and then thus*): And whereas, afterwards on the day of , in the year aforesaid, I issued a warrant to the proper officers for that purpose, commanding them to levy the said sums of and by distress and sale of the goods and chattels of the said A. B.; And whereas it appears to me, as well by the return of the said warrant of distress by the peace officer who had the execution of the same, as otherwise, that the said peace officer has made diligent search for the goods and chattels of the said A. B., but that no sufficient distress whereon to levy the sums above mentioned could be found:

À ces causes le présent est pour vous enjoindre d'arrêter le dit A. B. et de le conduire à la prison commune, à sus dit et là de le livrer au gardien de la dite prison avec le présent mandat. Et je vous enjoins par le présent, à vous, dit gardien, de recevoir le dit A. B. sous votre garde dans la dite prison commune, et de l'y emprisonner pendant l'espace de , à moins que les dites diverses sommes et tous les frais et dépens de la dite saisie et de l'emprisonnement et du transport du dit A. B. à la dite prison commune ne soient plus tôt payés à vous; et, pour ce faire, le présent mandat vous sera une autorisation suffisante.

These are, therefore, to command you, the said peace officers, or any one of you, to take the said A. B., and him to convey to the common gaol at aforesaid, and there deliver him to the said keeper, together with this precept: and I do hereby command you, the said keeper of the said common gaol, to receive the said A. B. into your custody, in the said common gaol, there to imprison him for the term of , unless the said several sums, and all the costs and charges of the said distress and of the commitment and of the conveying of the said A. B. to the said common gaol are sooner paid unto you, the said keeper; and for so doing this shall be your sufficient warrant.

Donné sous mon seing, ce jour de , en l'année mil neuf cent , à , dans le dit district.

Given under my hand, this day of , in the year one thousand nine hundred and , at , in the district aforesaid.

(Signature.)

(Signature.)

juge de paix (*ou selon le cas*)  
du district de .

Justice of the Peace (*or as the case may be*) for the district of .

## 31.—(Article 53)

*Mandat d'emprisonnement en premier lieu*

Canada,  
Province de Québec,  
District de .

Aux constables et aux agents de la paix dans le dit district et au gardien de la prison commune à .

Attendu que A. B. , de (journalier) a ce jour été trouvé coupable devant le soussigné, sur le serment de , de , et d'autres, pour {indiquer succinctement l'infraction):

À ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, à vous le dit constable ou agent de la paix, ou à chacun de vous, d'arrêter le dit et de le conduire immédiatement à la prison commune du dit district de , à , et de le remettre au geôlier de la dite prison, avec le présent mandat.

Et je vous ordonne et enjoins, par les présentes, vous le dit geôlier de la dite prison commune, de recevoir le dit sous votre garde dans la dite prison commune et de l'y détenir pendant l'espace de , ou jusqu'à ce qu'il soit autrement libéré suivant la loi; et pour ce faire, le présent mandat vous sera une autorisation suffisante.

Donné sous mon seing, à , ce jour de , dans l'année mil neuf cent , à , dans le dit district.

(Signature.)

juge de paix (ou selon le cas)  
du district de .

S. R. 1941, c. 29, formule 31.

## 31.—(Section 53)

*Warrant of commitment upon a conviction adjudging Imprisonment in the first instance*

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of .

To all or any of the constables and other peace officers of , and the keeper of the common gaol at .

Whereas A. B., was this day convicted before the undersigned, on the oath of , of , and others, for that (stating the offence):

These are therefore to command you, the said constable or peace officer or any of you, in Her Majesty's name, to take the said , and him to convey immediately to the common gaol for the said district at , and there to deliver him to the keeper thereof, together with this precept.

And I do hereby command you, the said keeper of the said common gaol, to receive the said A. B., into your custody in the said common gaol, and there to imprison him for the term of , or until he shall be otherwise discharged in due course of law; and for so doing this shall be your sufficient warrant.

Given under my hand, this day of , in the year one thousand nine hundred and , at , in the district aforesaid.

(Signature.)

Justice of the Peace (or as the case may be) for the district of .

R. S. 1941, c. 29, form 31.

## 32.—(Article 54)

*Mandat de saisie pour frais à la suite d'une ordonnance de non-lieu*

Canada,  
Province de Québec,  
District de .

Aux constables et aux agents de la paix dans le dit district.

Attendu que le , dernier, une dénonciation a été faite (ou plainte a été portée) devant , juge de paix dans et pour le dit district de , alléguant que (etc., comme dans l'ordonnance de non-lieu), et que depuis, savoir: le , à , les deux parties ayant comparu devant moi , pour être entendues et jugées, et les diverses preuves produites devant moi en cette cause ayant été par moi dûment entendues et prises en considération, la dite dénonciation (ou plainte) ne m'a pas paru prouvée et a été renvoyée par moi, et que j'ai condamné le dit C. D. à payer au dit A. B. la somme de pour frais, et que j'ai ordonné que si la dite somme pour frais n'était pas payée (immédiatement) elle serait prélevée par la saisie et par la vente des meubles et effets du dit C. D. et qu'à défaut de meubles et d'effets suffisants, le dit C. D. serait emprisonné dans la prison commune du dit district, à , pendant l'espace de , à moins que la dite somme pour frais, et tous les frais et dépens de la dite saisie et de l'emprisonnement et du transport du dit C. D. à la dite prison commune ne fussent plus tôt payés, \* et attendu que le dit C. D. requis de payer au dit A. B. la dite somme, n'a pas payé les dits frais, ni aucune partie de ces frais :

À ces causes le présent est pour vous enjoindre de saisir immédiatement les meubles et effets du dit C. D. et si, dans les jours qui suivent immédiatement la saisie, la somme en dernier lieu mentionnée, ainsi que les frais raisonnables de la saisie et de la garde des meubles

(\*) Voir formule 83.

## 32.—(Section 54)

*Warrant of Distress for Costs upon an Order for Dismissal of an Information or Complaint*

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of . }

To all or any of the constables and other peace officers in the said district.

Whereas on last past, information was laid (or complaint was made) before , a justice of the peace in and for the said district of , for that (etc., as in the order of dismissal) and afterwards, to wit, on , at , both parties appearing before (me) , in order that (I) should hear and determine the same, and the several proofs adduced to (me) in that behalf, being by (me) duly heard and considered, and it manifestly appearing to (me) that the said information (or complaint) was not proved, (I) therefore dismissed the same and adjudged that the said C. D. should pay to the said A. B. the sum of , for his costs incurred by him in his defence in that behalf; and (I) ordered that if the said sum for costs was not paid (forthwith) the same should be levied on the goods and chattels of the said C. D. and (I) adjudged that in default of sufficient distress in that behalf the said C. D. should be imprisoned in the common gaol of the said district of , at , for the space of , unless the said sum for costs, and all costs and charges of the said distress and of the commitment and of the conveying of the said A. B. to the said common gaol, were sooner paid; \* And whereas the said C. D. being now required to pay to the said A. B. the said sum for costs, has not paid the same, or any part thereof but therein has made default:

These are, therefore, to command you forthwith to make distress of the goods and chattels of the said C. D. and if within the term of days next after the making of such distress, the said last mentioned sum, together with the reasonable charges of taking and keeping the said distress,

(\*) See Form 83.



trouvé une quantité suffisante pour prélever la somme ci-dessus mentionnée:

À ces causes le présent est pour vous enjoindre d'arrêter le dit C. D. et de le conduire à la prison commune du dit district, à susdit, et là de le livrer au gardien de la dite prison, avec le présent mandat; et je vous enjoins par le présent, à vous, le dit gardien de la dite prison commune, de recevoir le dit C. D. sous votre garde dans la dite prison commune, et de l'y détenir pendant l'espace de , à moins que la dite somme, et tous les frais et dépens de la dite saisie et de l'emprisonnement et du transport du dit C. D. à la dite prison commune, ne vous soient plus tôt payés; et, pour ce faire, le présent mandat vous sera une autorisation suffisante.

Donné sous mon seing, ce jour de , en l'année mil neuf cent , à , dans le dit district.

(Signature.)

juge de paix {ou selon le cas}  
du district de .

S. R. 1941, c. 29, formule 33.

#### 34.—(Article 55)

##### Visa d'un mandat de saisie

Canada,  
Province de Québec,  
District d

Attendu qu'il a été, ce jour, prouvé sous serment devant moi, que le nom de J. S., au bas du présent mandat, est de l'écriture du juge de paix y mentionné, en conséquence, j'autorise W. T., porteur de ce mandat, et toutes autres personnes auxquelles le présent mandat a été d'abord adressé, ou par lesquelles il peut légalement être mis à exécution, et aussi tous les agents de la paix du district de , à l'exécuter dans le dit district.

the said peace officer has made diligent search for the goods and chattels of the said C. D. but that no sufficient distress whereon to levy the sum above mentioned could be found:

These are, therefore, to command you, the said peace officers, or any one of you, to take the said C. D. and him convey to the common gaol of the said district, at aforesaid, and there deliver him to the keeper thereof, together with this precept: And I hereby command you, the said keeper of the said common gaol, to receive the said C. D. into your custody in the said common gaol, there to imprison him for the term of , unless the said sum, and all the costs and charges of the said distress and of the commitment and conveyance of the said C. D. to the said common gaol are sooner paid unto you; and for so doing, this shall be your sufficient warrant.

Given under my hand, this day of , in the year one thousand nine hundred and , at , in the district aforesaid.

(Signature.)

Justice of the Peace (or as the case may be) for the district of .

R. S. 1941, c. 29, form 33.

#### 34.—(Section 55)

##### Endorsement in Backing a Warrant of Distress

Canada,  
Province of Quebec  
District of } .

Whereas proof upon oath has this day been made before me, that the name of J. S. to the within warrant subscribed is of the handwriting of the justice of the peace within mentioned, I do therefore authorize W. T., who brings me this warrant, and all other persons to whom this warrant was originally directed, or by whom the same may be lawfully executed, and also all peace officers of the said district of , to execute the same within the said district.

S. R. 1941, c. 29, formule 34.

R. S. 1941, c. 29, form 34.

35.—(*Article 60*)

*Reçu du geôlier donné au constable constatant la réception du prisonnier*

S. R. 1941, c. 29, formule 35.

36.—(*Article 64*)

*Certificat de non-comparution qui est inscrit  
au verso du cautionnement du défendeur*

S. R. 1941, c. 29, formule 36.

35.—(*Section 60*)

*Gaoler's Receipt to the Constable for the Prisoner*

R. S. 1941, c. 29, form 35.

36.—(Section 64)

*Certificate of Non-appearance to be endorsed  
on the Defendant's Recognizance*

R. S. 1941, c. 29, form 36.

## 37.—(Article 65)

*Mandat d'élargissement sur cautionnement  
donné pour un prévenu déjà  
emprisonné*

Canada,  
Province de Québec,  
District de .

Au gardien de la prison commune du  
dit district à .

Attendu que A. B., ci-devant de .  
(*journalier*), a devant moi signé une  
obligation et fourni des cautions suffi-  
santes pour sa comparution devant moi  
ou devant tout autre juge de paix du  
distric, alors présent, le . jour de

19 ., à heure de {V avant)-  
midi, aux fins de répondre à la plainte  
(ou dénonciation) pour avoir (*etc., comme  
dans le mandat d'emprisonnement*) pour  
laquelle infraction il a été arrêté et  
envoyé dans votre prison commune:

À ces causes, les présentes sont pour  
vous enjoindre d'élargir immédiatement  
le dit A. B., s'il est encore sous votre  
garde dans la dite prison commune pour  
la dite infraction, mais pour nulle autre.

Donné sous mon seing, ce . jour  
de ., en Tannée mil neuf cent .,  
à ., dans le dit district.

(Signature.)

juge de paix (*ou selon le cas*)  
du district de .

S. R. 1941, c. 29, formule 37.

## 37.—(Section 65)

*Warrant of Deliverance on Bail being  
given for a Prisoner*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of . }

To the keeper of the common gaol of  
the said district at

Whereas A. B., late of ., (*labourer*),  
has before me entered into his own recog-  
nizance, and found sufficient sureties  
for his appearance before me on the  
day of . at o'clock in the  
(*fore*) noon or before such other justice  
or justices of the peace for the said  
district as shall be then and there present,  
to answer (*further*) to the charge that  
(*etc., as in the commitment*), for which he  
was taken and committed to your said  
common gaol:

These are therefore to command you,  
that if the said A. B. remains in your  
custody in the said common gaol for  
the said cause, and for no other, you  
shall forthwith suffer him to go at large.

Given under my hand, this . day  
of ., in the year ., at .,  
in the district aforesaid.

(Signature.)

Justice of the Peace (*or as the case  
may be*) for the district of .

R. S. 1941, c. 29, form 37.

## 38.—(Article 73)

*Formule de cautionnement de poursuivre  
l'appel*

Canada,  
Province de Québec,  
District de .

Sachez que le . jour de ., mil  
neuf cent ., A. B., de ., (*jour-  
nalier*), L. M., de ., (*épicier*), et

## 38.—(Section 73)

*Form of Recognizance to try the Appeal*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of . }

Be it remembered that on the . day of  
one thousand nine hundred and .,  
A. B., of ., (*labourer*) and L. M., of .,

N. O., de \_\_\_\_\_, (*bourgeois*), ont personnellement comparu devant le soussigné, et se sont obligés chacun envers notre Souveraine la Reine, en les diverses sommes suivantes: le dit A. B. en la somme de \_\_\_\_\_, et les dits L. M. et N. O. en la somme de \_\_\_\_\_, chacun, laquelle somme sera prélevable sur leurs divers biens meubles et immeubles respectivement, au profit de notre dite Souveraine la Reine, si le dit A. B. ne remplit pas la condition inscrite au verso du présent (*ou ci-dessous écrite*.)

A. B.  
L. M.  
N. O.

Fait et reconnu les jour et an susdits, à \_\_\_\_\_, devant

{*Signature.*}

juge de paix (*ou selon le cas*)  
du district de \_\_\_\_\_

#### Condition

Le cautionnement par écrit ci-joint (*ou ci-dessous*) est donné à la condition que si le dit A. B. comparaît personnellement devant la Cour du banc de la reine, siégeant en première instance, dans l'exercice de sa juridiction criminelle, le jour de \_\_\_\_\_ prochain, dans et pour le dit district, et poursuit un appel d'une certaine condamnation en date du jour de \_\_\_\_\_ (*courant*), et prononcé par moi, en vertu duquel il a été, lui, le dit A. B. déclaré coupable d'avoir, lui, le dit A. B. le \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, à \_\_\_\_\_ dans le dit district (*indiquer l'infraction telle qu'énoncée dans le jugement*), et se conforme aussi au jugement de la cour qui sera rendu sur cet appel, et paie les frais adjugés par la cour, alors le dit cautionnement sera nul, autrement il aura pleine force et effet.

S. R. 1941, c. 29, formule 38.

\_\_\_\_\_, (*grocer*), and N. O., of \_\_\_\_\_, (*yeoman*), personally came before the undersigned, and severally acknowledged themselves to owe to our Sovereign Lady the Queen, the several sums following, that is to say, the said A. B., the sum of \_\_\_\_\_, and the said L. M. and N. O. the sum of \_\_\_\_\_, each, to be made and levied on their several goods and chattels, lands and tenements, respectively, to the use of our said Lady the Queen, if he the said A. B. fails in the condition endorsed (*or hereunder written*).

A. B.  
L. M.  
N. O.

Taken and acknowledged the day and year first above mentioned at \_\_\_\_\_, before me.

{*Signature.*}

Justice of the Peace (*or as the case may be*) for the district of \_\_\_\_\_

#### Condition

The condition of the within (*or the above*) written recognizance is such that if the said A. B. personally appears before the Court of Queen's Bench, Crown side, on the \_\_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_, next, in and for the said district, and tries an appeal against a certain conviction, bearing date the \_\_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_, (*instant*), and made by (*me*), whereby he, the said A. B., was convicted, for that he, the said A. B., did, on the \_\_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_, at \_\_\_\_\_, in the said district (*here set out the offence as stated in the conviction*); and also abides by the judgment of the court upon such appeal and pays such costs as are by the court awarded, then the said recognizance to be void, otherwise to remain in full force and effect.

R. S. 1941, c. 29, form 38.

## 39.—(Article 82)

*Certificat du greffier de la couronne constatant que les frais d'un appel ne sont pas payés*

Bureau du greffier de la couronne du district de .

*Titre de l'appel*

Je certifie par le présent qu'à la Cour du banc de la reine, tenue à , dans et pour le dit district, le (dernier), appel d'un jugement prononcé (ou d'un ordre décerné) par J. S., juge de paix dans et pour le dit district, a été interjeté par A. B. et a été entendu et décidé par la dite cour, et que là-dessus la dite Cour du banc de la reine a ordonné que le dit jugement (ou ordre serait confirmé, ou infirmé), et a condamné le dit (appellant) à payer au dit (intimé) la somme de , pour frais d'appel laquelle somme il était tenu de payer au dit greffier de la paix, le ou avant le jour de , mil neuf cent , pour qu'elle fût par ce dernier remise au dit (intimé), et je certifie de plus que la dite somme pour frais, ni aucune partie de cette somme, n'a été payée, en obéissance au dit ordre.

Daté à , ce jour de , en l'année mil neuf cent .

(Signature.)

greffier de la couronne  
pour le district de .

S. R. 1941, c. 29, formule 39.

## 39.—(Section 82)

*Certificate of Clerk of the Crown that the Costs of an Appeal are not paid*

Office of the clerk of the peace for the district of .

*Title of the Appeal*

I hereby certify that at the Court of Queen's Bench, holden at , in and for the said district, on last past, an appeal by A. B. against a conviction (or order) of J. S., Esquire, a justice of the peace in and for the said district, came on to be tried, and was there heard and determined, and the said Court of Queen's Bench thereupon ordered that the said conviction (or order) should be confirmed (or quashed), and that the said (appellant) should pay to the said (respondent) the sum of , for his costs incurred by him in the said appeal, and which sum was thereby ordered to be paid to the clerk of the peace for the said district, on or before the day of one thousand nine hundred and and to be by him handed over to the said (respondent), and I further certify that the said sum for costs has not, nor has any part thereof, been paid in obedience to the said order.

Dated at , this day of , in the year one thousand nine hundred and .

(Signature.)

Clerk of the Crown for the  
district of

R. S. 1941, c. 29, form 39.

## 40.—(Article 82)

*Mandat de saisie-exécution Pour frais d'appel d'une condamnation ou d'un ordre*

Canada,  
Province de Québec, }  
District de

Aux constables et aux agents de la paix dans le dit district.

Attendu que (*etc., comme dans les mandats de saisie, formules 25 ou 26, jusqu'à la fin de la citation de la condamnation ou de l'ordre, et alors ainsi qu'il suit*): et attendu que le dit A. B. a interjeté appel de la dite condamnation ou du dit ordre et que l'appel a été entendu par la Cour du banc de la reine, dans lequel appel le dit A. B. étant l'appellant et le dit C. D. (*ou J. S.*, le juge de paix qui a prononcé la dite condamnation *ou* décerné l'ordre) était l'intimé, et qu'alors la dite cour a ordonné que la dite condamnation (*ou* ordre) serait confirmée (*ou* infirmée), et le dit (*appellant*) condamné à payer au dit (*intimé*) la somme de , pour les frais d'appel, laquelle somme devait être payée pour frais au greffier de la paix du dit district, le ou avant le jour de , mil neuf cent , pour être par lui remise au dit intimé; et attendu que le dit greffier de la paix a, le jour de (*courant*), dûment certifié que la dite somme pour frais n'a pas été payée:\*

À ces causes, le présent est pour vous enjoindre de saisir immédiatement les meubles et effets du dit A. B., et si, dans les jours qui suivront immédiatement la dite saisie, la dite somme en dernier lieu mentionnée, ainsi que les frais et dépens raisonnables de la saisie et de la garde des dits meubles et effets ne sont pas payés, de vendre alors les dits meubles et effets et de remettre le montant provenant de la vente des dits meubles et effets au dit greffier de la paix du dit district de pour en disposer suivant la loi; et si, faute de meubles et effets, la saisie ne peut s'ef-

(\*) Voir formule 41.

## 40.—(Section 82)

*Warrant of Distress for Costs of an Appeal against a Conviction or Order*

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of

To all or any of the constables and other peace officers in the said district,

Whereas (*etc., as in the warrants of distress, forms 25 or 26 and to the end of the statement of the conviction or order, and then thus*): And whereas the said A. B. appealed to the Court of Queen's Bench, against the said conviction or order, in which appeal the said A. B. was the appellant, and the said C. D. (*or J. S. Esquire, the justice of the peace who made the said conviction or order*) was the respondent, and which said appeal came on to be tried and was heard and determined by the Court of Queen's Bench, and the said court thereupon ordered that the said conviction (*or* order) should be confirmed (*or* quashed) and that the said (*appellant*) should pay to the said (*respondent*) the sum of , for his costs incurred by him in the said appeal, which said sum was to be paid to the clerk of the peace for the said district, on or before the day of , one thousand nine hundred and , to be by him handed over to the said C. D.; and whereas the clerk of the peace of the said district, on the day of (*instant*), duly certified that the said sum for costs had not been paid;\*

These are, therefore, to command you forthwith to make distress of the goods and chattels of the said A. B., and if, within the term of days next after the making of such distress, the said last mentioned sum, together with the reasonable charges of taking and keeping the said distress, are not paid, then to sell the said goods and chattels, so by you distrained, and to pay the money arising from such sale to the clerk of the peace for the said district of , that he may pay and apply the same as by law directed; and if no such distress can

(\*) See Form 41.

be found, then to certify the same unto me or any other justice of the peace for the said district, that such proceedings may be had therein as to law appertain.

Given under my hand, this \_\_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_, in the year one thousand nine hundred and \_\_\_\_\_, at \_\_\_\_\_, in the district aforesaid.

(Signature)

Justice of the Peace (or as the case may be) for the district of \_\_\_\_\_.

R. S. 1941, c. 29, form 40.

41.—(Section 82)

*Warrant of Commitment for want of Distress  
in the last case*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of .

To all or any of the constables and other peace officers in the said district of \_\_\_\_\_, and to the keeper of the common gaol of the said district at \_\_\_\_\_.

Whereas (*etc., as in form 40 to the asterisk \* and then thus*): and whereas, afterwards, on the \_\_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_, in the year aforesaid, I, the undersigned, issued a warrant, to levy the said sum of \_\_\_\_\_, for costs, by distress and sale of the goods and chattels of the said A. B. And whereas it appears to me, as well by the return to the said warrant of distress of the peace officer who was charged with the execution of the same, as otherwise, that the said peace officer has made diligent search for goods and chattels of the said A. B. but that no sufficient distress whereon to levy the said sum above-mentioned could be found:

These are, therefore, to command you, the said peace officers, or any one of you, to take the said A. B. and him to convey to the common goal of the said district of at aforesaid, and there deliver him to the said keeper thereof.

